PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !

QUATRIÈME INTERNATIONALE

8e Année Volume 8 - N° 1

SOMMAIRE

Bilan pour 1949 et perspectives nouvelles

Lettre de la IVe Internationale au P. C. Yougoslave

M. PABLO - Les rapports entre « Etats socialistes »

P. FRANK - Crise du stalinisme en France

E. GERMAIN - Occupations d'usine et mouvements agraires en Italie

LENZ - Adenauer contre Schumacher

La trahison stalinienne en Grèce

S. MUNIR - Le Moyen-Orient (fin)

T. Van der KOLK - « L'indépendance » de l'Indonésie

DECEMBRE 1949 — JANVIER 1950

(paraissant tous les 2 mois)

8e ANNEE VOL. 8. — N° 1

SOMMAIRE

EDITORIAL

Bilan pour 1949 et perspectives nouvelles 1

NOTES EDITORIALES

L'assassinat de Kostov 3

Elections générales en Grande-Bretagne 4

La divinisation de Staline 6

Nouvelle Fédération syndicale mondiale 7

L'évolution idéologique du P. C. Yougoslave :

Les rapports entre « Etats socialistes », par M. PABLO .. 9

De la démocratie populaire 15

P. FRANK. — Crise du régime et crise du stalinisme en France 18

E. GERMAIN. — Occupations d'usine et mouvements agraires en Italie 23

LENZ. — Adenauer contre Schumacher 30

La trahison stalinienne en Grèce (fin) 33

S. MUNIR. — Le Moyen-Orient depuis la guerre de Palestine (fin) 38

TH. VAN DER VOLK. — « L'Indépendance » de l'Indonésie 42

DOCUMENTS :

Lettre du Secrétariat International au P. C. Yougoslave sur les déclarations de Vlahovitch 46

LIVRES ET REVUES :

« Le P. C. de Grèce dans la lutte de libération nationale » 51

D'autres que nous 53

Un témoignage sur le procès Rajk 55

Nouvelles du monde ouvrier et de l'Internationale ... 56

Courrier de l'Administration 50

DECEMBRE 1949 - JANVIER 1950

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

IVe INTERNATIONALE

Organe du Comité Exécutif International de la IVe Internationale

éditorial

Bilan pour 1949 et perspectives nouvelles

QUEL est le bilan de l'année écoulée pour le mouvement ouvrier international ?

Sur le plan économique, la période d'expansion de la production et du plein emploi a pris fin vers le milieu de 1949 un peu partout dans les pays capitalistes. On assiste depuis lors à une stagnation et même à un recul de la production, tandis que le chômage s'accroît lentement mais constamment. Il s'agit en réalité d'un début de dépression économique qui, partant des Etats-Unis, centre de gravité du monde capitaliste actuel, s'étend internationalement. La progression jusqu'à présent lente de la dépression s'explique par un ensemble de facteurs qui tiennent essentiellement à l'exercice d'une politique dirigiste par l'Etat capitaliste, en contraste avec les conditions différentes qui régnèrent sur ce plan dans les années précédant la grande crise économique de 1929-1933. L'Etat capitaliste surveille mieux la distribution du crédit, limitant les moyens de spéculation et d'utilisation du capital fictif ; il intervient par ses subventions qui soutiennent l'industrie et l'agriculture tandis que, grâce à la nouvelle course aux armements, grâce aux budgets militaires constamment gonflés, il entretient et développe un marché artificiel d'économie de guerre.

Cette politique interventionniste et dirigiste de l'Etat capitaliste joue actuellement un peu partout, à des degrés divers, un rôle relativement régulateur du processus fondamentalement anarchique de l'économie capitaliste ; par conséquent, il amortit pendant un certain temps les effets de la dépression.

Aux Etats-Unis ce rôle de l'Etat est frappant. Par la politique du New Deal et du Welfare State à l'intérieur, par le plan Marshall, le « quatrième point » et le budget des armements toujours écrasant, l'Etat capitaliste agit puissamment sur la conjoncture économique et ralentit le rythme d'amplification de la dépression. Dans les pays capitalistes de l'Europe cette interven-

tion étatique n'a pas eu la même ampleur, faute de moyens semblables à ceux de l'impérialisme yankee, mais elle a joué dans le même sens. Il ne faut pas par exemple oublier que les crédits Marshall ont largement contribué jusqu'à présent à camoufler la véritable situation économique de tous ces pays, qui se serait révélée s'ils avaient été abandonnés à leurs propres moyens.

Naturellement, aucune politique interventionniste et dirigiste de l'Etat ne saurait à la longue éviter l'amplification et l'approfondissement de la dépression commencée.

Sur le plan politique, nous devons distinguer entre les métropoles et le domaine colonial asiatique.

Aux Etats-Unis même, en Europe occidentale et en Amérique latine, la bourgeoisie est passée à l'offensive et a remporté des succès incontestables. L'équipe Truman du Parti Démocrate joue un jeu assez habile qui consiste à vouloir éloigner la crise économique et sociale intérieure en la rejetant sur les pays capitalistes secondaires et les pays coloniaux. Combiner une politique de New Deal à celle d'une expansion des armements dans une conjoncture de début de dépression économique, n'est possible que s'il se produit une expansion constante dans le monde. Dans cette tentative, le Parti Démocrate, activement épaulé par la puissante bureaucratie syndicale, est arrivé jusqu'à maintenant à canaliser à son profit la politisation accrue des masses américaines.

Dans les pays capitalistes de l'Europe occidentale, la bourgeoisie renforcée qui, d'autre part, se trouve soumise aux effets d'une concurrence de plus en plus aiguë au fur et à mesure que la dépression s'amplifie et que l'impérialisme américain pèse davantage sur le marché mondial, cherche à surmonter ses difficultés aux dépens des masses. Productivité et réduction du coût de revient deviennent les slogans favoris des capitalistes lancés sur le repartage d'un marché plus réduit que jamais, ce qui signifie blocage des salaires et chômage accru. L'arrogance du patronat est actuellement manifeste dans tous les pays de l'Europe occidentale, arrogance renforcée par la présence au pouvoir de gouvernements de plus en plus axés sur le centre-droite.

Contrairement à cette stabilisation relative et précaire, à laquelle semble avoir accédé le capitaliste dans ces pays, et à l'attitude offensive de la bourgeoisie, son domaine colonial asiatique est en pleine débandade, et les contrecoups de la défaite de l'impérialisme en Chine sont loin d'être amortis. Il faut constater cependant que nous sommes, dans ce domaine aussi, à la veille d'une contre-offensive impérialiste, dirigée par Washington. Son but premier sera de contenir la poussée anti-colonialiste des peuples asiatiques, en stabilisant le Sud-Est de l'Asie qui pivote autour du Japon et du Vietnam, en passant par l'Indonésie. Dans cette opération l'impérialisme yankee préférerait, aussi bien pour mieux servir ses propres intérêts que pour accroître ses chances de succès, se passer d'une collaboration ouverte compromettante avec les impérialismes usés (Angleterre, France, Hollande) et traiter directement avec les éléments bourgeois nationaux à la Hatta (solution indonésienne).

Mais à défaut d'une telle possibilité, il n'hésitera probablement pas à épauler des partenaires discrédités, tels par exemple l'empereur fantoche Bao-Daï au Vietnam.

Le bilan de la situation internationale comporte cependant de nombreuses taches sombres pour la bourgeoisie. Tout d'abord, au fur et à mesure que la dépression menace de s'amplifier et que chaque bourgeoisie se sent relativement renforcée, la concurrence et les antagonismes entre puissances capitalistes reprennent de plus belle. La fin de l'année a vu, pour la première fois depuis la guerre, l'Angleterre rejeter le projet d'accord bilatéral entre elle et

les Etats-Unis sur l'application du pacte Atlantique ainsi que les conditions d'un prêt que lui a soumises la Banque Internationale contrôlée par les Américains. D'autres pays de l'Europe occidentale, encouragés par l'exemple, tiennent tête aux tentatives de Washington et de Wall Street pour les mettre en tutelle et leur disputer les marchés de leur propre pays et de leurs colonies. La concurrence et les antagonismes ne sont pas moins violents entre les pays de l'Europe occidentale eux-mêmes : entre l'Angleterre et l'Allemagne, l'Angleterre et le Fritalux (France, Italie, Benelux), entre la France et l'Allemagne, entre les pays de ce Fritalux qui ne démarre guère, entre les pays même du minuscule Benelux toujours en panne.

Ainsi, pour aborder les perspectives de la nouvelle année, il est nécessaire de partir d'une vue d'ensemble de la situation internationale et de tous ses composantes dans leur inter-action et leur inter-dépendance organiques.

L'étape qui s'ouvre sera celle de l'amplification de la dépression et des antagonismes interimpérialistes. Elle sera doublée d'une aggravation de la crise du stalinisme qui mûrit actuellement de par le monde et se manifeste dans des faits tels que le cas yougoslave, les épurations et les procès dans les « démocraties populaires », le recul électoral de plusieurs partis communistes dans le monde (autrichien, belge, norvégien, américain, australien, etc...), la désaffection grandissante dans les milieux staliniens et pro-staliniens des intellectuels, les pertes dans l'influence et les positions syndicales.

De l'évolution de ces deux facteurs dans l'année à venir et des résultats qui en découleront dépendra en définitive aussi l'échéance de la guerre. Car, dans l'immédiat, il devient de plus en plus manifeste que la bourgeoisie, à défaut d'une stabilisation beaucoup plus avancée en Europe et dans les colonies, est absolument incapable d'entreprendre une guerre ; et, d'autre part, la bureaucratie soviétique aux prises avec des difficultés grandissantes dans les pays sur lesquels elle a étendu son influence au lendemain de la guerre n'arrive pas à digérer ses conquêtes.

Ainsi la perspective essentielle qui se dégage de la situation internationale et qui doit déterminer l'orientation de l'avant-garde révolutionnaire est la suivante :

Un délai important est accordé au mouvement révolutionnaire pour qu'il se consolide et se renforce avant que la menace de la guerre devienne imminente. L'étape qui s'ouvre est celle de l'amplification de la dépression économique du capitalisme et de l'aggravation de la crise du stalinisme. Ces deux facteurs réactiveront inévitablement et les luttes ouvrières et les forces de caractère fasciste et réactionnaire au service du capitalisme.

La tâche fondamentale de l'avant-garde révolutionnaire est d'utiliser le délai que les circonstances lui accordent pour faire évoluer la lutte en faveur de l'issue révolutionnaire. Son attention particulière doit être concentrée pour empêcher que la crise du stalinisme ne profite à la réaction et pour qu'au contraire, elle se polarise autour de l'avant-garde, afin de construire à temps de puissantes organisations révolutionnaires capables d'écarter définitivement la menace d'une nouvelle guerre et de garantir le développement socialiste pacifique de toute l'humanité.

L'assassinat de Kostov

LA Bulgarie à son tour a eu son procès. Kostov, membre du Parti communiste bulgare depuis 1924, secrétaire du parti en 1940, secrétaire général du parti depuis 1944, deuxième personnage de l'Etat et du parti après Dimitrov jusqu'en mars 1948, a été condamné à mort et pendu

Cependant tout au long du procès, il a nié catégoriquement les trois princi-

paux chefs d'accusation, à savoir : a) qu'il était devenu un mouchard lors de son arrestation par la police bulgare en 1942 ; b) qu'il était ensuite passé au service de l'espionnage anglo-américain ; c) qu'il avait comploté avec Tito pour rattacher la Bulgarie à la Yougoslavie, renverser le gouvernement bulgare et assassiner Dimitrov.

La farce de ces procès tous orchestrés de Moscou ne fut jamais plus sinistre qu'à Sofia.

Quand, tout au début du procès, Kostov nia une première fois, la surprise fut telle que le tribunal désorienté crut nécessaire de suspendre l'audience pendant vingt minutes afin de recevoir de nouvelles instructions de ses maîtres occultes ; et quand les juges sont revenus dans la salle, ils n'ont pas continué l'interrogatoire de Kostov, mais ont commencé à lire « ses aveux » écrits devant la police !

D'autre part, la presse stalinienne mondiale, y compris celle de Sofia et de Moscou, a évité pendant les premières 48 heures de mentionner le refus de Kostov de « se repentir » ainsi que les arguments solides qu'il avança pour sa défense, comme par exemple le fait que les archives de la police bulgare furent saisies en 1944 et publiées ensuite officiellement par le P. C. bulgare. Or, il ressortait de ces archives que Kostov ne fut jamais au service de la police, malgré les tortures auxquelles il fut soumis lors de son arrestation.

La fin du procès n'est pas moins révélatrice des procédés révoltants de la « justice » stalinienne. Kostov a nié à nouveau les accusations lors de la déclaration qu'il a pu faire pendant deux minutes au milieu d'un vacarme soulevé par la clique guépéoutiste cherchant à l'intimider, tandis que les gendarmes qui l'entouraient le contraignaient à s'interrompre et à s'asseoir. Quelques minutes avant qu'il prenne la parole pour la dernière fois, les écouteurs des correspondants étrangers avaient cessé de fonctionner. Enfin, après la fin du procès et après la pendaison, le gouvernement a annoncé que Kostov avait désavoué son attitude « arrogante » au procès et reconnu ses « crimes ».

Les Yougoslaves qui s'étaient empressés bien avant l'ouverture du procès d'accabler Kostov, l'accusant eux aussi d'être « suspect », furent non moins surpris par son attitude courageuse devant ses juges et, pris de remords tardifs, n'ont plus insisté que sur le caractère factice du procès et sur son déroulement odieux.

Rajk fut pendu parce que ses « aveux » durant son procès étaient la « preuve » de ses « crimes ». Kostov fut pendu bien qu'il ait nié, la « preuve » de ses « crimes » étant ses « aveux » écrits devant la police et ceux de ses co-accusés. Et ses dénégations au tribunal constituaient un « crime » de plus.

Les apologistes de ces crimes, journalistes staliniens ou compagnons de route à la Benda (éléments petits bourgeois pour la plupart, que le carriérisme ou la peur regroupe dans l'écurie stalinienne) s'abritent derrière de grandes phrases, évoquant les nécessités de l'histoire, etc., pour calmer les quelques remords qu'éprouve peut-être leur conscience corrompue. Comme si le socialisme et la révolution pouvaient être servis par le mensonge et l'ignominie, par l'engourdissement de toute faculté critique, empêchant de voir clair dans les motifs politiques précis déterminant tous les procès et allongeant la sinistre file des pendus !

A Budapest, à Sofia, demain à Varsovie, à Prague, dans toutes les « démocraties populaires », le Kremlin jugera et pendra tous les éléments de ses propres partis communistes qui, d'une façon ou d'une autre, effectivement ou potentiellement, s'opposent à la politique de « russification » de ces pays, politique servant exclusivement les intérêts propres de la bureaucratie soviétique.

Les Rajk, les Kostov, les Gomulka, eux-mêmes bureaucrates staliniens de premier plan, personnifient l'écho déformé de la résistance des masses à cette politique de domination exploiteuse et omnipotente de Moscou, qui monte jusqu'aux sommets des partis communistes.

Mais la terreur la plus sanglante aura peine à venir à bout de cette résistance. Avec Kostov en Bulgarie, selon une information du TIMES, furent arrêtés 5 autres membres du C. C. du P. C. bulgare et quelque 300 secrétaires locaux. Des informations récentes de Belgrade disent que V. Kolarov s'opposerait à son tour à la mainmise si brutale de Moscou sur la Bulgarie, « province désorganisée de l'empire russe ». En Albanie, la lutte entre les mercenaires de Moscou et les forces révolutionnaires du pays est parvenue à sa phase armée. Dans la conjoncture internationale actuelle le joug de Moscou n'a aucune perspective de stabilisation dans le glacis.

Élections générales en Grande-Bretagne

CE n'est pas faire œuvre de devin que de prédire que les élections générales de Grande-Bretagne constituent un des événements les plus importants de la nouvelle année. Le gouvernement travailliste de 1945 à 1950 n'a pas porté atteinte au régime capitaliste en Angleterre et si le Labour Party est à nouveau

porté au pouvoir, ses dirigeants n'ont certainement pas l'intention d'y faire acte de révolutionnaires. Tout ce qui a été dit ou écrit sur la méthode anglaise pour aller au socialisme est du bavardage. Les chefs travaillistes se placent dans le cadre du régime capitaliste qu'ils cherchent à perfectionner, car dans la mesure où ils ont des vues théoriques ils en sont restés au passage graduel d'un capitalisme florissant au socialisme.

Bien que les dirigeants travaillistes ne menacent en rien l'existence du capitalisme anglais, on peut être sûr que, dans le monde entier, plus on approchera de la date des élections qui vient d'être officiellement annoncée pour le 23 février, et plus les chancelleries, les chambres de commerce, les syndicats patronaux d'une part, le monde ouvrier d'autre part seront anxieux de savoir qui l'emportera, du parti tory dirigé par le fort-en-gueule Churchill ou du parti travailliste conduit par le terne Attlee. Et il en sera ainsi parce que les élections seront de la plus grande importance tant du point de vue national que du point de vue international.

Sur le plan de la Grande-Bretagne, si les cinq années passées n'ont pas vu de grandes luttes ouvrières dans ce pays malgré l'aggravation constante du sort des travailleurs le régime d'austérité voisin du régime du temps de guerre et une série de crises graves (charbon...), c'est parce que les masses britanniques ont voulu contribuer à l'expérience du Labourg Party (qu'elles considèrent être **LEUR** parti) et ne pas faire le jeu des tories. L'équilibre péniblement maintenu à ce jour (on sait que le nombre des grèves « sauvages » n'a pas été négligeable) serait inévitablement rompu avec le triomphe des tories, le patronat anglais passant certainement à l'offensive et les travailleurs n'étant plus freinés par des considérations relatives à la présence au gouvernement de membres de leur parti et de leurs syndicats ; dans le cas d'une nouvelle victoire des travaillistes, celle-ci, selon toute probabilité, susciterait moins de patience et plus d'exigences de la part des travailleurs. En tout cas, les élections marqueront très vraisemblablement le début d'une situation nouvelle en Grande-Bretagne, où toutes les contradictions provoquées par le déclin de l'impérialisme britannique tendront à percer au grand jour. Il est évident qu'une défaite électorale du Labour Party ne constituerait pas encore une défaite décisive de la classe ouvrière anglaise, mais elle donnerait au capitalisme anglais des positions renforcées pour les grandes batailles de classe inévitables.

Les élections britanniques auront internationalement une portée au moins aussi grande que nationalement Que Churchill l'emporte et l'offensive capitaliste contre les travailleurs en Europe occidentale recevra une impulsion puissante ; que le Labour Party retourne au gouvernement, et la résistance ouvrière à l'offensive du capital en Europe y trouvera un stimulant. Les répercussions se feront également sentir aux Etats-Unis, dans ce pays où le capitalisme, exploitant sa campagne anti-communiste pour abaisser les conditions de travail des travailleurs, désire une victoire de la réaction anglaise pour pouvoir aller plus avant dans cette voie. Enfin il est sûr qu'une victoire des conservateurs favoriserait toutes les tendances à un durcissement des rapports internationaux avec l'Union soviétique.

Le Labour Party au pouvoir ne fera pas une politique socialiste, mais une défaite du Labour Party serait le signal d'un déchaînement de la réaction mondiale sur tous les plans. Celle-ci engagerait la bataille avec une confiance renforcée, sachant que la défaite électorale des organisations ouvrières anglaises pèserait sur les travailleurs dans le monde entier et lui livrerait une position de premier plan pour mener la bataille.

L'issue des élections générales britanniques dépasse donc de beaucoup le sort des aciéries et des fabriques de ciment, dont la nationalisation sera le plus grand cheval de bataille des candidats travaillistes à ces élections. D'ailleurs, pour le capitalisme britannique dont les houillères, les transports, les industries du gez et de l'éclairage, etc. ont été nationalisées avec de sérieuses indemnités, ce qu'il craint, ce n'est pas le socialisme des hommes de Transport House mais l'explosion du mécontentement des masses si longtemps contenu grâce à la présence au gouvernement des Attlee, Bevin, Morrison... A présent ceux-ci lui sont d'une utilité moindre, ils peuvent lui permettre de gagner encore un peu de temps ; mais au cours de batailles difficiles et décisives, il préfère avoir aux postes du gouvernement des hommes dont la poigne sera certainement plus vigoureuse que celle de ces élus des ouvriers qui, nécessairement, auront à résoudre assez de problèmes dans leur propre organisation avant de pouvoir se montrer forts au gouvernement.

Les capitalistes deuis plusieurs mois suivent de très près l'évolution de la situation anglaise. Les résultats des élections partielles ont témoigné d'une confiance encore grande des électeurs anglais dans le Labour Party Par contre, les défaites des Labour Party de Nouvelle-Zélande et d'Australie, qui ont perdu le pouvoir après y avoir été pendant dix ans et plus sont interprétées et exploitées par la réaction comme un indice en faveur de sa victoire prochaine. Sans négliger ces résultats, il serait puéril de mettre sur le même plan des pays aussi différents dans leur structure. Tandis que les fermiers forment une importante fraction de la population australienne ou neo-zélandaise, qui a pesé dans les votes, en Grande-Bretagne la plus grande partie de la population est constituée par la classe ouvrière qui montre une fidélité, un attachement solide au Labour Party.

Mais les élections d'Australie et de Nouvelle-Zélande démontrent une fois de plus qu'une politique modérée, bourgeoise d'un parti se réclamant de la classe ouvrière ne lui est d'aucun service, même sur le plan électoral. La petite bourgeoisie attend du prolétariat qu'il se montre vigoureux et non qu'il singe impuissamment la grande bourgeoisie.

Les capitalistes anglais dès à présent dépensent des sommes considérables pour les élections à venir. Les grands trusts, les grosses sociétés capitalistes, sous le couvert d'une publicité commerciale très intense, défendent leurs positions et leurs candidats par tous les moyens. Les dirigeants labouristes eux-mêmes se sont inquiétés de ces dépenses qui, d'une manière détournée, vont à l'encontre des lois anglaises sur les dépenses électorales. Les firmes anglaises ne se montrent pas très inquiètes des menaces de poursuites dont elles sont l'objet. Il faut aussi s'attendre à ce que le capitalisme américain trouve le moyen d'aider en l'occurrence le parti conservateur.

⁂

Le plus grand atout du parti travailliste c'est l'absence de programme des conservateurs. Il est bien vrai qu'une aile « jeune tory » s'est efforcée de dresser un programme qui puisse offrir quelques attraits en cette moitié du XX^{e} siècle ; mais les vieux dirigeants de ce parti, et Churchill notamment, ont affirmé qu'ils n'ont cure d'un programme, qu'ils sont les vrais représentants de la vraie Angleterre, et qu'à ce titre ils ont droit à la confiance des électeurs Dans une période où les grandes masses même les plus arriérées se politisent, où les questions de programme préoccupent les travailleurs des villes et des campagnes, les chefs conservateurs pensent — si l'on peut dire — comme leurs aïeux.

Le programme travailliste officiel est très modéré. Les dirigeants du Labour Party, sous prétexte de ne pas effrayer les électeurs de la petite bourgeoisie, n'ont pratiquement rien ajouté aux nationalisations mentionnées plus haut. Ils s'efforceront de mettre en valeur ce que le gouvernement travailliste a fait au cours des cinq années écoulées et surtout ils associeront les tories à la menace de chômage qui pèse sur des millions de travailleurs.

Les staliniens anglais ont une fois de plus fait de gros efforts pour présenter un grand nombre de candidats, mais on ne peut avoir la moindre illusion quant aux résultats insignifiants qu'ils obtiendront. Leur politique présente qui est calquée sur celle des staliniens dans le monde entier à l'égard de la social-démocratie devient, en raison du poids du Labour Party dans la classe ouvrière et de l'extrême de ceux qui passaient pour leurs compagnons de route et qui de ce fait ont été faiblesse du P. C. britannique, plus ridicule qu'odieuse. En outre, quelques-uns exclus du Labour Party se séparent d'eux, tel Zilliacus à propos de leur attitude dans la question yougoslave.

Ce qui comptera le plus dans cette lutte électorale, ce qui pourra vraiment assurer cette fois-ci encore le succès du Labour Party, c'est le sens de classe des travailleurs anglais. Pour eux la question est claire : le parti conservateur, c'est celui de leurs patrons ; le Labour Party en dépit de ce que fait sa direction, c'est leur parti. Au cours de l'année 1949 des courants de gauche hostiles à la politique réformiste et capitularde des dirigeants travailleurs commencèrent à se chercher et à s'organiser au sein du Labour Party. Ce phénomène n'en est encore qu'à ses pas initiaux et n'a pas encore pris une physionomie politique bien nette. D'autre part, à l'approche des élections, on assiste à une certaine sourdine de la part de ces courants pour mettre en avant la nécessité de battre les conservateurs aux élections prochaines. Incontestablement ces courants de gauche se trouvent dans une situation délicate : une politique résolue, vraiment socialiste du Labour Party aurait soulevé la confiance et l'enthousiasme des masses britanniques et aurait assuré avec certitude non seulement la victoire électorale, mais aussi les forces pour réaliser un programme socialiste. La politique timorée, capitularde, qui ne vise qu'à bien faire marcher la vieille machine usée et détériorée du capitalisme britannique ne peut que décourager des travailleurs sans attirer les petits bourgeois. Néanmoins les militants les plus conscients du Labour Party et des syndicats britanniques ont raison de tout faire pour que le Labour l'emporte. Car, comme nous l'avons démontré, on ne votera pas sur les programmes, mais sur des lignes de classe : **TRAVAILLEURS CONTRE CAPITALISTES.** Et après les élections qui, nous l'espérons, donneront la victoire au Labour Party, les problèmes qu'aucune victoire électorale ne peut résoudre se poseront aux militants et aux ouvriers du Labour Party et des syndicats et c'est dans leurs organisations qu'ils auront à prendre les décisions qui traduiront leur volonté, manifestée dans les votes, de mener le combat **CLASSE CONTRE CLASSE.**

La divinisation de Staline

LE 70^{e} anniversaire de Staline a donné l'occasion à des manifestations de la part de la bureaucratie soviétique et des dirigeants des Partis Communistes d'un cérémonial si pompeux, si liturgique, qu'il n'a probablement jamais été égalé dans le passé.

Aucun monarque asiatique de l'antiquité, aucun empereur romain, ou même byzantin, aucun Pape, aucun souverain contemporain, aucun héros de l'humanité, n'a jamais été l'objet d'une apothéose semblable à celle du « Grand Staline » maître, chef, combattant, théoricien, stratège, coryphée de la science, savant, etc... « incomparable », littéralement selon la PRAVDA. « Le plus grand génie de tous les Temps ».

D'interminables tirades dans les journaux soviétiques et la presse stalinienne mondiale énumèrent les qualités innombrables et toutes exceptionnelles de cet être exceptionnel, et ce dans tous les domaines, y compris ceux des sciences et des arts ; le compositeur soviétique Costakovitch, par exemple, découvrant à son tour le génie musical de Staline, guide inappréciable des musiciens soviétiques.

Devant Staline, les figures de Marx et de Lénine eux-mêmes s'estompent et pâlissent

Skazatsis, le président hongrois, ne dira-t-il pas que Staline a atteint de tels sommets de grandeur qu'il est difficile à l'œil humain désormais de le suivre ?

En réalité, cette fumée d'encens dans laquelle s'enveloppe et s'immatérialise, loin des yeux du commun des mortels, la figure du chef prestigieux, ne rappelle que trop l'adoration des idoles que des oligarchies privilégiées ont imposée aux masses dans l'histoire de l'humanité, afin d'émousser leur faculté critique, de détourner leur attention des véritables responsables de leur misère, et de leur cacher ainsi la réalité de la domination exploiteuse et omnipotente, que ces oligarchies représentaient.

Le culte de Staline s'explique doublement : d'un côté il exprime la satisfaction réelle des sommets de la bureaucratie soviétique et des Partis Communistes de l'actuel état de choses en U. R. S. S. et dans le mouvement ouvrier, dont ces milieux tirent leurs revenus et leurs privilèges ; d'autre part, la crainte de tomber en disgrace et de perdre ainsi cette position privilégiée, pousse les bureaucrates à une émulation toute « socialiste » d'adoration servile qui symbolise la puissance du régime bureaucratique.

Pour la bureaucratie stalinienne de l'U. R. S. S. et des Partis Communistes, le culte du chef suprême, symbole de ses intérêts communs, arbitre de ses conflits intérieurs, infaillible par rapport à tous ses subordonnés qui doivent endosser, le cas échéant, les responsabilités des crimes et des fautes de la bureaucratie, est une nécessité pour se maintenir et survivre. D'autre part la fidélité de chacun des membres de la bureaucratie ne peut se mesurer que par sa fidélité au chef qui l'incarne. A qui mieux mieux, les bureaucrates s'empressent d'adorer Staline et de louer ses vertus.

Le caractère d'exagération inouïe, qui dépasse réellement le ridicule, de la divinisation de Staline, est le signe infaillible de la maturation avancée du régime bureaucratique qui est en train de pourrir. Par intérêt et par peu, la bureaucratie resserre ses rangs autour de son chef et crie plus fort que jamais, vante plus outrageusement que jamais ses mérites. Mais les craquements du régime percent le vacarme de ses profiteurs et se font de plus en plus entendre. Le 70e anniversaire de Staline, en apparence apogée de sa puissance, coïncide avec la plus grande crise du stalinisme qui mûrit de par le monde et dont les manifestations en Yougoslavie, dans les autres démocraties populaires et un peu partout dans les Partis Communistes ne sont qu'un avant-goût de ce que l'histoire prépare dans les années à venir, pour ce régime d'impostures et de crimes contre les intérêts réels des travailleurs et l'idée du socialisme.

Nouvelle Fédération syndicale mondiale

LA nouvelle Fédération syndicale mondiale, née à Londres au début de décembre 1948, couronne le mouvement de scission de la vieille F. S. M., qui fut entamé, il y a un an par les bureaucrates syndicaux des pays anglo-saxons et par les chefs de « FORCE OUVRIERE ». Il existe dorénavant deux grandes centrales syndicales mondiales, et si l'une a comme secrétaire le Français Louis Saillant, et l'autre le Hollandais Vermeulen, personne n'ignore qu'elles se trouvent en pratique dirigées respectivement par Moscou et Washington. Chaque « bloc » a ainsi « ses » syndicats qui appliquent en premier lieu la ligne déterminée par « sa » politique étrangère, et jouent un franc rôle de briseur de grève chaque fois qu'il est nécessaire. Il suffit de rappeler l'attitude des bureaucraties syndicales américaine et britannique dans le cas de la grève des marins canadiens d'une part, et l'attitude des syndicats polonais augmentant les exportations de charbon vers la France au moment de la grève des mineurs français de l'autre.

On serait enclin à liquider toute cette affaire comme des mesures du Kremlin et de Wall Street pour englober la classe ouvrière internationale dans leurs préparatifs de guerre respectifs, — préparatifs pas seulement moraux et idéologiques ! — si des question d'intérêt immédiat pour la classe ouvrière n'étaient impliquées

dans le problème de l'**UNITE SYNDICALE** nationale et internationale. Les révolutionnaires sont **INCONDITIONNELLEMENT** partisans de l'unité syndicale, du principe « **FACE A UN SEUL PATRON, UN SEUL SYNDICAT** ». Ils ne demandent pas aux ouvriers de partager leurs convictions politiques ou leur aversion pour l'orientation des bureaucrates avant de rejoindre un syndicat ; ils ne favorisent pas les « syndicats de lutte » face aux « syndicats réformistes ». Ils comprennent que seule l'union de tous les travailleurs dans une organisation syndicale unique crée les conditions les meilleures pour une résistance favorable de la classe ouvrière aux attaques contre son niveau de vie, auxquelles elle se trouve aujourd'hui exposée internationalement. Dans les conditions actuelles de concurrence internationale exacerbée, les bas salaires des dockers allemands sont un moyen de pression sur les salaires des dockers de tous les pays, et l'introduction du travail aux pièces dans les mines polonaises menace les conditions de travail de tous les mineurs du monde. Obligés d'élaborer dans chaque pays une **ORIENTATION** vers l'unité syndicale adaptée concrètement aux traditions et aux conditions présentes du mouvement ouvrier national, les révolutionnaires doivent élaborer actuellement une ligne commune sur le problème de l'**UNITE SYNDICALE MONDIALE**, qui est aussi urgent que celui de la réunification du mouvement syndical sur le plan national.

Les bureaucrates inféodés au Kremlin, par suite de leurs agissements contraires aux règles élémentaires de la démocratie ouvrière, et de leur politique contraire aux intérêts ouvriers, sont tout autant responsables de la scission internationale que les bureaucrates inféodés aux intérêts du **STATE DEPARTMENT**. Il reste un fait : cette scission ne s'est pas produite entre syndicats de lutte de classe d'une part et syndicats « jaunes » de l'autre. Il est vrai que la pression américaine a fait inclure dans la centrale de Londres les syndicats chrétiens italiens et français qui sont, dans une large mesure, des syndicats dévoués au patronat. Mais cette centrale est composée en premier lieu par les deux grands syndicats américains, l'**A. F. L.** et le **C. I. O.**, par la fédération des Trade-Unions britanniques, par les syndicats de l'Allemagne occidentale et par ceux de la Belgique, de la Hollande et des pays scandinaves, qui groupent la presque totalité des ouvriers organisés de ces pays. De son côté, la vieille **F. S. M.** regroupe encore la **C. G. T.** française, la **C. G. T.** italienne et les syndicats yougoslaves, chinois, indonésiens et japonais qui, de leur côté également, comptent dans leurs rangs l'écrasante majorité des travailleurs organisés de leurs pays respectifs. Dans certains pays et groupes de pays, comme aux Indes et en Amérique latine, la situation est plus confuse, parce que la scission syndicale a donné naissance à plusieurs centrales dont aucune ne possède, dans la classe ouvrière, un poids décisif par rapport à l'autre. Il n'en reste pas moins vrai que, dans les principaux centres de la lutte prolétarienne à travers le monde, des syndicats déterminés, regroupant **DANS LEUR PAYS** la majorité des travailleurs, s'**OPPOSENT INTERNATIONALEMENT** dans des Centrales mondiales concurrentes.

Pareille situation exige des révolutionnaires une campagne en faveur de la reconstitution d'une seule Centrale syndicale mondiale regroupant tous les syndicats nationaux forts de l'appui de la majorité des travailleurs. Nos camarades français et italiens travaillant dans la **C. G. T.** de leur pays expliqueront aux ouvriers que si les bureaucrates réformistes ont commis un crime en scindant le mouvement syndical français et italien, les staliniens répètent maintenant ce crime aux Etats-Unis en essayant de constituer une nouvelle centrale syndicale. Ni l'un ni l'autre de ces crimes ne justifie l'absence d'une seule **F. S. M.** où travailleurs communistes et socialistes se retrouveraient, au besoin, avec leurs dirigeants bureaucratiques actuels. Nos camarades anglais et hollandais de leur côté expliqueront aux ouvriers de leurs pays que, s'il est criminel de la part des bureaucrates staliniens d'avoir transformé la **F. S. M.** en un simple instrument de la politique du Kremlin, cela n'autorise pas les Deakin, Irving Brown et Walter Reuther à les séparer de leurs frères de classe français ou japonais, et à transformer les syndicats de leurs propres pays en centrales de propagande pour le Pacte Atlantique. Ils expliqueront aux ouvriers dans l'une et l'autre centrale que la lutte pour la réunification du mouvement syndical mondial passe aujourd'hui par la **LUTTE POUR LA DEMOCRATIE SYNDICALE** et **POUR DES DIRECTIONS SYNDICALES NATIONALES ET INTERNATIONALES INDEPENDANTES DE LA POLITIQUE DU KREMLIN ET DE WALL STREET** ; mais que la moindre occasion pour reconstituer une **F. S. M.** unifiée devra être utilisée, même si ces conditions ne se trouvent pas réalisées.

A l'étape actuelle, étape d'offensive mondiale contre la classe ouvrière et de piétinement ou de recul du mouvement ouvrier dans de nombreux pays, c'est surtout par la **PROPAGANDE** que les révolutionnaires pourront combattre pour la réunification du mouvement syndical mondial. Mais une nouvelle vague de luttes ouvrières fera demain surgir, comme en **1934-36**, comme en **1944**, **UNE PRESSION PUISSANTE DE LA BASE**, dans tous les pays, en faveur d'une véritable Fédération Syndicale Mondiale unie et démocratique. Il s'agit de préparer aujourd'hui les esprits et les cadres pour que cette nouvelle vague ne puisse plus être canalisée par les bureaucraties stalinienne ou réformiste pour leurs propres intérêts mesquins, mais pour qu'elle profite enfin à la cause du prolétariat mondial et de sa lutte émancipatrice.

L'évolution idéologique du Parti Communiste Yougoslave

Les rapports entre "Etats Socialistes"

LES rapports entre pays socialistes constituent un problème que les Yougoslaves considèrent avoir été les premiers à aborder « théoriquement ». La deuxième guerre mondiale a donné naissance non seulement à la Yougoslavie « socialiste » mais à toute une pléiade de « démocraties populaires ». L'ensemble de ces pays gravitant autour de l'U. R. S. S. constituent, selon les Yougoslaves, le monde « socialiste » d'après-guerre. Théoriquement il devrait y avoir une coexistence pacifique et une coopération étroite et désintéressée entre ces pays « socialistes », disent les Yougoslaves. Or, pratiquement, il n'en est rien. Les dirigeants de l'U. R. S. S. « déviant » du marxisme-léninisme ont établi des rapports « anti-socialistes » contre lesquels se révoltent à juste titre les Yougoslaves. Dans deux brochures parues récemment en français (1), deux dirigeants yougoslaves, Djilas et M. Popovitch, ont entrepris l'étude théorique de ce que devraient être selon eux les rapports entre « pays socialistes » et ce qui est advenu sous la direction de l'U. R. S. S.

L'étude de Djilas traite plus spécialement de l'aspect politique de ces rapports ; celle de Popovitch de leur aspect économique. L'une apparaît le complément nécessaire de l'autre, mais on regrette que celle de Djilas ne soit pas pénétrée de la même compréhension de la réalité économique contemporaine qui caractérise l'étude de Popovitch. Cela aurait épargné à Djilas de glisser si dangereusement sur le terrain de la « loi du développement inégal » « découverte par Lénine ». Il n'y a pas de désaccord sensible entre les deux exposés, mais on aperçoit aisément que Popovitch se mouvant sur le terrain des réalités économiques est beaucoup plus porté vers l'idée de **l'universalité** de l'économie contemporaine, de l'interdépendance organique des économies nationales qui en réalité se fondent toutes dans une entité supérieure, **l'économie mondiale,** et par conséquent vers l'aspect **international** de l'édification du socialisme.

Ceci dit, examinons de plus près la façon dont chacun de ces deux auteurs aborde son sujet et les conclusions auxquelles ils arrivent.

⁂

Djilas, dans toute la première partie de son étude se propose de systématiser les vues de Lénine sur ce qu'auraient dû être les rapports entre pays, et entre pays « socialistes » en particulier, et de mieux faire ressortir ainsi le contraste frappant entre la doctrine léniniste sur cette question et les procédés actuels de Moscou et du Kominform. En puisant dans les écrits bien connus de Lénine concernant surtout la question nationale et l'autodisposition des peuples, Djilas prouve que Lénine était effectivement : a) pour le droit de chaque nationalité opprimée à accéder à son Etat national indépendant si elle le désire ; b) pour la liberté de choix concernant la forme des rapports que chaque peuple (chaque Etat) désire entretenir avec les autres Etats (fédération, confédération, Etat indépendant).

Cette **égalité** des rapports entre pays, et entre pays « socialistes » en particulier, Moscou l'a liquidée complètement en lui substituant le principe de la **nation dirigeante** (en l'occurence l'U. R. S. S.) qui **commande** à ses satellites et **impose** à tous ses propres vues sur toutes les questions. Ceci, dit Djilas, avec raison, est la négation complète du léninisme et constitue une déviation du marxisme-léninisme, qui ne se limite pas à la seule question nationale mais « s'étend nécessairement, comme une contagion, à tous les domaines du marxisme, depuis la philosophie et la question de la culture jusqu'au problème de l'Etat et de l'avenir de l'édification socialiste ».

Il n'y aurait rien à redire à tout cela et à tout le réquisitoire que Djilas prononce plus particulièrement aux pages 74 à 84 de son ouvrage contre les pratiques du Kremlin envers la Yougoslavie, les autres « démocraties populaires » et les partis communistes en général, si Djilas n'avait eu la malencontreuse idée d'étoffer son exposé par la « théorie de la loi du développement inégal » qu'il attribue à Lénine, et en empruntant à ses études antérieures des manuels staliniens du type « Histoire du Parti Bolchevik Russe ». Selon ce monument de falsification stalinienne vulgaire, la loi du « développement inégal », « ignorée » de Marx et de

(1) M. Djilas : *Lénine et les rapports entre Etats Socialistes* ; M. Popovitch : *Les rapports économiques entre Etats Socialistes.* (Editions du Livre Yougoslave.)

Engels, fut « découverte » par Lénine et cette loi rend « la « théorie » trotskyste de la « révolution mondiale » dépourvue de réalité ». (Page 46).

L'ignorance de Djilas en cette matière l'amène à créer (ou plus exactement à recréer en empruntant les éléments à l'arsenal stalinien) une véritable mythologie concernant ce qu'il appelle la « théorie de la Révolution mondiale ». Les créateurs de cette « théorie », dit très sérieusement Djilas, « sont en réalité Parvus et Rosa Luxembourg : s'appuyant sur un passage de Marx compris de façon erronée, ils la défendirent sous le nom de la « révolution permanente ». Plus tard, Trotsky leur vola cette « théorie » et la répandit comme étant de lui ». (Page 47). Et en quoi consiste la « théorie de la Révolution mondiale (ou Révolution permanente) » selon Djilas ? A l'affirmation de « l'impossibilité du triomphe de la **Révolution et du socialisme** dans un pays sans révolution mondiale **simultanée** » (Page 47, souligné par nous). Plus loin, nous trouvons une définition un peu différente : « nécessité du déclenchement de la révolution **en même temps** dans le monde entier, ou dans la majorité des pays évolués ». (Page 73).

A cette « théorie », Djilas oppose la conception de Lénine basée sur la « loi du développement inégal » découverte par lui, c'est-à-dire la « théorie de la possibilité et du caractère inévitable de la **révolution et du socialisme dans un seul pays** », théorie qui « a remplacé ainsi comme périmée dans les conditions de l'ère de l'impérialisme la théorie de Marx et d'Engels sur la révolution **simultanée** dans plusieurs pays évolués ». (Page 48). « Lénine a comme on le sait —, nous apprend encore Djilas, — traité la question de la révolution mondiale en prenant pour base la loi du développement inégal et des contradictions du capitalisme, qui prennent un relief particulièrement aigu dans l'ère de l'impérialisme ; c'est-à-dire qu'il l'a traitée comme une question de rupture de la chaîne capitaliste tantôt ici et tantôt là, comme une question du déclenchement inévitable, possible et nécessaire de la **révolution,** et de la **victoire du socialisme,** d'abord dans quelques pays, ou même dans un seul pays, et ensuite dans les autres pays ». (Page 48. Souligné par nous.)

Autant de mots, autant d'erreurs, d'ignorance impardonnable, surtout pour des révolutionnaires qui s'indignent à juste titre contre les procédés de fausse information, de mensonges et de calomnies introduits par Moscou sur une si gigantesque échelle dans le mouvement ouvrier. Pour rétablir la vérité sur l'histoire du mouvement ouvrier international, les militants yougoslaves feraient mieux de recourir **aux sources premières** au lieu d'emprunter leur érudition et leurs arguments aux écrits staliniens et de procéder comme Djilas qui a la naïveté de se référer aux « travaux de Lénine et à sa doctrine sur l'impérialisme et la révolution » d'après la version donnée de ces travaux et de cette doctrine « dans l'Histoire du Parti Communiste (bolchevik) » ! (P. 37).

Djilas trouve que les « enfants eux-mêmes » savent aujourd'hui « qu'il n'y a pas de révolution mondiale simultanée c'est-à-dire englobant le monde entier à la fois » (p. 47). Nous pouvons l'assurer que ni Marx ni Rosa Luxembourg ni Trotsky n'ont jamais passé par ce stade « infantile » dans l'élaboration de leur pensée théorique révolutionnaire. Et quand Djilas leur attribue **sa** conception de la « révolution mondiale », il enfonce en réalité des portes ouvertes. Il n'a jamais été question d'une révolution mondiale **simultanée,** ni chez Marx, ni chez Rosa Luxembourg, ni chez Trotsky. Marx avait d'autres idées sur le développement de la révolution dont l'une est encore valable, et dont l'autre est en effet en partie périmée dans les conditions actuelles de l'impérialisme.

La première idée de Marx est celle de la révolution qui ne s'arrête pas à son étape bourgeoise-démocratique, mais progresse, en lutte constante avec toutes les forces de classe qui veulent la retenir, la limiter à ce stage seulement et l'empêcher de s'épanouir comme révolution socialiste et communiste (abolissant en définitive toute forme de domination de classe). C'est en ce sens que Marx parla du caractère **permanent** de la révolution à notre époque (celle du capitalisme). Cette idée établie par Marx reste toujours valable, et toute l'expérience ultérieure l'a confirmée et renforcée. Mieux encore, dans l'ère impérialiste il est impossible de concevoir une révolution s'arrêtant à l'étape démocratique qui permette au prolétariat de s'organiser pacifiquement pour accéder ensuite graduellement, en amplifiant les conditions de la démocratie, jusqu'au socialisme. Cette conception qui oppose l'étape démocratique à l'étape socialiste est en réalité celle du réformisme et du « marxisme » vulgaire des mencheviks, etc. Cette idée fut reprise par Staline et Boukharine après la mort de Lénine et fut appliquée avec des résultats désastreux en Chine et ensuite en Espagne. Nous la retrouvons au fond de la théorie de la « démocratie populaire » telle qu'elle fut professée par les dirigeants de l'U. R. S. S. et des partis communistes jusqu'à leur tournant de décembre 1948, à partir duquel ils identifièrent « démocratie populaire » et dictature du prolétariat.

La deuxième idée de Marx était que la révolution pouvait commencer, avant tout, dans les pays les plus développés, les plus industrialisés de l'Europe (Angleterre, France, Allemagne) et s'étendre ensuite aux pays les moins développés. Ceci, Marx le prévoyait grâce au dynamisme de la révolution démocratique-bourgeoise dans ces pays, dynamisme capable de pousser la révolution

jusqu'à sa phase socialiste. Nous savons maintenant que la révolution démocratique de 1848 n'a pu tourner en révolution socialiste, mais pour cette même raison du reste n'a pu non plus s'achever en tant que révolution démocratique (c'est-à-dire résoudre effectivement les problèmes d'ordre démocratique bourgeois).

Marx se trompa sur le rythme du processus, mais non sur le caractère méthodologique. Marx n'envisagea jamais une révolution mondiale simultanée. Il envisagea le cas d'une révolution qui parvient à vaincre dans un pays et s'étend ensuite aux autres, il est vrai dans des délais rapides, délais que l'expérience nous montre maintenant être beaucoup plus longs. Mais sur les rythmes de propagation de la révolution **d'un pays à d'autres,** ce n'est pas seulement Marx qui se trompa; avec lui Lénine et toute la IIIe Internationale le firent. Djilas ignore-t-il que la victoire en Russie fut considérée par Lénine comme la première étape de la Révolution mondiale qui devait gagner rapidement d'autres pays, l'Allemagne en particulier, et que toute la politique de l'U. R. S. S. et toute la stratégie de la IIIe Internationale entre 1919-1923 furent en réalité axées sur cette perspective ?

Entre Marx et Lénine il n'y a pas de désaccord **méthodologique** sur le développement de la révolution, car tous deux partaient de la même compréhension du « développement inégal » du capitalisme. Seulement ce développement inégal, à l'époque de Marx, mettait effectivement les pays développés de l'Europe plus près de la révolution que les pays arriérés. Tandis qu'au fur et à mesure que nous avançons dans l'ère de l'impérialisme, d'autres maillons de la chaîne capitaliste deviennent plus « faibles », plus favorables à la victoire de la révolution.

C'est l'ignorance de Staline qui lui fit dire que la « loi du développement inégal » avait été découverte pour la première fois par Lénine en 1915. Cette loi est en réalité une loi universelle qui caractérise le développement de toute l'histoire humaine, de tous les régimes, et pas spécifiquement le capitalisme ou son ère impérialiste. L'humanité n'a jamais progressé **uniformément,** ni sur le plan économique ni sur le plan culturel. Elle a progressé **inégalement** et de façon combinée, et ceci tout aussi bien entre peuples et pays différents qu'au sein même d'un peuple ou d'un pays donné. Par exemple, le capitalisme s'est développé comme système économique et social nouveau, sur un terrain d'une extrême diversité, d'une extrême inégalité héritée du passé des différents pays. Dans son développement, le capitalisme n'a pas aboli cette progression inégale : il a agi sur elle **d'une façon dialectique** que les théoriciens staliniens n'ont jamais compris ou n'ont jamais voulu comprendre, car cette compréhension s'oppose radicalement à leur théorie du « socialisme dans un seul pays ». D'un côté le capitalisme, en s'étendant dans le monde, en passant de pays en pays, des métropoles aux colonies, rapproche les niveaux économiques et culturels des différents pays et a tendance à les égaliser. Mais, dans ce processus, le capitalisme opère par ses **propres méthodes** qui ne sont pas celles d'une coopération et d'une planification internationale harmonieuse et équilibrée ; par sa nature anarchique et antagoniste elles opposent un pays à l'autre, et dans chaque pays une branche économique à l'autre, poussant ici au développement de certaines forces productives et culturelles ; les arrêtant ou même les détruisant brutalement ailleurs.

De ce fonctionnement dialectique de la loi du développement inégal, il résulte un processus **compliqué, combiné, à la fois unitaire et centrifuge, qui à la fois nivelle et différencie.** L'impérialisme, loin d'atténuer l'**unité dialectique** de ces deux tendances opposées, renforce et approfondit son contenu. Le développement inégal de l'impérialisme rend possible et même inévitable la rupture de **sa chaîne** à ses maillons les plus faibles, c'est-à-dire dans les pays qui ont accumulé la charge la plus explosive des contradictions, pays qui sont souvent les plus arriérés. D'où la possibilité de la victoire de la révolution dans un seul pays sans révolution mondiale simultanée (ou sans révolution qui gagne simultanément un grand nombre de pays évolués). Mais développement inégal de la chaîne impérialiste ne doit pas faire oublier qu'il s'agit tout de même d'une **chaîne,** d'une interdépendance organique de tous les pays, tissée par mille liens tout au long du développement capitaliste et de la formation de l'économie mondiale, du marché mondial, de la division internationale du travail. Par conséquent, qui dit développement inégal ne doit pas conclure à **l'indépendance** d'un pays par rapport aux autres.

Quand Djilas veut déduire de la « loi du développement inégal » la possibilité de la victoire et de la **révolution** et du **socialisme,** dans un seul pays, il répète une affirmation stalinienne qui n'a fait son chemin dans le mouvement ouvrier qu'après la mort de Lénine.

La résistance **inégale** des différents pays capitalistes à la poussée de la révolution permet le triomphe de celle-ci, c'est-à-dire la prise du pouvoir dans un seul pays, souvent dans un pays arriéré. Mais **l'interdépendance** organique (plus grande que jamais) de tous les pays à l'époque impérialiste ne permet pas l'isolement économique d'un pays du reste du monde, du reste du marché mondial, et par conséquent l'édification du socialisme dans chaque pays séparément, par ses propres forces et sur ses propres ressources. L'économie mondiale actuelle n'est pas une juxtaposition de cellules économiques nationales autonomes. Elle est une en-

lité économique supérieure aux cellules nationales, dans laquelle celles-ci se fondent organiquement. Et s'il en est ainsi pour le capitalisme, le socialisme qui sera caractérisé par un développement des forces productives infiniment supérieur à celui du pays capitaliste le plus avancé (actuellement les Etats-Unis) peut encore moins se concevoir comme la juxtaposition de cellules socialistes nationales autonomes.

Il faut comprendre que la « loi du développement inégal » joue aussi à l'intérieur de chaque pays en provoquant le développement insuffisant de certaines branches économiques, d'une part, et le développement « excessif » d'autres branches économiques, de l'autre. L'équilibre s'établit par le marché mondial, seul capable d'absorber l'excédent et de suppléer aux insuffisances de chaque économie nationale. Sauf si on conçoit la nation du « pays socialiste » dans le sens d'une politique malthusienne et d'austérité qui **égalise et « socialise » la pauvreté et freine sciemment** le développement de certaines forces productives pour qu'elles n'entrent pas en conflit avec les frontières nationales.

Edifier, c'est-à-dire achever le socialisme dans un seul pays, doit signifier, selon la doctrine marxiste, la disparition des classes, laquelle n'est possible que dans un régime d'abondance matérielle. Achever le socialisme, construire une société socialiste, cela veut dire arriver au seuil du stade où, grâce à l'abondance matérielle, il sera possible d'appliquer la maxime « de chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins ». Un tel but est irréalisable dans chaque pays séparément, même si ce pays est la Russie pour laquelle Staline avait émis en 1924 la théorie du « socialisme dans un seul pays », en prétextant de ses « ressources matérielles » exceptionnelles, « nécessaires et suffisantes » pour cette tâche (2). Trente ans d'efforts depuis la révolution d'Octobre n'ont pas suffi à « édifier le socialisme en U. R. S. S. ». Malgré les déclarations mensongères des imposteurs qui dirigent l'U. R. S. S. et les partis communistes, ce pays en est toujours extrêmement loin, la très grande majorité des ouvriers et des paysans russes vivant encore dans des conditions de misère, et seule une mince couche de la population, quelques millions de bureaucrates, jouissent d'un niveau de vie comparable à celui de la bourgeoisie des pays capitalistes.

L'U. R. S. S., grâce à l'étendue et la richesse de son territoire, pouvait encore se permettre une expérience autarcique, au plus grand détriment naturellement du niveau de vie de la grande masse de sa population. Mais qu'adviendrait-il d'un pays comme la Yougoslavie, la Grèce, la Roumanie, la Hongrie, etc., s'engageant à « construire le socialisme » seul ? Quel sens pourrait avoir une telle entreprise ? Tous ces pays, dans chaque pas qu'ils font dans la reconstruction de leur économie, dépendent littéralement de l'aide extérieure, de leurs échanges avec le marché mondial (3). Ainsi toutes les fois que les dirigeants yougoslaves parlent de la possibilité de la « victoire du socialisme » et de « l'édification du socialisme » dans un seul pays, il y a une équivoque : ou ils veulent simplement dire que la victoire de la révolution prolétarienne et la commencement de la construction du socialisme — les éléments nationaux de la société socialiste internationale de demain — sont possibles dans un seul pays, et nous sommes parfaitement d'accord à ce sujet (4) ; ou ils veulent faire croire qu'ils arriveront à achever une société socialiste dans les frontières nationales de la Yougoslavie. Dans ce cas, toute leur orientation est naturellement fausse et ne

(2) Lénine n'a jamais parlé de la possibilité de construire, d'achever, le socialisme dans un « seul pays ». Lénine a souvent employé l'expression « victoire du socialisme dans un pays » soit dans le sens de la possibilité de la victoire de la révolution dans un pays, de la prise du pouvoir dans un pays, soit dans le sens des *prémisses politiques* nécessaires et suffisantes (Etatisation des moyens de production, dictature du prolétariat, etc.) pour construire le socialisme dans un pays. Ceci est clair pour tout lecteur attentif des écrits de Lénine, qui s'est libéré de la pratique menchevique, scholastique et en définitive malhonnête des dirigeants staliniens qui, à coup de citations et de phrases arbitrairement détachées de leur contexte, tâchent de « prouver ceci ou cela ».

(3) Le cas même de la Yougoslavie est frappant ; elle commerce actuellement avec 46 pays et son effort de reconstruction ne se maintient en réalité que grâce à ses échanges avec le marché mondial. Qu'adviendrait-il de la Yougoslavie, par exemple, si au blocus actuel de l'U. R. S. S. et des autres « démocraties populaires » s'ajoutait un blocus plus ou moins général des pays capitalistes ?

(4) Cette perspective n'a rien de pessimiste, elle est au contraire la seule *réaliste*, la seule vraiment qui consolide la révolution à l'échelle nationale en attendant son extension sur l'arène internationale. Elle signifie en réalité l'orientation suivante : Au lieu de poursuivre le but utopique de construire, à l'intérieur des frontières nationales, une « société socialiste » indépendante de l'économie mondiale, on s'efforce d'obtenir les rythmes de construction socialiste les plus favorables en fonction des circonstances, à savoir ceux qui découlent des conditions économiques intérieures et extérieures, et renforcent les positions du prolétariat, en préparant les éléments nationaux de la future société socialiste internationale et qui, en même temps et surtout, améliorent systématiquement le niveau de vie du prolétariat et renforcent son union avec les masses non exploiteuses des villages.

peut conduire qu'à une répétition de la déviation nationaliste que nous avons connue en U. R. S. S. et qui a servi en réalité de camouflage « théorique » à la bureaucratie soviétique.

Il est vrai que ni Djilas, ni surtout Popovitch ne nient la nécessité d'une collaboration économique étroite avec les autres pays, les « démocraties populaires » et l'U. R. S. S. en particulier. Il est même vrai que Popovitch considère qu'en l'absence d'une telle collaboration et qu'avec le maintien de rapports économiques seulement avec les pays capitalistes, le développement socialiste dans chaque pays sera fortement « entravé ». Néanmoins l'équivoque sur le sens de « l'édification du socialisme » subsiste, et nulle part les dirigeants yougoslaves n'ont tenté de la clarifier. C'est un point capital, qui peut devenir celui de la cristallisation d'une position opportuniste définitive avec toutes ses conséquences en ce qui concerne la politique intérieure et extérieure de la Yougoslavie, et ses rapports avec le mouvement ouvrier international.

Quant à la façon dont Djilas comprend la « théorie de la révolution permanente » que Trotsky « vola » à Parvus et à Rosa Luxembourg, il est impossible de la passer sous silence. Trotsky n'a jamais caché ce qu'il a emprunté à d'autres théoriciens marxistes, car il n'a jamais prétendu élaborer sa ligne sans s'appuyer sur l'ensemble des acquisitions positives de la pensée marxiste (et de la pensée humaine en général). Avec Parvus, marxiste allemand (qui, avant de dégénérer, eut une certaine notoriété), Trotsky avait en 1905, époque de la première élaboration de sa théorie de la révolution permanente, des vues très proches mais non identiques (5) en ce qui concerne la révolution russe de 1905. La théorie de la révolution permanente, sous la forme élaborée et systématique, appartient exclusivement à Trotsky qui sut développer et synthétiser en un ensemble cohérent les vues éparses de Marx et de Lénine sur le mécanisme et la dynamique de la révolution prolétarienne à notre époque, ainsi que les expériences pratiques vécues par le mouvement ouvrier international à ce sujet.

Certains dirigeants yougoslaves ont au moins très bien compris (6), grâce à l'expérience de leur propre révolution en Yougoslavie, deux des éléments de la révolution permanente, à savoir : a) que les tâches démocratiques (indépendance et unité nationale, réforme agraire, etc.) mènent à la dictature du prolétariat et que celle-ci, **seule capable de les résoudre,** met en outre à l'ordre du jour les tâches socialistes proprement dites ; b) que la révolution ayant une fois triomphé ne s'arrête pas, n'est pas finie, mais en lutte intérieure constante contre toutes les forces adverses, et transformé au cours d'une longue période les relations sociales (sur le plan économique, technique, scientifique, moral, etc.).

Le troisième élément de la révolution permanente que les Yougoslaves ne semblent pas encore comprendre, consiste dans le caractère **international** de la révolution prolétarienne à notre époque, à savoir : que la révolution commencée dans un pays isolé, progresse à travers des conditions intérieures et extérieures qui grandissent simultanément avec les succès remportés dans l'édification du socialisme, et qui en définitive ne se résoudront que dans la victoire du prolétariat englobant une partie décisive de l'économie mondiale. Envisagée de ce point de vue, une révolution à l'échelle nationale n'est pas une fin en soi, mais seulement un maillon de la chaîne internationale.

Ces trois éléments forment un tout cohérent et organique, et c'est dans cet ensemble que consiste la théorie de la révolution permanente si atrocement défigurée, il faut l'avouer, par Djilas.

⁂

Un dernier mot sur l'explication que Djilas donne du « revisionnisme » des dirigeants de l'U. R. S. S. et du Kominform.

Jusqu'à présent Djilas et avec lui tous les dirigeants yougoslaves semblent attribuer ce « revisionnisme » à l'incompréhension des dirigeants de l'U. R. S. S., à « leur refus de comprendre ce qu'il y a d'essentiellement nouveau dans les conditions actuelles », écrit textuellement Djilas (p. 123). Popovitch se réfère de son côté au « révisionnisme » de la IIe Internationale et au « coup de grâce » que celle-ci reçut de Lénine. Mais en ce qui concerne l'exemple de la IIe Internationale, Lénine a précisément expliqué son revisionnisme et son opportunisme en en mettant à nu **leurs racines économiques et sociales** dans la corruption des chefs ouvriers (syndicaux et politiques) et de toute une couche du prolétariat, grâce aux surprofits impérialistes ; dans la formation d'une **bureaucratie ouvrière** assise sur une couche « **d'aristocratie ouvrière** ».

Dans le cas de l'U. R. S. S., il s'est produit un phénomène analogue, à savoir : la formation, dans les conditions d'isolement prolongé de l'U. R. S. S. et de son état arriéré, d'une puissante couche bureaucratique qui s'est élevée matériellement et politiquement au-dessus de la masse des travailleurs, qui est devenue omnipotente et dont la politique intérieure et extérieure actuelle ne reflète que **ses intérêts propres,** nécessairement distincts et même hostiles à ceux du prolétariat russe et du prolétariat

(5) Parvus entre autres assignait à la dictature du prolétariat en Russie des tâches exclusivement démocratiques, tandis que Trotsky précisait que la dictature du prolétariat combinerait la solution de celles-ci à la mise à l'ordre du jour des tâches socialistes et à leur solution.

(6) Voir la brochure de Kardelj, examinée plus loin dans ce numéro.

mondial. Aussi longtemps que les dirigeants yougoslaves n'arriveront pas à cette **explication sociologique** du révisionnisme dont ils parlent, ils se maintiendront dans le domaine des conséquences, des épiphénomènes, et non des causes premières et profondes de tout le mal (7).

⁂

L'exposé de M. Popovitch a pour but principal de faire ressortir deux idées essentielles : a) que dans les conditions du marché **capitaliste** mondial, les Etats les plus développés exploitent les Etats les plus arriérés du double point de vue **des prix** et de la **structure des échanges** ; b) que l'U. R. S. S., dans ses rapports avec les « démocraties populaires », au lieu de changer ces conditions **capitalistes** de commerce et de souder tous ces pays économiquement en un « bloc socialiste » qui pourrait de ce fait atténuer pour chacun d'eux les effets du marché mondial capitaliste, maintient et même parfois aggrave ces pratiques capitalistes de commerce.

Popovitch analyse en détail le premier point. Il montre par quel mécanisme concret se réalise à travers le commerce mondial l'exploitation des pays arriérés par les pays les plus industrialisés, et comment s'établit en réalité entre tous les pays une hiérarchie dans laquelle ceux qui disposent d'une composition organique du capital supérieure à la moyenne mondiale obtiennent, grâce à la formation des **prix mondiaux,** un surprofit au détriment des pays dont la composition organique du capital est située au-dessous de la moyenne mondiale (8).

L'exploitation des pays de cette catégorie ne se limite pas du reste à la question des prix mais s'étend aussi à **la structure des échanges,** ces pays n'exportant que des matières premières et des produits agricoles.

Avec l'avancement de l'ère capitaliste, cette double exploitation s'aggrave parce que les monopoles exercent leur influence sur le marché mondial des deux façons suivantes : « a) Dans le sens de l'augmentation des prix des produits finis que les monopoles capitalistes produisent et vendent aux pays arriérés ; b) dans le sens de la diminution des prix des matières premières agricoles fournies par les pays peu développés et par les colonies » (p. 25).

Entre « pays socialistes » des rapports économiques différents auraient dû régner ; selon Popovitch ils devraient consister en ceci : a) fixer dans chaque pays arriéré le fonds d'accumulation produit par ses ouvriers et ne pas le voir s'échapper à travers des échanges non-équivalents à d'autres pays plus développés. En d'autres termes, les pays socialistes les plus développés devraient éviter d'exploiter les pays socialistes les moins développés ; b) les pays socialistes les plus développés devraient prêter une assistance économique réelle aux pays socialistes les moins développés, ce qui n'est pas possible si on commerce et si on accorde des prêts selon les règles capitalistes du profit.

« Il n'existe pas entre les pays socialistes actuels, l'U. R. S. S. et les autres démocraties populaires, constate Popovitch, d'égalité économique réelle » (page 120). « A sa place c'est l'inégalité, le pillage, et l'exploitation qui font rage. » Or des rapports « socialistes » sont nécessaires pour deux principales raisons (pages 134-5) : a) pour que le développement des forces productives du socialisme dans un pays donné ne soit pas « objectivement entravé et freiné dans une grande mesure » par sa soumission aux lois du marché capitaliste mondial ; b) pour qu'on puisse opposer efficacement et même victorieusement au marché capitaliste mondial un bloc socialiste, une « union d'Etats socialistes égaux en droits formant un tout économique » dont la constitution même « démontrerait sa force vitale de loin supérieure à celle de l'impérialisme » et porterait le « coup le plus efficace » au plan Marshall et autres plans impérialistes.

La compréhension que Popovitch montre à ce sujet, bien qu'elle ne détermine pas encore chez lui de conclusions quant au caractère utopique et en

(7) Dans le dernier numéro de la revue *Le Communiste,* organe théorique du P. C. yougoslave, vient de paraître la première partie d'un article intitulé « Quelques questions sur la critique et l'auto-critique en U. R. S. S. », qui semble s'attaquer au problème de la bureaucratie soviétique et de la situation intérieure de l'U. R. S. S. Nous ne connaissons malheureusement qu'un résumé de cet article. L'auteur accuse le Kremlin de diriger l'U. R. S. S. d'une façon « incroyable pour un pays socialiste » et insiste sur le fait que la politique extérieure d'un pays n'est qu'une expression de sa politique intérieure. L'auteur dénonce le fait que la critique des aspects de la vie soviétique est monopolisée par le C. C. du Parti bolchevik russe et Staline en particulier ; ce monopole rend impossible tout « conflit d'opinion ». A travers le pays, les dirigeants se comportent comme des aristocrates « étrang'ant même le développement économique du peuple ». Ce monopole des dirigeants conduit à l'exploitation et à l'asservissement des masses soviétiques. Nous aurons probablement à revenir sur cette étude qui semble être la plus avancée dans la critique et la compréhension des dirigeants de l'U. R. S. S. et de leur politique.

(8) Dans la formation des *prix mondiaux* il est tenu compte, selon la théorie marxiste de la valeur, du temps de travail socialement nécessaire à l'échelle mondiale. Il s'ensuit que les inégalités nationales dans l'intensité et la productivité du travail jouent en faveur des pays développés au détriment des pays arriérés, et qu'en définitive, comme disait Marx, « les pays favorisés (les plus développés) reçoivent plus de travail en échange de moins de travail ».

définitive irrationnel de la construction du « socialisme dans un seul pays » se complète par une autre point progressif que nous croyons nécessaire de souligner.

« L'internationalisme des partis communistes des pays capitalistes, écrit-il (page 113), doit être avant tout une lutte opiniâtre, intransigeante contre **leur** capitalisme, contre **leur** bourgeoisie, ce qui constitue en même temps l'aide la plus efficace et la plus réelle qu'ils puissent fournir aux pays édifiant chez eux le socialisme. »

Cette conception le différencie essentiellement des dirigeants staliniens de l'U. R. S. S. qui assignent pratiquement comme première tâche au prolétariat international, la « défense de l'U. R. S. S. » à travers des compromis et des pressions sur la bourgeoisie de chaque pays.

Michel PABLO.

De la démocratie populaire en Yougoslavie (1)

La rupture entre le PC Yougoslave et le Kominform contraindra le PCY à penser par lui-même, avons-nous dit dès le premier jour, et ce seul fait était d'une importance exceptionnelle. Les staliniens se revendiquent du marxisme-léninisme mais n'utilisent la théorie que comme un moyen de justifier leur politique déterminée empiriquement — et ils sont par suite obligés de déformer les faits et la théorie. Les dirigeants yougoslaves, amenés encore à se déterminer empiriquement dans une situation nouvelle pour eux, se sont efforcés de trouver dans la théorie marxiste un guide de leur action. Empêtrés dans leur passé stalinien sur un certain nombre de questions, ils ont par contre sur d'autres problèmes progressé d'une façon remarquable. Si la brochure de Djilas commentée par ailleurs dans ce numéro de notre revue révèle les points les plus faibles des dirigeants yougoslaves, la brochure de Kardelj sur la « démocratie populaire » montre les positions les plus avancées auxquelles ils sont parvenus à ce jour.

C'est la question de l'Etat et du rôle des Comités populaires dans le nouvel Etat yougoslave qui fait l'objet de cette brochure. Nous n'insisterons pas ici sur la partie historique relative au rôle des Comités au cours des luttes des partisans et nous nous intéresserons plus particulièrement à sa partie théorique, en ce sens qu'elle nous permet de saisir le degré de généralisation auquel les dirigeants yougoslaves sont arrivés en raison de leur expérience.

Tout d'abord, Kardelj s'attaque à la première théorie stalinienne de la « démocratie populaire », qui présentait la « démocratie populaire » comme différente de la dictature du prolétariat, soit qu'elle constitue une étape de transition entre le capitalisme et la dictature du prolétariat, soit qu'elle soit une nouvelle voie de passage au socialisme éliminant le recours à la violence de classe pour briser le vieil Etat bourgeois. Pour n'avoir jamais admis ces conceptions révisionnistes, les dirigeants yougoslaves s'étaient fait traiter, nous dit Kardelj dans sa brochure, de « sectaires bornés » à la première réunion du Kominform. Il démolit de façon magistrale cette conception d'une solution hybride possible entre la dictature de la bourgeoisie et la dictature du prolétariat, il montre sur la base de l'expérience et du marxisme qu'il ne peut exister **« un système social qui n'a ni les caractéristiques du capitalisme, ni celles du socialisme, bref quelque chose qui tient de la chèvre et du chou »** (page 14). Il rejoint dans sa démonstration tout ce que l'Opposition de gauche défendit plus de vingt ans auparavant, au sujet de la « dictature démocratique des ouvriers et des paysans »... que Staline voulait réaliser en Chine en portant au pouvoir le Kuomintang dans lequel était entré le PC chinois (2).

Si Kardelj a des vues si nettes sur cette question, c'est qu'à la différence des autres pays dits de « démocratie populaire », le PCY a dirigé un mouvement de masses au cours de la deuxième guerre mondiale, qu'il a dirigé une révolution (3) et qu'il a une analyse très précise de ce qui s'est passé :

« Etant donné que notre Révolution a commencé à se développer dans les conditions créées par la Guerre de Libération Nationale, elle a eu dans sa première phase une forme démocratique-populaire ; mais du fait des forces de classes qu'elle a mises en jeu et du rapport interne de ces forces, elle ne

(1) Une brochure de E. Kardelj, vice-président du gouvernement yougoslave (Le Livre yougoslave).

(2) Malheureusement, Kardelj, dans une phrase vague (page 75) laisse ouverte la possibilité d'une telle forme « chèvre et chou » pour les pays coloniaux, par opposition aux pays capitalistes évolués. Mais la Russie de 1917 était loin d'être un pays capitaliste évolué et la Yougoslavie de 1944 se rapprochait plutôt du type semi-colonial.

(3) « Nous n'avons jamais oublié que nous étions un parti révolutionnaire », écrit-il (page 48).

pouvait être en fait qu'une révolution socialiste... Ce qui est fondamental en l'occurence, c'est le caractère du pouvoir et les rapports internes des forces motrices de la révolution, et non pas le rythme même des changements révolutionnaires, lequel dépend des conditions objectives et des ressources tactiques de la force directrice de la révolution », (page 11).

En ces quelques mots se trouvent condensée une partie des thèses de la théorie de la révolution permanente. Et si les dirigeants yougoslaves qui ont été élevés dans le stalinisme contre Trotsky et la théorie de la révolution permanente retrouvent une partie de celle-ci, c'est parce qu'ils ont été éclairés par le mouvement révolutionnaire auquel ils ont pris part, car comme l'écrit fort justement Kardelj :

« Il est hors de doute que chaque pas du développement de la révolution prolétarienne a signifié en même temps un pas en avant de la théorie du marxisme. Ce n'est pas la révolution prolétarienne qui a marché selon les règles rigoureusement fixées par la théorie du marxisme léninisme, c'est cette théorie qui a été l'indicateur général, la boussole et l'aide concrète dans la pratique quotidienne », (page 46).

La théorie de la révolution permanente fut elle-même le produit de la montée révolutionnaire de 1905 en Russie.

Mais Kardelj traite aussi théoriquement un autre problème non moins important, celui du rôle et de la structure de l'Etat prolétarien. Car l'histoire ne s'arrête pas avec la prise du pouvoir.

Il ne fait qu'une allusion assez discrète à ce qui se passe ailleurs : « **Dans certains pays socialistes se manifestent des tendances bureaucratiques** » (page 108). Mais il développe toute une série d'idées qui sont autant d'attaques contre la pratique stalinienne et les conceptions chères aux staliniens. Nous n'en citerons que quelques-unes, invitant nos lecteurs à lire très soigneusement toute la brochure.

« Sans doute, tout élément, si attardé soit-il, de démocratie prolétarienne est, historiquement parlant, un progrès par rapport au système capitaliste, quelque démocratique que soit la façade de ce dernier. Mais en même temps il ne faut pas oublier que, considéré sous l'angle des perspectives de l'évolution socialiste, le degré actuellement atteint par la démocratie socialiste est tout de même encore relativement bas », (page 92).

On est donc loin de l'achèvement du socialisme. La marche au socialisme n'est pas non plus spontanée.

« La démocratie est une forme de l'Etat et la domination d'une classe en est le contenu. Forme et contenu sont appelés à disparaître en même temps que l'Etat. Mais cela ne signifie pas que la forme est sans importance. Elle est tout aussi importante que le contenu, et cela non seulement dans les conditions de la dictature bourgeoise, mais aussi dans celles de la dictature prolétarienne... L'approfondissement et l'élargissement de la démocratie dans tous les domaines est la loi de l'évolution socialiste dans la période de transition, et... violer cette loi doit inévitablement amener de graves conséquences, et tout d'abord des phénomènes de stagnation idéologique. Il semble que de cela, on ne tienne pas suffisamment compte dans certains pays socialistes », (page 95).

Ce sont des généralités, dira-t-on. Kardelj va plus loin :

« Il ne suffit pas que le parti prolétarien ait le rôle directeur, mais il est nécessaire de protéger la révolution — comme l'a dit Marx — contre ses propres bureaucrates... Les communistes et tous les hommes épris de progrès ont le droit et le devoir de critiquer un pareil système de dictature prolétarienne qui prétend éterniser ses formes les plus basses et les plus retardataires... » (page 95).

A plusieurs reprises, il insiste sur l'activité consciente des masses en opposition aux appareils :

« Il n'est pas d'appareil bureaucratique, si parfait soit-il et si géniale que soit la direction qu'il a à sa tête qui puisse construire le socialisme » (page 88). **« Il n'est pas d'homme si génial qu'il soit qui puisse prévoir tout ce que peuvent réaliser dans la pratique quotidienne, les millions de bâtisseurs du socialisme, s'ils ne sont pas paralysés par le centralisme bureaucratique »**, (page 93). **« Leur premier pas (des régimes qui sont devenus réactionnaires)... a été le fait d'isoler l'appareil d'Etat des masses et de liquider l'une après l'autre toutes les formes de self-gouvernement populaire »** (page 96).

Il insiste :

« Transformer le centralisme démocratique en centralisme bureaucratique... est le plus grand danger que puisse courir le développement de la société socialiste » (page 109).

Restant sur le plan de la théorie, nous devons signaler les points faibles de l'ouvrage de Kardelj. C'est d'abord la conception du parti unique dans la dictature du prolétariat. Il ne s'agit pas pour nous de mettre en cause la nécessité d'interdire légalement le fonctionnement des formations qui veulent restaurer l'ordre bourgeois ; mais il s'agit du fait que la révolution prolétarienne elle-même n'homogénéise pas les masses laborieuses des villes et des campagnes. De ce fait, les courants d'opinion de ces masses (ou partis) qui se placent sur le terrain de la dictature du prolétariat doivent avoir droit d'expression dans les comités de masse. Il en fut ainsi tout au début de la Révolution d'Octobre (4). Les difficultés objecti-

(4) Pendant quelques mois il y eut même un gouvernement de coalition de partis soviétiques (parti bolchevik, parti s. r. de gauche).

ves (contre-révolution, invasions étrangères...) obligèrent les bolcheviks à restreindre la démocratie soviétique. Ultérieurement, ces restrictions furent accentuées par le développement de la contre-révolution bureaucratique. La pratique stalinienne est un exemple à propos duquel il est imprudent de se livrer à des généralisations théoriques sur la démocratie prolétarienne.

Un autre point faible de la brochure de Kardelj, c'est qu'il se borne à discuter la production théorique stalinienne sur le seul plan des idées ou de quelques constatations dans les pays balkaniques voisins. Si indispensable que ce soit et si remarquable que soit sa démonstration contre le Kominform, il ne fournit pas d'explication de ces déviations qui ne sont pas épisodiques mais constituent une ligne bien déterminée. Dans cette brochure, il ne va pas plus loin que les allusions voilées qui se trouvent dans quelques-unes des citations mentionnées plus haut. Il n'appelle pas la bureaucratie du Kremlin par son nom et ne remonte donc pas à la source sociale de la dégénérescence politique (5).

⁂

Mais on ne peut se contenter d'examiner (trop brièvement à notre gré) l'ouvrage de Kardelj sur le seul plan de la théorie. Car la brochure publiée par « Le Livre yougoslave » reproduit le rapport présenté par le vice-président du gouvernement yougoslave le 28 mai 1944 à l'Assemblée nationale à l'occasion du vote d'une nouvelle loi sur les Comités Populaires. **Ce n'est donc pas seulement une œuvre théorique, mais un document politique.** Seuls des gens dont le cerveau est atteint d'aberrations incurables peuvent voir dans l'affaire yougoslave une rivalité de bureaucrates et dans les productions des dirigeants du P. C. Y. des spéculations intellectuelles sans base réelle et sans conséquence.

On se demande comment des gens qui ont étudié le marxisme peuvent expliquer qu'un dirigeant (pas un opposant) d'un régime totalitaire où la révolution a été complètement écrasée par une bureaucratie qui constitue une classe nouvelle, est capable de faire progresser le marxisme sur le plan théorique !

Le système stalinien a en fait craqué devant le développement de la révolution en Yougoslavie. Le parti dirigeant de ce pays — et non quelques hommes — ajoute à une partie de son éducation stalinienne les fruits de sa propre expérience. Les idées défendues par Kardelj ne sont pas ses idées personnelles. Le correspondant de l' « Observer », Ed. Crankshaw, revenant de Belgrade, écrivait : «... A Belgrade il est possible de savourer l'expérience quelque peu étonnante d'une discussion interminable sur les principes premiers du marxisme avec de jeunes communistes ardents qui rivalisent entre eux dans la critique du régime du Kremlin... tout en insistant sur leur propre capacité d'établir un communisme « libre » et compréhensif, qui demandera peu ou pas de larmes, qui éblouira le monde par son exemple et qui ébranlera l'empire soviétique » (13 novembre 1949).

Le progrès théorique accompli en si peu de temps par le P. C. Y. est à la fois un témoignage de la puissance du mouvement révolutionnaire en Yougoslavie et une des meilleures défenses des communistes de ce pays contre la double pression de l'impérialisme et de la bureaucratie stalinienne. Comme nous l'avons déjà dit, ce progrès s'accompagne d'idées conservées du passé stalinien, idées qui, si elles subsistaient dans l'arsenal idéologique des Yougoslaves, pourraient devenir mortelles. Mais la progression des communistes yougoslaves n'est pas fonction d'eux seuls. Dans le domaine théorique, comme dans le domaine économique et politique, il n'y a pas de construction du « socialisme dans un seul pays ». C'est la marche de la lutte de classes et l'action de l'avant-garde révolutionnaire dans le monde qui dira le dernier mot.

En tout cas, l'œuvre de Kardelj montre comment une victoire révolutionnaire même dans un pays balkanique relativement isolé contribue à fausser le fonctionnement de la formidable machine stalinienne et à rénover les principes marxistes défigurés par le Kremlin. L'ennemi mortel de la bureaucratie, ce n'est pas l'impérialisme, mais le prolétariat révolutionnaire.

P. F.

(5) Dans un article du « Communiste », revue théorique du P. C. Y., Kardelj aurait mis en cause plus nettement la bureaucratie soviétique. Dans un discours à l'Académie slovène des Arts et des Sciences, il commence à appeler un chat un chat, mais encore de façon incidente : « ...dans ces conditions, la théorie, c'est-à-dire la science, n'est plus cet instrument qui doit aider l'action pratique dans la recherche du bon chemin et que, en même temps, cette action pratique perfectionne et complète, mais devient la servante d'une bureaucratie utilitaire et dépourvue de principes ». (Bulletin d'information yougoslave, 1er janvier 1950).

P. FRANK

Crise du régime et crise du stalinisme en France

Il y a un an les mineurs rentraient battus après huit semaines d'une grève dans laquelle se manifesta l'admirable combativité d'un prolétariat dont la puissance était gaspillée et exploitée par des dirigeants au service du Kremlin (1). Cette défaite ouvrière a eu d'importantes conséquences au cours de l'année 1949, tant dans l'évolution du capitalisme français que dans le développement du parti stalinien.

Le capitalisme français, ramené à une position d'impérialisme de second ordre, ne peut espérer maintenir sa domination qu'en transformant son régime politique et en instaurant un « Etat fort », c'est-à-dire en établissant un régime totalitaire dans lequel le standard de vie du prolétariat serait extrêmement réduit et la classe ouvrière se trouverait dans l'impossibilité de bouger pour l'améliorer. Mais la marche à « l'Etat fort » présente de grosses difficultés. En 1947 et en 1948, le capitalisme avait commencé à créer l'instrument de la réalisation de cette politique, le « Rassemblement du Peuple Français », dirigé par le général de Gaulle qui, aux élections, obtenait un nombre très important de suffrages. Ainsi, opposés violemment l'un à l'autre, deux blocs — le P.C.F. et le R.P.F. — allaient se heurter, méprisant la nouvelle combinaison gouvernementale et parlementaire, la « 3e Force » qui unissait socialistes, M.R.P. et radicaux, c'est-à-dire suffisamment de voix pour faire une majorité à l'Assemblée Nationale, bien que sa base dans le pays fut plutôt insignifiante.

Mais, comme en 1935, la marche directe à « l'Etat fort » parut au grand capital pleine de dangers. La classe ouvrière était encore assez puissante; l'influence du Parti communiste français reste très grande et, dans la période de « guerre froide », celui-ci est tout à fait capable de pousser les luttes ouvrières plus loin, surtout au cas où le gaullisme tenterait de s'emparer du pouvoir. Enfin, bien que le gaullisme ne soit pas tout à fait identique au nazisme allemand ou au fascisme italien, ces deux exemples ont montré à la bourgeoisie que le recours à des formations extra légales présentait aussi, en cas de victoires, de grands inconvénients. Rien de tel que d'utiliser au maximum l'appareil d'Etat.

L'impérialisme américain n'a au moins dans ses couches dirigeantes guère manifesté de sympathies pour de Gaulle, mais il ne l'a pas fait par amour de la démocratie contre les tendances autoritaires de celui-ci. Les dirigeants de la politique américaine se sont, en général, contentés de faire confiance aux capacités politiques des politiciens de la bourgeoisie française qui savent mieux qu'eux jouer un jeu subtil et adroit dans une situation périlleuse. Mais l'impérialisme américain insiste auprès des hommes politiques français (et européens) pour une politique d'ordre capitaliste contre les mouvements ouvriers.

APRES LES COMMUNISTES, LES SOCIALISTES

La défaite des mineurs permit au capitalisme français de commencer la réalisation d'une politique de « gaullisme sans de Gaulle ».

Cette défaite d'une corporation qui avait mené, isolée, un combat dont la victoire ne pouvait être assurée que par la lutte générale de toute la classe ouvrière fut, tout d'abord, le point de départ d'une offensive renforcée du patronat contre les conditions de travail et de vie des ouvriers. Les salaires restèrent bloqués (sauf à de rares intervalles, où ils étaient accrus de quelques indemnités insuffisantes). Dans les usines, le travail au rendement battait son plein, les cadences étaient accélérées. La discipline à l'usine se faisait de plus en plus rigoureuse.

(1) *Quatrième Internationale*, n° de janvier-février 1949 : F. Moreau : « Huit semaines de lutte des mineurs français. »

En même temps, le gouvernement renforçait son appareil de répression. Des centaines et même des milliers de militants mineurs étaient emprisonnés. Pour redonner à la police un esprit de corps perdu au cours des années d'occupation, celle-ci était de plus en plus fréquemment employée contre des manifestations de rue ou même dans des circonstances absolument anodines du point de vue de « l'ordre public ».

Le gouvernement se lançait à l'attaque contre le P. C. F. Ses journaux sont poursuivis, comme du temps de Tardieu. Le ministre Jules Moch se livrait à une dénonciation des subventions que le P.C.F. aurait reçues de l'étranger. Des centaines d'originaires des pays du glacis étaient expulsés de France. Dans toutes les administrations, des épurations étaient opérées, aussi bien dans les anciennes administrations (il n'y a plus de préfets staliniens et il reste très peu de hauts fonctionnaires staliniens en activité) que dans les Conseils d'administration des industries nationalisées (où les staliniens s'étaient taillé de véritables fiefs).

Enfin, l'année 1949 a permis, au cours des élections cantonales, de réduire de façon considérable la représentation des staliniens au moyen d'un système de scrutin qui permet au second tour d'opérer toutes sortes de combinaisons pour supprimer presque complètement la représentation de 30 % environ des électeurs, qui ont voté pour les candidats du parti stalinien.

Mais la bourgeoisie — qui a ainsi marqué des points considérables — dispose d'une représentation parlementaire qui ne correspond pas à ses besoins politiques actuels. Les staliniens ont plus de 180 élus sur 600 ; et les socialistes ont une représentation correspondant à leur nombre de voix de 1946, beaucoup plus grand que les suffrages qu'ils recueillent aujourd'hui. Le Parlement actuel a connu une majorité tripartite (P.C.F., P.S., M.R.P.), il parvient à obtenir difficilement une majorité « 3e force » (P.S., M.R.P., Radicaux), grâce à l'appoint de quelques « indépendants » d'appellations diverses. Mais il n'est pratiquement pas possible d'y obtenir une majorité de droite, excluant le P.S., à moins d'y inclure des gaullistes et d'entraîner des ruptures sur la gauche dans le M.R.P. et chez les Radicaux (2).

C'est cette situation qui a donné un écho au mot d'ordre de la dissolution de l'Assemblée Nationale et de nouvelles élections, jusqu'alors défendu presque exclusivement par les gaullistes. Apparemment ce mot d'ordre est aujourd'hui accepté plus ou moins tacitement par tout le monde. Les gaullistes sont, bien entendu pour la dissolution, quoiqu'ils mettent l'accent sur une révision de la Constitution. Radicaux, M.R.P. et autres indépendants, défendent à leur tour l'idée de nouvelles élections. La majorité du P.S. s'est aussi déclarée prête à affronter de nouvelles élections. Et au P.C.F. on a dit : si vous voulez de nouvelles élections, nous n'y voyons pas d'inconvénient (3). Mais, l'unanimité sur ce point s'arrête à ces déclarations générales. Chaque parti dans son ensemble ou chaque député en particulier, est préoccupé du résultat d'éventuelles élections. Et cela met en cause une question qui soulève de grandes divergences, le mode de scrutin.

Le système de scrutin proportionnel (très incomplet) qui servit en 1946 est défendu par les staliniens et le M.R.P., mais il est repoussé unanimement par les autres, sauf peut-être par les gaullistes. Des élections au système proportionnel donneraient une nouvelle assemblée où les staliniens se retrouveraient en nombre sensiblement égal et les gaullistes beaucoup plus nombreux, autrement dit une assemblée où il serait encore plus difficile sinon impossible, de former une majorité viable pour la bourgeoisie.

Or, dans l'Assemblée actuelle, le P.C.F. et le M.R.P. peuvent bloquer à peu près à coup sûr l'adoption

(2) Ces deux formations, le parti radical qui domina la plus grande partie de la 3e République et le M. R. P. qui a été le parti bourgeois le plus important dans les premières années de la 4e République, présentent l'un et l'autre une gamme ininterrompue de nuances et de tendances, allant de l'extrême-gauche à l'extrême-droite. Derrière les radicaux se trouve la franc-maçonnerie ; le M. R. P. est lié à l'Eglise catholique.

(3) La Constitution prévoit qu'en cas de dissolution un gouvernement intérimaire serait constitué par le Président de l'Assemblée Nationale comprenant le dirigeant de chaque groupe parlementaire. De ce fait les staliniens pourraient se retrouver au gouvernement pendant un cours laps de temps, ce qui est aussi un motif d'hésitation pour les autres partis.

d'un autre mode de scrutin, notamment le mode de scrutin de vote majoritaire à deux tours, qui permettrait de réduire considérablement la représentation des staliniens (pour un même nombre de voix) et qui ferait perdre au M.R.P. des élus dans un très grand nombre de départements.

Mais la mécanique électorale ne suffit pas à expliquer pourquoi au fond il y a peu de chances que se produisent des élections législatives en 1950 (l'Assemblée doit être normalement renouvelée en 1951). Le grand capital trouverait bien le moyen d'amener à résipiscence un nombre suffisant d'élus du M.R.P. sur la question du mode de scrutin (il n'est pas impossible de remplacer un siège de député par quelques avantages matériels) s'il n'était arrêté par une crainte de nature politique. Avec de nouvelles élections, on ne sait pas l'importance que pourrait avoir — quel que soit le mode de scrutin — la représentation gaulliste. Or, le capitalisme français, pour le moment, ne voudrait pas d'un gouvernement dont la majorité parlementaire comprendrait les gaullistes. De nouvelles élections, au scrutin majoritaire à deux tours, pourraient fort bien donner, de ce point de vue, une nouvelle Assemblée où la seule différence avec l'actuelle, serait l'existence d'une forte fraction gaulliste à la place de la forte fraction communiste d'aujourd'hui.

C'est pourquoi, pour le moment, la perspective la plus probable est la continuation de ce système de gouvernement reposant sur des majorités insignifiantes, dans lequel la fragilité de l'édifice social en France se conjugue à l'habileté et à la rouerie de quelques-uns de ses hommes politiques.

Bien entendu, cette politique ne pourra finalement aboutir à rien de stable. La bourgeoisie gagne du temps et affaiblit les travailleurs. Mais il n'y aura d'issue en France que dans une épreuve de force qui se terminera soit au profit des travailleurs, soit au profit d'une formation de combat comme le gaullisme.

LA CRISE DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

L'autre fait important dans la situation française, c'est le développement de la crise de l'organisation du Kominform en France. On sait qu'en dehors des « démocraties populaires », le Parti Communiste français était le plus puissant des partis communistes, au lendemain de la « libération ». Certes, le P.C. italien était et est encore à plus de membres que le P.C.F., la situation italienne plus explosive jouait aussi beaucoup en sa faveur. Par contre, le P.C.F., qui bénéficiait du soutien de la majorité de la classe ouvrière, de fortes sympathies dans la petite bourgeoisie urbaine et rurale, du fait qu'il avait pu agir légalement pendant 20 ans, disposait entre le Comité Central et la classe ouvrière d'un réseau fort de quelques dizaines de milliers de militants ouvriers, liés à la direction du P.C.F. et transmettant sa politique dans la classe ouvrière sur laquelle ils avaient une autorité acquise au cours de longues années de lutte. Le P.C.F. avait connu des fluctuations dans le nombre de ses électeurs, des lecteurs de sa presse ou des participants à ses manifestations, mais à travers tous ses tournants, il avait conservé une armature de militants ouvriers inébranlablement fidèles à la direction, n'ayant aucun doute quant aux objectifs finaux et aux destinées finales de ce parti.

A quoi ont abouti les cinq années qui nous séparent de la « libération » en ce qui concerne le P.C.F.?

Nous avons déjà signalé l'élimination des postes dont il disposait dans l'appareil d'Etat, mais cela joue plutôt en sa faveur dans la classe ouvrière. La crise du P.C.F. ne se manifeste guère dans les résultats électoraux partiels. On peut dire à coup sûr que, dans des élections générales, la majorité des travailleurs des villes voterait encore communiste ; le P.S. ne mord visiblement pas dans les masses ouvrières, bien que celles-ci ne répondent pas aux appels du P.C.F. et de la C.G.T. qui agit grossièrement comme sa succursale. Cet aspect de la situation se manifeste également dans le mouvement syndical. La C.G.T. a connu des pertes considérables d'effectifs, mais ni « Force Ouvrière » ni les autres nouvelles centrales syndicales, ni la C.F.T.C. n'en ont bénéficié ; aux élections de délégués d'entreprise, ce sont les candidats de la C.G.T. qui, le plus souvent, emportent le plus grand nombre des voix dans les catégories ouvrières.

La crise du P.C.F. se manifeste par contre, sous bien des formes. La presse communiste est en baisse très importante. L'*Humanité* tire à 240.000 au lieu de 450.000 il y a cinq ans. Plusieurs quotidiens et hebdomadaires communistes de province ont disparu. Cette baisse de la presse stalinienne, déjà signalée dans une Conférence nationale du P.C.F. qui se tint au cours du premier trimestre de 1949 n'a fait que se poursuivre tout au long de cette année. Les manifestations du P.C.F. ou des organisations annexes sont beaucoup moins suivies. A Paris, le P.C.F. recourt moins souvent au *Vel' d'Hiv*, qui contient 20.000 places et plus fréquemment à des salles plus petites. Les effectifs du P.C.F. ont diminué, bien qu'il ne soit pas possible de connaître sur ce point de chiffres précis (4). L'organisation des Jeunesses, l'U.J.R.F., n'avait récemment encore de vie que dans quelques rares endroits (5).

Mais la crise s'est encore manifestée de façon plus précise. Les premiers éléments qui ont manifesté leurs doutes ou leurs désaccords sont évidemment ceux de nature sociale petite bourgeoise, notamment les intellectuels, membres du parti ou compagnons de route (6). La direction du parti stalinien spécule sur le fait que les premiers craquements ouverts proviennent de tels éléments pour dénoncer les petits bourgeois qui désertent quand le combat devient plus difficile (7). Mais la terreur morale que cherche à développer la direction stalinienne ne peut prévenir l'extension de la crise dans les milieux ouvriers. On signale dans plusieurs cellules ouvrières des désaccords qui s'expriment même ouvertement devant l'ensemble des ouvriers. La division se fait entre ceux qui veulent appliquer coûte que coûte la ligne du Kominform, et ceux qui, se rendant compte du bluff de la thèse Jdanov, à savoir que les forces démocratiques vont de succès en succès, tendent à assouplir la ligne pour pouvoir rétablir le contact avec les masses.

Le phénomène le plus symptomatique de la crise du P.C.F., c'est l'apparition d'un Bulletin d'une fraction clandestine « *La lutte* ». Les auteurs en sont anonymes et cela a donné lieu à diverses spéculations (des dirigeants préparant une rupture avec Moscou — des membres de base, soutenus par les Yougoslaves — une provocation organisée par la direction pour détecter les opposants et les exclure un à un). Quoiqu'il en soit, le fait même de l'existence d'un tel organe — ce qui ne s'était pas vu depuis plus de 15 ans — est caractéristique d'un profond état de crise.

Une autre manifestation de la diminution de l'influence du P.C.F. dans la vie politique du pays s'est exprimée au sein du Parti Socialiste Unitaire, qui fut constitué par l'aile pro-stalinienne du P.S. qui se détacha de celui-ci dans l'année 1948 au paroxysme de la « guerre froide ». Au cours de 18 mois d'existence, le P.S.U. a agi comme un simple appendice du parti stalinien. Au récent Congrès National (décembre 1949) sont apparus, parmi les éléments dirigeants les premiers signes de décrochage par rapport au parti stalinien.

Aucune divergence politique claire n'a été formulée, mais ce parti a manifesté des velléités d'avoir une figure propre et, ce qui est plus intéressant, a pris la décision de consacrer à bref délai une assemblée nationale pour discuter du problème yougoslave, ce qui veut dire qu'il n'emboîte plus le pas automatiquement aux staliniens sur le point où ils sont à présent les plus sensibles.

Le fond politique de la crise du parti stalinien se trouve dans la combinaison de l'affaire yougoslave au retournement de la situation en France depuis cinq ans. Au moment de la « libération » le P.C.F. pouvait littéralement cueillir le pouvoir, il y a porté de Gaulle ; il a participé à plusieurs gouvernements bourgeois, il a ordonné à ses mili-

(4) Dans la période du lendemain de la guerre, en même temps qu'une politique franchement social-démocrate, le P. C. F. avait adopté des formes d'organisation social-démocrates, ce qui — en France — signifie le vague le plus complet en ce qui concerne les chiffres.

(5) Il n'est pas exclu qu'à la faveur de la nouvelle politique contre la guerre du Vietnam, l'U. J. R. F. connaisse un regain de vitalité et de recrutement.

(6) La crise avait déjà commencé à se manifester chez ces éléments au cours des mois passés, lors de l'affaire Lyssenko et des injonctions staliniennes sur le « réalisme socialiste » en matière d'art.

(7) Evidemment comme le P. C. F. avait pu recueillir de très grands noms de la science, de la littérature, des arts..., dont certains sont en fait assez éloignés du communisme, les ruptures parmi ces éléments peuvent conduire soit à droite dans le camp de la bonne famille bourgeoise, soit dans le camp de la révolution.

fants de freiner la volonté de combat des masses et de torpiller leurs luttes. Et puis, au fur et à mesure que les travailleurs, battus dans des combats partiels, désorientés et affaiblis, se trouvaient rejetés sur la défensive, en face d'attaques patronales accentuées, la direction du P.C.F. a ordonné à ses militants une tactique de plus en plus agressive, contribuant à affaiblir davantage la classe ouvrière et à isoler davantage le P.C.F. dans la classe. Il n'est pas de militant ouvrier à qui cela ne crève les yeux.

Dans cette situation, l'affaire yougoslave vient leur montrer qu'ils n'ont pas affaire à une erreur que la direction corrigera aisément, mais que ce qui se passe en France est lié à la politique internationale du stalinisme, laquelle est dictée par des considérations que la direction ne peut se permettre d'expliquer franchement à ses membres et à la classe ouvrière.

La direction stalinienne réagit avec beaucoup de vigueur et de violence. Ses campagnes de presse, sur la question yougoslaves et contre les intellectuels sont, bien entendu, caractérisées par la plus grande indigence politique (8). Elle doit plaider contre l'évidence, dans un moment où — en dehors de l'Extrême-Orient — le stalinisme ne subit que des échecs. Des publications (mémoires, souvenirs, romans), se multiplient, qui apportent des aperçus sur les méthodes du stalinisme vues du dedans. Rien ne permet aux staliniens de passer à l'offensive sur un plan quelconque. Dans les colonnes de l'*Humanité*, on peut célébrer les cadeaux envoyés à Staline pour son 70e anniversaire ; mais dans les usines, les militants ouvriers du P.C.F. n'étaient guère fiers de cette campagne. Pour améliorer les rapport avec la base, Thorez circule à travers la France, sous prétexte de signer l'édition revue et adaptée de « Fils du Peuple ».

Mais les dirigeants staliniens qui ont une habitude des difficultés du passé procèdent surtout à des mesures d'organisation pour surmonter le présent : un peu partout, ils remplacent des cadres anciens par de nouveaux, des jeunes, souvent très inexpérimentés, mais qui ont l'avantage pour les hommes du Bureau Politique, d'être ignorants de bien des choses et plus malléables. Les manifestations aventuristes servent incontestablement aussi à opérer une certaine sélection pour trouver des jeunes susceptibles d'être embrigadés dans l'appareil. Une telle mesure, si elle ne peut endiguer le développement de la crise de ce parti, permet à la direction d'affronter les difficultés avec un parti apparemment plus cohérent.

*
**

Au début de la nouvelle année, il est difficile de tracer des perspectives claires. La situation économique s'annonce plutôt mauvaise ; les derniers mois de l'année 1949 ont vu se produire une baisse sérieuse de la production sidérurgique. Une aggravation de la crise serait exploitée par les gaullistes dans les classes moyennes. Quant à la classe ouvrière, elle vient de se trouver devant quelques lock-out patronaux et, en raison de sa méfiance des vieilles directions, on ne peut encore dire quelles seront ses réactions. Quoiqu'il en soit, il est certain que la crise des rapports entre la classe ouvrière et ses vieilles directions ira s'approfondissant.

Dans quelle mesure une nouvelle direction révolutionnaire parviendra-t-elle à se dégager et à progresser ? Là aussi de multiples facteurs interviennent et plusieurs variantes sont possibles. Les tentatives de centrisme d'origine social-démocrate ont avorté (9). Que sortira-t-il du parti stalinien ? Y aura-t-il une organisation nouvelle ? Il faudrait consacrer tout un article à ce problème.

Le P.C.I. tiendra son 6e Congrès dans le courant de janvier 1950, il constatera que la situation créée au départ de l'ancienne direction de droite pour s'enliser dans le marais du R.D.R., a été surmontée, que l'organisation du P.C.I. a été consolidée et il étudiera notamment les moyens d'intervenir le plus vigoureusement possible dans les circonstances actuelles pour que la crise du stalinisme se développe au profit de la classe ouvrière.

(8) Rien n'est plus pauvre que les écrits de Casanova, membre du Bureau Politique, chargé d'assurer l'ordre parmi les intellectuels staliniens, en réponse à Cassou. On n'y trouve même pas l'effort d'une argumentation ; Casanova brode simplement sur le thème : le camp de la paix et celui des fauteurs de guerre, Cassou ayant quitté l'un pour passer dans l'autre.

(9) Voir *Quatrième Internationale* n° de janvier-février 1949 : P. Frank « Les évolutions d'un courant centriste en France ». Depuis que cet article fut écrit, la dernière tentative centriste qui y est mentionnée, le R. D. R. a connu une fin sans gloire.

E. GERMAIN

Occupations d'usine et mouvements agraires en Italie

LES coups de revolver tirés le 14 juillet 1948 par l'obscur étudiant sicilien Pellante sur le leader stalinien Togliatti déclenchèrent le mouvement le plus ample du prolétariat italien depuis l'insurrection de 1945. Les coups de fusil des gendarmes de Scelba qui, le 29 novembre 1949, abattirent deux ouvriers agricoles dans les Pouilles, ne déclenchèrent qu'une grève générale sur commande, qui échoua aux deux tiers. Entre ces deux moments se place toute l'évolution du mouvement ouvrier italien durant les derniers 18 mois.

La grève générale du 14 juillet 1948 fut une décharge soudaine de tout le mécontentement accumulé durant les mois précédents. L'enthousiasme éveillé par le début de la campagne électorale du « Front Démocratique Populaire » et gaspillé par le crétinisme parlementaire et la phraséologie petite-bourgeoise de ses dirigeants, se manifesta ainsi malgré la défaite électorale du 18 avril. La victoire remportée par la bourgeoisie aux élections du 18 avril ne s'était pas encore traduite en une défaite du prolétariat dans l'action. Le mouvement syndical était encore unifié. La police motorisée se trouvait encore sur la défensive. Le patronat hésitait encore à heurter de front les ouvriers des grands établissements industriels. Avec la grève générale du 14 juillet, le prolétariat fit un effort magnifique pour reprendre l'initiative dans la lutte de classes. S'il échoua, ce n'était pas faute d'élan ou de courage de sa part. Au contraire, pendant 24 heures le pouvoir bourgeois fut ébranlé dans maints grands centres de la péninsule. La capitulation cynique des chefs staliniens devant le pouvoir bourgeois poignarda dans le dos l'assaut des travailleurs et provoqua en même temps une vague inévitable de découragement et de démoralisation parmi les ouvriers avancés qui se sentirent trahis par leurs propres dirigeants.

La grève générale du 1er décembre 1949 arriva après une période prolongée de défaites ouvrières et de succès de la bourgeoisie dans l'action. Le mouvement syndical, une première fois scindé par la constitution de syndicats chrétiens (L. C. G. I. L., Confédération Générale Italienne du Travail Libre) en 1948, le fut une seconde fois en 1949 par la création de syndicats « sociaux-démocrates » (F. I L., Fédération du Travail Italienne). Le patronat déclencha une offensive de grande envergure en licenciant des milliers d'ouvriers des entreprises. Dans les bureaux et les banques, il établit un régime d'intimidation contre tous les éléments combattifs ou simplement syndiqués à la C. G. I. L. (C. G. T. italienne). Une série de mouvements corporatifs suivis par l'ensemble des travailleurs avec un acharnement remarquable (grève des ouvriers agricoles qui dura 6 semaines à partir de juin 1949 ; grève des employés de banque en septembre 1949) se termina par des défaites complètes. Ces succès accentuèrent le courage et l'audace des représentants de l'Etat bourgeois, qui commencèrent à lancer systématiquement les gendarmes contre des manifestations pacifiques, inaugurant une nouvelle série sanglante d'ouvriers massacrés, comme au temps si tristement célèbre de la « démocratie » prémussolinienne.

LE PROLETARIAT MERIDIONAL A LA RESCOUSSE

Il est hautement significatif que, dans ces conditions de batailles d'arrière-garde menées en rangs dispersés par le prolétariat industriel, les travailleurs agricoles de l'Italie méridionale soient venus à la rescousse. Leurs actions ont marqué durant les deux derniers mois le début d'une sérieuse reprise du mouvement ouvrier dans toute la péninsule. Ces actions ne s'expliquent pas par un degré de conscience particulièrement prononcé des masses méridionales, mais par une misère indicible qui rend insupportable la vie de tous les jours. Journaliers ou propriétaires-nains au revenu annuel moyen de **150 dollars,** cette masse misérable travaille en moyenne une centaine de jours par an, loge dans d'infâmes taudis et voit ses enfants en permanence sous-alimentés en face des immenses terres en friche des grands propriétaires fonciers. Résultat de cette situation : périodiquement se déclenchent des révoltes locales pour la conquête de la terre. Depuis la chute du fascisme, ces phénomènes ont été canalisés par la constitution des **coopératives paysannes** qui ont le droit de demander

l'assignation des terres en friche. Bien que ces assignations doivent être prononcées par les tribunaux et que, dans l'Italie méridionale plus encore qu'en Italie septentrionale, le pouvoir judiciaire est intimement lié aux possédants locaux, les premiers mois qui suivirent la « libération » furent marqués par un certain épanouissement de ces coopératives, le gouvernement ayant cherché à **légaliser** de cette façon les **occupations de terre** qui s'étaient produites pendant la période trouble. Dès que le pouvoir central se trouva renforcé et l'appareil d'Etat reconstruit, ces coopératives, isolées au milieu d'une économie dirigée par leurs ennemis et manquant de crédits, de machines et de forces qualifiées, commencèrent à péricliter.

Il y a deux mois un nouveau mouvement d'occupation des terres se déclencha, moins spontané que celui de l'après-guerre, plus préparé et stimulé par la **Confederterra** (syndicat des ouvriers agricoles à direction stalinienne). Le mouvement partit de la Sicile et de la Calabre, deux régions dans lesquelles les « latifundia » en friche connaissent la plus grande extension. Les occupations de terre furent réelles ; les paysans immédiatement ensemencèrent les terrains occupés. Aussi le gouvernement, qui lie une compréhension tactique supérieure à une utilisation judicieuse de la force armée, décida-t-il de faire quelques concessions inévitables. De Gasperi, président du Conseil, fit un voyage dans la région de Sila, une des provinces les plus arriérées, embrassa l'inévitable petit garçonnet, prononça l'inévitable discours « progressif » et légalisa l'assignation aux coopératives paysannes de quelques 30.000 ha, tandis que les 8.000 grands propriétaires fonciers possèdent 3,8 millions de ha, soit 25 % de toutes les terres cultivables italiennes partagées entre 8 millions d'entreprises agricoles. A la suite de cette intervention gouvernementale, la seconde étape des occupations de terre qui se produisit dans la Lucanie, les Pouilles, la Campanie et aux environs de Rome, n'avait plus l'élan du mouvement initial. Le plus souvent, l'organisation syndicale se contenta d'une occupation « symbolique ». Le terrain « occupé » n'était pas labouré. Dans de nombreux endroits, notamment en Sardaigne, les préfets réussirent à empêcher les occupations en promettant aux paysans d'accélérer les assignations de terre par voie légale. Il faut préciser qu'une des rares concessions faites par le gouvernement aux paysans, c'est le transfert de l'autorité assignante aux préfets, jugés plus « libéraux »...

Pourtant, au cours de cette seconde étape des occupations des terres, se produisirent les violents incidents de Torremaggiorre, dans les Pouilles, qui firent déclencher la grève générale du 1er décembre. Quatre semaines auparavant, dans la province de Crotone, en Calabre, s'étaient produits d'autres incidents sanglants à Melissa, qui avaient coûté la vie à trois ouvriers agricoles par suite de la brutalité des « forces du maintien de l'ordre ». A Torremaggiore, le gouvernement De Gasperi indiqua clairement une fois de plus « l'ordre » qu'il défend, celui qui interdit les réunions syndicales et fait tirer les gendarmes sur une foule désarmée réunie pour écouter les rapports sur les pourparlers entre syndicats et autorité publique. Et, illustration lamentable de la situation des **braccianti** : l'agitation qui conduisit aux incidents et à l'assassinat du 29 novembre ne fut même pas déclenchée pour une amélioration du sort des travailleurs. Elle avait uniquement pour but de **faire respecter** la loi de « l'imposition de main-d'œuvre », qui oblige les propriétaires fonciers à employer un nombre d'ouvriers proportionnel à l'étendue de leurs domaines. C'est donc pour le **maintien** de leur misérable salaire de **5.000 frs** par mois que les **braccianti** des Pouilles ont manifesté. Et restant dans la tradition de la canaille cléricale italienne, le gouvernement leur a donné du plomb et de la mitraille...

LES LICENCIEMENTS DU GRAND PATRONAT

La volonté de défendre la vie même de leurs femmes et de leurs enfants a permis aux ouvriers agricoles de l'Italie méridionale de reprendre la lutte à un moment où la combativité de la classe ouvrière semblait à un point mort. De même l'attaque brutale du grand patronat contre le prolétariat industriel sous forme de licenciements massifs et de lock-out multipliés, semble être, pour la période à venir, le signal d'une sérieuse reprise de combattivité des travailleurs de l'Italie septentrionale et centrale.

L'industrie italienne est en situation de déficit permanent. Le retard technologique et l'absence de marché intérieur suffisant rendent la grande industrie italienne incapable de concurrencer sur les marchés mondiaux l'industrie lourde des pays capitalistes avancés. Vivant et se développant uniquement grâce aux commandes et aux crédits d'Etat, l'industrie, depuis la « libération » traverse une crise d'autant plus grave que les travailleurs avaient réussi à imposer un blocage des licenciements. Dès que les rapports de forces se trouvèrent transformés (1) et que le patronat se sentit suffisamment fort en face d'une classe ouvrière divisée, il commença à rompre partout les accords sur le blocage des

(1) Là où cette transformation ne s'est pas produite, les travailleurs continuent à obtenir des avantages sérieux. Ainsi aux usines Ansaldo, à Gênes, où ils viennent de conquérir la semaine de travail de 24 heures qui est payée au prix de 40 heures.

licenciements et, par milliers, les travailleurs furent jetés sur la rue. Dans la seule région milanaise, la CAPRONI où travaillent 6.000 ouvriers, et la SAFAR, furent fermées ; à l'ISOTTA FRASCHINI 5.000 ouvriers sur 10.000 furent licenciés.

Dans les conditions de chômage généralisé (au moins 2,5 millions de chômeurs complets et plusieurs centaines de milliers de chômeurs partiels non-enregistrés), être licencié d'une grande entreprise signifie pratiquement perdre toute possibilité de travail pour de longs mois. C'est pourquoi les ouvriers n'acceptent pas ces décisions patronales sans tenter une résistance désespérée à ces verdicts de misère. Les occupations des usines fermées par le patronat se sont généralisées. Trois cas caractéristiques se sont produits fin novembre : aux établissements **Breda** à Venise, aux établissements OMI à Rome, aux établissements **Fonderie Liguri** à Gênes. Le premier suivit une menace de licenciements et une demande d'inspection par les travailleurs des livres de compte patronaux. Le second suivit le non-payement des salaires, mesure de lock-out voilé utilisée couramment par le patronat. Le troisième est une réponse à la fois à des licenciements et au démantèlement de l'usine par une société privée en liquidation.

L'ART DE LA GREVE GENERALE

De quelle façon la bourgeoisie et l'Etat bourgeois réagissent-ils à ces occupations d'usine qui sont une menace directe à la propriété privée des moyens de production ? Il est à peine étonnant que cette réaction soit calme et tende à permettre aux ouvriers de « faire leur propre expérience », exactement comme lors du mouvement d'occupation des usines à Turin en septembre 1920. Le patronat se contente de protester, de refuser le paiement des salaires et, au cas où les ouvriers continuent la production, de couper au bout de quelques jours d'expérience le courant électrique. Cela lui suffit. Qu'a-t-il besoin de faire intervenir la force publique ou de faire évacuer les locaux par la violence ? Il comprend très bien qu'abandonnés à eux-mêmes, les travailleurs qui occupent les entreprises se trouvent dans une impasse d'où ils sortiront tôt ou tard pleinement démoralisés et sans confiance aucune dans leurs organisations syndicales...

Or, la tactique adoptée par les staliniens satisfait pleinement les préoccupations patronales. Pendant de longs mois, la direction stalinienne de la CGIL s'était opposée systématiquement à toute occupation prolongée des usines, se contentant d'occupations « symboliques » de 24 heures. Sous la pression des ouvriers touchés par les licenciements et prêts à vendre chèrement leur peau, les chefs staliniens furent obligés d'opérer un repli stratégique. Aujourd'hui ils sanctionnent et favorisent même discrètement les mouvements d'occupation, mais s'efforcent de les limiter et de les circonscrire attentivement à un seul établissement. Les ouvriers occupants se mettent d'abord à réparer les machines et à nettoyer les locaux, puis commencent à grand peine la production. Les dirigeants syndicaux organisent entre temps la solidarité financière dans la région et dans le meilleur des cas arrivent à mettre sur pied une cantine gratuite pour les travailleurs. Puis, une, deux, trois semaines passent et quand les patrons refusent de payer les travailleurs, les maigres réserves de ceux-ci sont épuisées et leurs familles se trouvent littéralement sans le sou. Ils ne peuvent vendre les produits qu'ils ont eux-mêmes manufacturés ; la tactique stalinienne n'admet pas cette transgression de la loi bourgeoise. Il ne leur reste donc rien d'autre à faire que rentrer battus, avec d'amères pensées à l'adresse de leurs « dirigeants ».

Il est évident que cette tactique de mouvements isolés n'offre aucune perspective concrète aux ouvriers menacés de licenciement et risque de discréditer aux yeux des travailleurs aussi bien la grève que l'occupation des usines. La « guerre d'usure » que les chefs staliniens, dans leur compréhension tactique remarquable, ont choisie précisément au moment où l'intérêt économique du patronat exige l'arrêt momentané de la production, ne peut jouer qu'en faveur de la bourgeoisie. Celle-ci ne peut être contrainte de reculer que devant une attaque d'ensemble sur tout le front. Des mouvements partiels pour des objectifs très limités ont une importance décisive dans la mesure où ils permettent à la classe ouvrière de reconstituer son unité de front, dans la mesure où ils lui permettent de reprendre confiance dans ses forces. Mais pour remplir cette fonction, ces mouvements isolés et limités doivent être **victorieux.** Or les chefs staliniens organisent d'abord des mouvements limités condamnés par avance à l'échec, et les font ensuite culminer périodiquement dans des « grèves générales de démonstration », comme celle du 1er décembre, condamnées à un échec encore plus retentissant. Combinant ainsi des erreurs opportunistes à un aventurisme échevelé, la direction stalinienne continue à faire tout son possible pour gaspiller et détruire le potentiel de combattivité du prolétariat italien, qui est en train de se renouveler après 18 mois de défaites.

Isolée dans une usine et réduite à la simple solidarité financière, l'occupation d'une usine est vouée à un échec certain si la direction n'est pas prête à aller jusqu'au bout. Pour pouvoir aller jusqu'au bout, elle doit agir **selon un plan,** — ce terme étant entendu dans

son sens bolchevik et non dans le sens du projet lamentable appelé « plan de la GIL », acceptable par la bourgeoisie et même par le vieux politicien réactionnaire Nitti. Agir selon un plan signifie : choisir une entreprise-clef menacée de lock-out et dont les matières premières sont de préférence produites en Italie même ; organiser dès son occupation une agitation nationale autour de ce cas (il est caractéristique que toutes les agitations sur les occupations d'usine furent limitées par les dirigeants staliniens au plan régional) ; passer à la production **et à la vente des produits fabriqués** si le patronat refuse de payer les salaires ; organiser cette vente par les coopératives ouvrières et paysannes, selon les besoins de la population ; illustrer grâce à des cas-exemples que la crise de l'industrie italienne est une crise de l'industrie **capitaliste** travaillant **pour le marché,** et que les **besoins** de la population exigent non pas la fermeture d'entreprises mais au contraire un **essor** formidable de la **production ;** organiser un mouvement de solidarité nationale envers les ouvriers de l'usine occupée en passant si nécessaire à la confiscation des matières premières par les ouvriers ou mineurs qui les extraient de la terre, et au transport gratuit des produits finis par les cheminots. **C'est-à-dire placer le patronat devant le fait accompli de la solidarité agissante et active de toute la classe ouvrière s'orientant à travers une série de succès rapides vers la grève générale** pour la réalisation d'un programme clair et précis dont le premier point doit être : **réouverture de toutes les usines fermées et leur remise en marche aux frais de l'Etat, sous contrôle ouvrier. Ce n'est pas aux ouvriers d'une usine en faillite de supporter le poids de la banqueroute capitaliste. L'argent pour renflouer ces industries doit être pris là où il se trouve : dans les coffres-forts des banques et du grand capital !**

Et partant de là, c'est tout le programme de la révolution socialiste qui peut être expliqué simplement et concrètement aux masses à l'aide de revendications transitoires regroupées sous forme d'un **plan ouvrier et paysan,** à réaliser par un gouvernement ouvrier et paysan.

Une telle stratégie évitant à la fois les batailles sans espoir et en ordre dispersé aurait encore ce grand avantage **d'éduquer** les ouvriers sur la signification de leur lutte. Une défaite qui se présente comme une étape vers la réalisation d'un objectif capable de résoudre les problèmes les plus brûlants de la classe peut servir de coup de fouet pour la combattivité des masses. Une défaite qui paraît inutile et n'ouvre aucune perspective est par avance une cause de démoralisation accentuée. C'est pourquoi la tactique criminelle suivie par la direction stalinienne est non seulement responsable des défaites résultant des rapports de forces défavorables à la classe ouvrière, mais encore de la démoralisation provoquée par leur politique insensée.

LA CRISE DU P. C. ITALIEN

Organiser la résistance prolétarienne aux licenciements patronaux ; préparer et déclencher la contre-offensive pour garantir à tous les travailleurs italiens des conditions de vie enfin supportable — ce qui est impossible sans prendre d'assaut quelques-unes des principales citadelles du capital — ce sont des tâches que la direction actuelle inféodée aux intérêts de la bureaucratie du Kremlin, ne veut ni ne peut atteindre. Il faut créer une **nouvelle direction** révolutionnaire dont les premiers éléments se sont formés dans le creuset des expériences négatives des dernières années. Sa formation peut être considérablement accélérée si l'avant-garde révolutionnaire réussit à regrouper et à organiser les militants d'avant-garde qui, sur la base de leur propre expérience, dans les principales régions d'Italie ont déjà rompu ou sont sur le point de rompre avec le P. C. italien.

La crise de celui-ci n'en est encore qu'à une étape initiale. Le C. C. de décembre a indiqué qu'une épuration prochaine débarrassera le parti de nombreux éléments « déviationnistes ». Il est difficile de prédire l'ampleur et la signification réelle que prendront les étapes prochaines de la crise. Mais certaines caractéristiques générales peuvent être avancées dès maintenant. Précisons tout d'abord que la crise actuelle du P. C. a un caractère contradictoire parce qu'elle se présente à un moment où le PC est engagé, du moins verbalement, dans une politique « gauchiste ». Alors que des militants d'avant-garde se détachent sur sa gauche parce qu'ils ont compris que sa politique est contraire aux intérêts ouvriers — et cela explique autant les erreurs opportunistes que les erreurs aventuristes — le PC italien perd sur sa droite une partie considérable de ceux qui l'avaient rejoint sur la base de sa politique « d'unité nationale » et qui condamnent sa phraséologie de classe comme « anti-démocratique ». Ce phénomène est surtout important dans les milieux intellectuels et catholiques. N'oublions pas qu'il existe en Italie de nombreux militants du PC profondément attachés à la religion catholique qui ont été durement frappés par l'excommunication papale (mesure appliquée d'ailleurs avec beaucoup de circonspection). Il suffit de mentionner que le maire communiste de Turin, le plus important centre industriel et prolétarien d'Italie, a marié un de ses enfants à l'Eglise, envoyé un autre enfant à une école re-

ligieuse, et organise aux frais de la municipalité des conférences culturelles tenues par des ministres catholiques du cabinet De Gasperi ! L'opposition de ces milieux-là, qui pèse lourdement sur le parti, ne doit pas être confondue avec l'opposition qui exprime, fut-ce confusément, la révolte de la conscience de classe à l'acrobatie de la tactique stalinienne.

Il faut préciser aussi que la question yougoslave a semé la confusion dans les rangs communistes italiens. Pendant la période de politique d'« unité nationale », le PC italien fit des contorsions particulièrement déplaisantes pour mettre son agitation ultra-chauvine en harmonie avec l'appui sans réserves (qu'il donna du moins publiquement) à la politique « anti-italienne » des Yougoslaves en Istrie et à Trieste. Les dirigeants du parti ne se sentirent vraiment à l'aise qu'au moment où la rupture du Kominform avec Tito leur permit de prendre place dans le chœur de l'agitation chauvine anti-titiste, entonnée depuis longtemps par toute l'opinion publique « officielle » italienne. Mais de nombreux militants qui avaient dû la veille « nager contre le courant » sur cette question particulière, ne purent faire un tournant aussi brusque et restèrent profondément déconcertés. De nombreux cadres staliniens s'étaient également battus en tant que partisans côte à côte avec les partisans yougoslaves durant la guerre. L'organe central du PC, **Unita,** leur explique aujourd'hui que la lutte des partisans en Slovénie était en réalité organisée par la Gestapo, aussi sont-ils lents à accepter cette floraison nouvelle de la sagesse stalinienne. Un certain nombre d'entre eux se sont même opposés ouvertement à la ligne anti-titiste de la direction, et ont accepté d'organiser des voyages en Yougoslavie. D'où leur exclusion pour « trahison politique et liaison avec des éléments provocateurs trotskystes et titistes », formule qu'on retrouve dans presque chaque numéro des principaux organes fédéraux du PC italien.

Enfin, il faut signaler un troisième phénomène caractéristique de la crise du PC : un certain nombre de vieux militants, souvent des fondateurs du mouvement, commencent à se détacher du parti sur la base d'une expérience personnelle, régionalement ou corporativement limitée, après une série d'incidents particuliers qui font déborder la coupe. Deux cas caractéristiques sont celui d'Avico, secrétaire général du syndicat national des ouvriers du pétrole, et de Morelli, ex-maire de l'important centre métallurgiste de Terni. Les cas de corruption personnelle et de petites intrigues malodorantes que ces cadres ont remarqués dans leurs contacts avec les dirigeants nationaux, ont été décisifs pour déterminer leur rupture avec le PC. Ce phénomène se produit en Italie avec un grand retard par comparaison avec la France, l'Allemagne, la Grande-Bretagne ou les Etats-Unis. Par suite de la victoire du fascisme en 1922, l'évolution idéologique de nombreux cadres communistes italiens avait été arrêtée pour 21 ans. Aussi aujourd'hui on trouve parmi les oppositionnels, à côté de jeunes militants qui ont fait une expérience récente du stalinisme, des fondateurs même du parti dont l'expérience du stalinisme dans le **mouvement de masse** n'est également pas antérieure à 1944.

LA CRISE DU SOCIALISME ITALIEN

Contrairement à ce qui s'est passé dans la plupart des pays d'Europe occidentale, la crise grave du stalinisme italien n'a conduit sous aucune forme à un renforcement, même numérique ou électoral, de la social-démocratie. Au contraire, au moment même où la crise du stalinisme commence à éclater publiquement, la social-démocratie italienne traverse elle-même une crise d'une gravité particulière qui se manifeste par l'existence de trois partis socialistes. Et nous ne sommes pas encore au bout du calvaire du socialisme italien...

Cette crise de la social- démocratie italienne se combinant à celle du stalinisme est l'expression d'une évolution fondamentalement **saine** du mouvement ouvrier italien. La combattivité de la classe ouvrière, l'accentuation des contradictions de classe, le désir de clarification idéologique de la part de la jeunesse ouvrière militante, tous ces facteurs rendent impossible un **retour en arrière** des couches les plus avancées qui, en prenant conscience de la trahison du stalinisme ou du réformisme, cherchent une nouvelle voie de regroupement sans rentrer dans un des deux mouvements de mystification de la classe.

La crise de la social-démocratie italienne éclata la première fois en janvier 1947, quand le parti unifié se scinda en deux tronçons. La scission se fit malheureusement non suivant une ligne de démarcation idéologique claire (tendances marxistes révolutionnaires contre tendances réformistes et collaborationnistes), mais « pour ou contre l'unité d'action sans réserves avec le PC ». Le nouveau parti social-démocrate issu de cette scission, le PSLI, regroupa à la fois une partie de la droite réformiste traditionnelle (Saragat, Daragona, Simonini), et une partie de l'extrême-gauche centriste (M. Matteoti, Zagari, Jeunesses Socialistes). Moins d'un an après sa fondation, ce nouveau parti se trouva devant une crise grave quand ses chefs, contre les engagements solennels qu'ils avaient pris, entrèrent dans le gouvernement De Gasperi. La

plupart des éléments centristes capitulèrent devant cet abus de confiance flagrant de la droite réformiste ; seuls les cadres de la Jeunesse socialiste rompirent avec le PSLI à son Congrès de Naples en janvier 1948. Mais la droite ayant perdu tout contact avec la classe ouvrière suivit toujours avec plus de logique sa voie purement petite-bourgeoise. Elle accepta avec enthousiasme le plan Marshall et le pacte Atlantique. Elle organisa la scission syndicale. Elle se prononça pour un « bloc » électoral avec des partis purement bourgeois comme le Parti Républicain (2). La tendance « centre gauche », éternellement balancée entre ses velléités oppositionnelles et sa peur des « responsabilités du pouvoir » dans le parti, expression de son incapacité à formuler concrètement une politique opposée à celle de la droite réformiste, chercha alors son salut dans l'« unification socialiste », c'est-à-dire chercha des alliés hors du parti.

Elle les trouva dans d'autres groupes qui s'étaient séparés du PS après la scission de janvier 1947, à savoir le groupe de Silone **(Union des Socialistes)** sans plate-forme politique précise, mais caractérisé par une certaine renommée d'« honnêteté politique » (marchandise dont la rareté a fait monter le prix) ; et la tendance réformiste dirigée par un vieux renard politicien et affairiste, Romita, qui cette année se sépara du PSI. Le haut patronage du Comisco avait prévu une « véritable » unification social-démocrate englobant tout le PSLI + Silone + Romita. A la dernière minute, la droite du PSLI n'ayant pas obtenu les garanties suffisantes qu'elle contrôlerait le parti « unifié » de la même façon qu'elle contrôle actuellement son propre parti (par une « démocratie » qui mobilise pour le Congrès les voix de milliers de « membres » existant seulement sur le papier) se retira de la combinaison. « L'unification socialiste » a donc simplement été une nouvelle scission, le centre et la gauche du PSLI rejoignant les groupes de Silone et de Romita pour former au Congrès de Florence de décembre 1949 le Parti Socialiste Unifié (3).

Les discours, déclarations de principes et autres manifestations qui définissent le nouveau parti indiquent clairement qu'il n'entend en réalité se différencier en rien du PSLI. Il n'est pas contre la collaboration gouvernementale avec la bourgeoisie, il est seulement en faveur d'une collaboration dans de meilleures conditions (c'est-à-dire qu'il exigera au moins cinq maroquins au lieu des trois maigres dont Saragat se contenta). Il n'est pas contre le pacte Atlantique, il est seulement pour sa transformation (sic) en un « pacte de paix ». Il n'est pas pour la scission syndicale, il explique seulement qu'il faut l'accepter comme un fait... Il est clair que dans ces conditions il n'existe aucun obstacle majeur à une fusion ultérieure entre le PSU et le PSLI, à condition que le parti ainsi « unifié » suive une politique nettement saragatienne. Les malheureux chevaliers errants centristes qui se sentent maintenant aussi dépaysés dans la maison de Silone qu'hier dans celle de Saragat, espèrent ardemment retrouver un climat plus familier dans une maison Saragat, Silone et Co. Détrompons-les. Après une éventuelle fusion, seule une scission leur ouvrira des perspectives nouvelles.

L'autre tronçon de la social-démocratie italienne, le PSI, n'a pas connu des péripéties moins compliquées et déroutantes que celles du PSLI. Il y avait en son sein quatre tendances : une tendance pro-stalinienne dirigée par l'infâme petit agent kominformiste qu'est Pietro Nenni ; une tendance dite de « gauche » dirigée par Lelio Basso, appelé « le petit Lénine d'Italie » (bien que la seule ressemblance entre lui et Vladimir Illitch consiste dans une petite barbiche) qui refuse systématiquement de se différencier de Nenni ; une tendance de droite, purement réformiste, dirigée par Romita, et enfin une tendance dite du « centre », dirigée par d'anciens chefs partisans comme Riccardo Lombardi, venu du Parti d'Action. Cette dernière tendance regroupe à l'intérieur du parti tous les éléments vaguement mécontents de la politique nenniste, mais contrairement à cette base plutôt sans physionomie politique, ses dirigeants venus récemment au marxisme ont fait un effort honnête pour formuler une politique correspondant aux intérêts ouvriers.

La défaite électorale du « Front Démocratique Populaire » du 18 avril 1948 avait surtout été une défaite du PSI. Comme dans tout parti social-démocrate, cette défaite électorale fut le signal d'un changement de direction. Nenni-Basso durent pendant près d'un an laisser le gouvernail aux représentants du « centre ». Mais comme tous les centristes, ceux-ci ne connaissent pas une menace plus grave que d'appliquer leur propre politique. Investis malgré eux de la direction du parti par la masse des membres mécontents, les nouveaux dirigeants s'efforcèrent de se différencier aussi peu que possible de Nenni.

(2) Au Congrès de Naples, Saragat justifia la collaboration gouvernementale par la nécessité de contrôler (!) l'action gouvernementale de la démocratie chrétienne. Au Congrès de Milan, en janvier 1949, il expliqua déjà que cette collaboration s'imposait parce que social-démocratie et démocratie chrétienne sont toutes deux « des partis profondément démocratiques et animés de socialité » !!!

(3) Constatons en passant que la droite du P. S. L. I. « passionnément » attachée à la démocratie formelle a dissous des fédérations entières et agi plus bureaucratiquement que les staliniens n'ont jamais osé le faire en Italie.

Ils n'offrirent aux travailleurs aucune perspective différente de celles de la politique stalinienne de défaite. Ils ne surent endiguer en rien l'effritement du parti. Le Congrès de 1949 vit le départ de Romita et rendit la majorité à Nenni qui conduit le PSI comme un quelconque parti kominformiste. Au CC de décembre, Nenni attaqua le PC yougoslave pour être passé « dans le camp impérialiste » (Nenni lui-même a été un véritable soutien de la première et de la deuxième guerre impérialiste !). Le mécontentement dans le parti est à nouveau grand face à cette politique kominformiste. Et à nouveau, le « centre » ne sait présenter aux membres aucune politique concrète, en dehors d'allusions embarrassées à une décentralisation nécessaire du mouvement ouvrier.

VERS LE PARTI REVOLUTIONNAIRE

Le fait cependant que Riccardo Lombardi et ses amis n'ont pas un seul instant été influencés par la comédie de la prétendue « unification » socialiste, est un signe excellent quant à leur orientation fondamentale. Il leur faut maintenant tirer la conclusion de l'expérience négative faite avec le réformisme, le maximalisme et le stalinisme. Ils doivent trouver le courage de formuler clairement, du moins à eux-mêmes, la perspective de la **construction d'un nouveau parti révolutionnaire** pour le prolétariat italien. Ils doivent surtout se débarrasser de tout complexe d'infériorité envers le stalinisme. Dans le prolétariat italien et **dans leur propre parti** il y a des milliers de travailleurs qui ont compris que le stalinisme est l'antithèse et non pas la continuation du léninisme. Une évolution de leur part dans un sens révolutionnaire et internationaliste, c'est-à-dire dans un sens **léniniste,** les transformerait rapidement en un pôle d'attraction de tout ce qu'il y a de sain dans la gauche social-démocrate, parmi les adhérents de la fraction Basso dans le PSI ainsi que chez les partisans de la gauche du PSU. Ils rendraient ainsi un service considérable à la cause de la construction du parti révolutionnaire italien, à celle de la régénérescence du mouvement ouvrier européen en général.

Mais quelle que soit l'évolution future du « centre » du PSI, les cadres révolutionnaires existant déjà en Italie connaissent leur devoir. Issus pour la plupart des Jeunesses Socialistes, ayant assimilé le programme léniniste dans leur propre expérience d'après-guerre, ces cadres ont rejoint la IVe Internationale et jeté les premières bases pour la construction du parti révolutionnaire. Après avoir regroupé les militants issus de la social-démocratie, leur tâche immédiate est maintenant de regrouper les militants et groupes en rupture avec le PC. Porter le programme bolchévik-léniniste devant les larges masses ; participer à leurs luttes quotidiennes ; permettre aux ouvriers d'avant-garde de faire pratiquement l'expérience d'une direction, fut-elle embryonnaire, différente de la direction stalinienne, tels sont les objectifs que ces cadres chercheront à atteindre dans les mois à venir. Les possibilités de développement offertes par la situation objective sont excellentes. S'ils savent les utiliser, ils pourront donner une impulsion puissante au développement du mouvement révolutionnaire italien et, à travers leurs propres succès qui seront les succès du programme et de l'organisation de la IVe Internationale, ils accélèreront l'évolution progressive des groupes d'opposition, à l'intérieur et à l'extérieur des partis traditionnels, vers le Parti Mondial de la Révolution Socialiste.

15 décembre 1949.

LENZ

Adenauer contre Schumacher

(L'accord sur les démantèlements et la situation en Allemagne occidentale)

L'ACCORD que le chancelier de l'Allemagne occidentale, Konrad Adenauer, vient de conclure avec les Hauts Commissaires Alliés concernant les démantèlements, pose une série de questions politiques importantes qui méritent d'être considérées de plus près.

Il faut tout d'abord constater qu'Adenauer a conclu un accord international de grande portée à l'insu et sans l'accord du Parlement. Quel beau début pour cette jeune « démocratie » allemande ! Pourrait-on, après cet incident, douter qu'Adenauer et ses amis pourront demain, s'il leur convient, prendre des décisions **intérieures** en passant outre à leur propre « légalité » ? Même la presse du principal parti gouvernemental, l'Union chrétienne démocratique (CDU), constate avec gêne qu'il est toujours préférable de conclure des accords internationaux sur la base d'une majorité parlementaire très large. Mais Adenauer qui n'était pas sûr d'obtenir une « majorité très large » préféra agir tout à fait indépendamment du Parlement.

Les apologistes d'Adenauer prétendent que le Chancelier a dû « agir » immédiatement afin d'obtenir l'arrêt des démantèlements ; les résultats des pourparlers sont célébrés comme un « succès » pour le gouvernement fédéral. Mais il y avait et il y a encore un autre moyen d'empêcher le pillage des usines, un moyen qui, bien sûr, effraye un honnête parlementaire jusqu'au plus profond de son être : la large lutte politique des masses laborieuses. Un mouvement gréviste généralisé, déclenché par les syndicats contre le démantèlement des industries vitales, aurait pu rapidement arrêter ces démantèlements. Un tel mouvement eut été possible ; les ouvriers de toutes les entreprises menacées de destruction auraient rencontré dans toute l'Allemagne la sympathie et le soutien actif à une résistance éventuelle de leur part. Si leur mouvement avait été conduit dans l'esprit de la lutte de classe contre leur propre bourgeoisie et dans l'esprit du socialisme, ils auraient pu s'adresser aux travailleurs des puissances occupantes pour obtenir leur soutien dans cette juste lutte. L'autorité des syndicats et du mouvement ouvrier aurait été immensément accrue. Mais l'attitude lâche de la bureaucratie syndicale a empêché qu'ait lieu cette lutte — et ce succès possible ! — contre les démantèlements, et a ainsi ouvert la voie aux marchandages et aux maquignonnages d'Adenauer.

CE QUE REPRESENTE L'ACCORD

En échange de l'arrêt — partiel ! — des démontages, Adenauer a accepté la participation du gouvernement fédéral allemand à « l'Autorité Internationale de la Ruhr », c'est-à-dire la reconnaissance de fait de la souveraineté alliée sur l'industrie lourde allemande. « **En signant le statut de la Ruhr** », écrit l'organe du PC de Bavière, « **Adenauer a accepté d'enlever aux organes économiques allemands... le contrôle sur le charbon, l'acier et le fer** » (1). Ces messieurs du PC allemand ont « oublié » que leur chef, Max Reimann, déclara en février 1947 à Londres : « Nous sommes pour le contrôle international de la Ruhr par les représentants démocratiques (!) des Alliés ». Le PC allemand n'avait aucune objection au « retrait aux organes économiques allemands du contrôle sur le charbon, l'acier et le fer », — à condition, bien entendu, que la bureaucratie soviétique reçoive sa part du butin !

Non moins repoussant que l'hypocrisie « nationale » des staliniens est le commentaire professoral du président de la Fédération Syndicale allemande (DGB), Böckler, sur le statut de la Ruhr, commentaire qui a soulevé un grand enthousiasme dans les milieux gouvernementaux allemands.

« **Le statut de la Ruhr** », écrit Böckler, « **est une réalité économique et juridique dans le développement allemand et européen** ». C'est pourquoi il se sent appelé à le justifier et à le reconnaître ! « Tout ce qui existe est raisonnable », c'est un principe honorable d'un politicien conservateur. Oui, le statut de la Ruhr est une réalité imposée par les exploiteurs impérialistes à l'économie et, en dernière analyse, à la classe ouvrière allemande. Mais, de pareilles « réalités » ne sont pas à « reconnaître » mais à combattre implacablement !

Böckler présente encore un autre argument, repris avidement par les apologistes du chancelier Adenauer : « (Le

(1) Il est piquant de constater qu'au même moment, le PCF brandissait le même accord comme un épouvantail de « renaissance du Reich tout puissant aux portes de la France »...

gouvernement fédéral) pourrait maintenant s'efforcer de développer cette organisation (l'autorité internationale de la Ruhr) **en un organisme de contrôle de toute l'industrie lourde en Europe ».** N'est-ce pas ridicule ? Ils n'ont même pas un mot à dire dans la répartition du charbon **allemand** et de l'acier **allemand** ; par quelle baguette magique espèrent-ils pouvoir « contrôler » l'industrie lourde de toute l'Europe ?

La seconde concession d'Adenauer était son acceptation de la remise de 40 % des capitaux des entreprises dont le démantèlement a été arrêté aux intérêts **français.** Cela se justifierait au nom de la cause de la « sécurité européenne ». Dans quelle mesure ce cartel germano-français monstrueux serait un facteur de « paix », nous en laissons juges tous ceux qui connaissent le rôle politique joué par les cartels internationaux à l'échelle mondiale. Mentionnons simplement le rôle des cartels américains en Amérique latine qui y renversent les gouvernements, organisent des « révolutions » et sont en général un facteur éminent de « pacification ».

Il n'est pas difficile de déterminer les motifs réels des concessions d'Adenauer. Il existe déjà une « tradition Adenauer » dans la politique allemande, car ce dirigeant bourgeois était, au lendemain de la première guerre mondiale, un des chefs du **séparatisme rhénan.** Dans la situation révolutionnaire qui existait à ce moment, les magnats de l'industrie lourde allemande cherchèrent à créer une base de domination un peu plus solide, en s'appuyant fortement sur l'impérialisme français vainqueur. Aujourd'hui, bien que la situation ne soit point révolutionnaire, l'insécurité n'en est moins grande du point de vue bourgeois. La « socialisation » de l'industrie de la Ruhr n'a été évitée que par une décision formelle des autorités militaires d'occupation ! Dans ces conditions, les magnats de l'industrie lourde qui se cachent derrière Adenauer préfèrent s'assurer du soutien de la bourgeoisie internationale en échange de la vente d'une partie de leurs capitaux et de leur acceptation du statut de la Ruhr.

LA POSTFACE PARLEMENTAIRE

L'opposition parlementaire à Bonn a naturellement cherché à exploiter l'attitude arbitraire « illégale » d'Adenauer pour démontrer — elle en a si rarement l'occasion — qu'elle n'est pas seulement « constructive » mais encore une « opposition ». C'est à l'occasion de cette action que le dirigeant social-démocrate Schumacher a laissé échapper l'exclamation sensationnelle adressée à Adenauer : **« Chancelier des Alliés ».** Adenauer exigea des excuses, Schumacher refusa de retirer ses propos et fut exclu du Parlement pour vingt séances. L'exclamation de Schumacher avait dépassé de beaucoup la « limite » oppositionnelle fixée par sa fraction parlementaire. Mais il aurait perdu énormément de prestige s'il avait simplement retiré ces paroles lourdes de sens. Il aurait pu, par contre, appuyer cette exclamation par une sélection de preuves politiques, mais son « opposition » ne pouvait être « constructive » à ce point.

Dans son propre parti Schumacher s'est heurté à la résistance de toute l'aile bureaucratique et ministérialiste, qui a déclenché ouvertement ou non une campagne contre lui. Il s'agit là surtout de carriéristes qui cherchent à revenir au gouvernement grâce à une coalition avec la « gauche » démocrate-chrétienne. Schumacher est habitué à ne tolérer aucune opposition dans son parti ; cette résistance n'aurait pas suffi à le faire changer d'attitude. Mais des événements plus graves se produisirent. La prétendue « action de protestation des masses » déclenchée par le PS fit lamentablement faillite. Dans le centre industriel de Dortmund, 200 membres du PS constituèrent tout le public de la réunion de protestation contre l'exclusion du Parlement du chef de la fraction socialiste !

On ne peut impunément taire la vérité sur le caractère de l'occupation et sur celui de la réaction allemande — et espérer que le prolétariat se lève dès que ses « chefs » donnent un coup de sifflet. Comment les membres du PS peuvent-ils s'orienter politiquement si on ne leur explique pas le caractère de la guerre impérialiste et le caractère de l'occupation impérialiste qui en résulte ; si on introduit une différenciation entre l'occupation « démocratique » et l'occupation russe ? On ne peut s'attendre à ce que le prolétariat rassemble brusquement des énergies suffisantes pour mener une lutte dirigée en réalité contre les autorités d'occupation.

LA « RECONCILIATION »

Le facteur décisif pour amener Schumacher à se « réconcilier » avec Adenauer fut une intervention directe des autorités militaires américaines. La situation intérieure de son propre parti l'imposait de toute façon. Les deux chefs ont publié une déclaration sous forme de communiqué de presse, dans lequel ils confirment réciproquement leurs « intentions honnêtes » et leur bonne foi. Puis, l'on passa à l'ordre du jour. Mais à l'ordre du jour se trouve la nécessité de mobiliser toutes les forces de la classe ouvrière allemande contre les vagues montantes de la réaction. Et les dirigeants sociaux-démocrates se sont, une fois de plus, montrés des obstacles de premier ordre sur la

voie de cette mobilisation.

Aux élections du maire d'Essen, la principale ville industrielle de l'Allemagne occidentale, le PS a reçu son compte pour sa « réconciliation » honteuse avec la réaction. Bien que PS et PC aient décidé de bloquer leurs voix sur le même candidat social-démocrate, ce candidat n'obtint dans Essen-la-rouge **qu'un tiers** des voix du candidat démocrate-chrétien. Mais cette défaite éclatante du PS allemand n'est pas due à un vote des ouvriers d'Essen pour le candidat de la réaction. Non, **Les ouvriers sont restés chez eux : 60 % des électeurs** se sont abstenus aux élections ! Cette démonstration passive, faute d'un candidat pour lequel les ouvriers auraient pu voter, prouve clairement que les prolétaires d'Essen en ont assez d'une direction qui s'effondre chaque fois que se présente une occasion de lutter. Les prolétaires n'ont pas encore trouvé une autre direction plus résolue, mais ils ont clairement montré qu'ils n'ont plus aucune confiance dans ceux qui sont censés ne les représenter officiellement. Tous les militants révolutionnaires allemands ne peuvent voir dans cette démonstration qu'un signal pour regrouper et unir leurs forces afin de construire cette direction que le prolétariat commence à réclamer.

COMMANDEZ-NOUS VOS LIVRES

Nos publications :

L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

MANIFESTE, THESES, RESOLUTIONS

DU 1er CONGRES DE L'I. C. (Mars 1919)

La Brochure : 80 francs.

Les publications yougoslaves, commentées dans ce numéro.

La trahison stalinienne en Grèce

Voici la suite de l'article de nos camarades grecs, dont la première partie fut publiée dans le numéro précédent (8-11) de notre revue. Cet article étant daté de juillet 1949, il ne traite par conséquent pas de la situation toute récente en Grèce, après la capitulation des partisans ordonnée par le Kremlin.

Nos camarades étaient arrivés à la conclusion qu'à la suite du renforcement de la réaction indigène, activement aidée par l'impérialisme américain, et de la dislocation du mouvement des partisans provoquée par toute la politique de sa direction stalinienne, particulièrement depuis le limogeage de Markos et la lutte contre Tito, il n'y avait plus aucune chance sérieuse de victoire pour le mouvement. Prolonger la lutte dans ces conditions était faire le jeu de la bourgeoisie grecque, de l'impérialisme yankee et même de la bureaucratie soviétique. Il fallait IMPOSER la paix dans des conditions qui n'écrasent pas le mouvement ouvrier tant éprouvé de ce petit pays, par une pression simultanée du prolétariat grec et du prolétariat international.

Obéissant aux directives du Kremlin, le P. C. grec vient de décider « de stopper la lutte armée et de diriger la puissance entière du mouvement vers une large lutte politique et économique ; d'organiser un front général de lutte pour la démocratie, l'indépendance, la paix et la démocratisation de la Grèce ». (Compte rendu de la décision du 6e Plénum du C. C. du P. C. G., publié par l'organe du Kominform du 18 octobre 1949.) Ceci consacre en réalité la capitulation sans conditions du mouvement des partisans grecs. Il faut rappeler qu'au début même de 1949, le rapport de Zachariadès au 5e Plénum de janvier du C. C. du P. C. G. était axé sur l'estimation que l'année 1949 serait celle de « la victoire finale ». Le même Zachariadès explique aujourd'hui que cette estimation « correcte » fut bouleversée principalement en raison de « la trahison de la clique de Tito ». « La décision du 5e Plénum, écrit l'organe du Kominform Pour une Paix durable, pour une Démocratie Populaire **(18 novembre 1949), qui disait que 1949 serait l'année de la victoire, était correcte quand la clique de Tito n'avait pas encore ouvertement passé au camp impérialiste et prétendait être un ami du mouvement démocratique grec. »**

La défaite des partisans pèsera naturellement lourdement sur l'évolution prochaine du mouvement ouvrier grec. Elle pèsera davantage sur le parti stalinien grec, qui s'avéra dans les dernières dix années le principal organisateur des défaites auxquelles fut conduit le splendide mouvement révolutionnaire des masses grecques, en lutte pour une existence meilleure.

II

DEPUIS cinq ans, c'est-à-dire depuis la « libération », le cas de la Grèce plus que celui de tout autre pays d'Europe démontre de la façon la plus irréfutable la dégénérescence du régime capitaliste. Dans le cadre de conflits sociaux exaspérés — que le pays n'avait jamais encore connus — au cours des années qui suivirent la « libération » on peut faire les constatations suivantes :

a) Malgré les importants renforts matériels octroyés par l'étranger, la désagrégation de l'économie s'est poursuivie à une cadence accélérée ainsi que la destruction des moyens de production (et avant tout du principal d'entre eux : les masses ouvrières du pays).

b) La misère des masses ouvrières, paysannes et petites bourgeoises est allée croissant.

c) La cupidité et la soif de profits de l'oligarchie capitaliste ont atteint des proportions inouïes.

d) Enfin, de la part de la bourgeoisie indigène et de ses protecteurs, les impérialistes étrangers, un monstrueux régime politique policier et militaire a été imposé aux masses, rivalisant de barbarie avec les plus abjects régimes dictatoriaux de l'histoire.

Les privations, la misère, les souffrances des masses opprimées et exploitées du monde entier, et plus particulièrement de Grèce, démontrent clairement aujourd'hui la colossale duperie de ces fameuses « libertés » au nom desquelles les impérialistes des « démocraties » et leurs alliés staliniens ont entraîné les peuples à la boucherie. Ceux-ci n'ont conquis ni leur « libération du besoin » ni leur « libération de la terreur », ni la « liberté de s'exprimer ». Bien au contraire, le besoin, la terreur, le bâillonnement des masses sont à leur apogée. Tels sont les fruits de la victoire « antifasciste » des impérialistes démocrates et des bureaucrates « soviétiques », obtenue au prix de ruisseaux de sang ouvrier, de souffrances atroces des peuples de la terre, de vastes destructions des moyens de production. Et cela parce que les staliniens ont trahi la révolution socialiste précisément à l'heure où l'histoire appelait les masses opprimées au renversement révolutionnaire de tous les capitalistes, « démocrates » aussi bien que fascistes, et à la suppression de toute exploitation, aussi bien celle des capitalistes que celle de la bureaucratie « soviétique » non moins contre-révolutionnaire et ennemie du socialisme qu'elle n'est « anti-capitaliste ».

C) Dans l'évolution de la situation d'après-guerre en Grèce, on constate que pas moins de 20 gouvernements se sont succédé, depuis celui « d'union nationale » de Papandreou-Zergou au gouvernement de coalition Libéraux-Populistes-Unitaires sous la présidence de Diomidés avec un parlement élu sous le règne de la terreur et d'innombrables falsifications, et représentatif de tout ce que la « direction politique nationale » a de plus barbare et de plus pourri.

Le contrôle de tous les secteurs de la vie économique, politique et sociale du pays par l'impérialisme américain, ainsi que le rôle de l'appareil policier et militaire va croissant.

De même on en est arrivé à la suppression complète des libertés politiques et syndicales les plus fondamentales et des libertés élémentaires du citoyen tandis qu'une terreur inouïe règne dans les villes et les campagnes. Le nombre des emprisonnés et déportés atteint plusieurs dizaines de milliers ; les exécutions des condamnés se poursuivent quotidiennement ainsi que les épurations et les arrestations pour délit d'opinion, les transferts et arrestations de populations entières, le maintien de Macronissos et autres lieux de supplices, etc., etc. Parallèlement, une vague de détournements vertigineux effectués par la jeunesse dorée de la classe possédante a déferlé sur le pays, **tous** les partis bourgeois sans exception sont soudoyés par l'oligarchie plutocratique des Katsambas et des Bodosakis. Des vivres pour une valeur de plusieurs dizaines de milliards de drachmes ont pourri dans les entrepôts et ont dû être jetés à la mer, tandis que des dizaines de milliers d'enfants sous-alimentés meurent de tuberculose, que des dizaines de milliers de chômeurs ont faim, que le salaire ouvrier minimum ne dépasse pas 8.000 drachmes et qu'environ un million de paysans pauvres ayant quitté leur foyer en raison des opérations militaires reçoivent « pour vivre » une allocation de 1.000 drachmes par jour.

L'indice des prix monte tandis que les traitements des fonctionnaires restent stables ou s'y adaptent faiblement. Les impôts écrasent les artisans et les petits commerçants. Le déficit du budget dépassant la somme colossale de un trillion de drachmes menace les masses populaires de charges nouvelles. Toutes les ressources du pays sont consacrées au financement et à la continuation de la guerre civile qui dure déjà depuis trois longues années.

Tous ces faits viennent souligner :

a) la profonde crise économique, politique, financière et sociale qui secoue jusqu'au tréfond un pays embrasé par les récentes luttes de classes gagnées par la réaction capitaliste indigène et l'impérialisme mondial grâce à la politique contre-révolutionnaire des staliniens pendant et après la guerre (aussi bien en Grèce que sur une échelle mondiale). Sans cette politique, cette crise aurait sonné le glas du système capitaliste agonisant ;

b) **la faiblesse interne extrême** de la classe dominante et la haine comprimée des masses contre son régime ;

c) les possibilités objectives qui **existent encore** d'une solution révolutionnaire de la crise à la **condition préalable** indispensable d'un regroupement, d'une réorganisation et du relèvement du mouvement ouvrier sous une nouvelle direction anti-bureaucratique. L'enfer grec dans lequel agonisent les masses ouvrières, paysannes et petites bourgeoises opprimées est le résultat de deux faits fondamentaux de notre époque (analysés déjà par la IV^e^ Internationale), à savoir l'agonie mortelle du capitalisme et la crise de la direction du mouvement ouvrier due à la trahison stalinienne.

D) Toutes les évolutions récentes du pays semblent s'axer autour de la guerre civile à la campagne et de son issue victorieuse. Après avoir sapé les bases du mouvement ouvrier dans les villes et complètement désorganisé celui-ci, le stalinisme a cultivé l'illusion que la solution du problème social serait réalisée par la victoire de la guerre des partisans. D'autre part c'est soi-disant pour

« détruire le banditisme » que la bourgeoisie a imposé aux masses un régime de terreur et de violence sans précédent, supprimant les libertés les plus élémentaires et imposant une exploitation économique de type colonial. Et c'est pour « renforcer le pouvoir légal » (issu des élections truquées du 31 mars), « contre la guerre des partisans fomentée par l'étranger », que les impérialistes proclament qu'ils sont intervenus efficacement en Grèce. Par ailleurs, c'est pour « soutenir le peuple démocratique contre les tyrans vendus aux étrangers » qu'a timidement été justifiée l'aide minime octroyée jusqu'à présent par les différentes « démocraties populaires » satellites de la bureaucratie « soviétique ».

Que se cache-t-il derrière tout cela ?

De la part de la réaction capitaliste qui a fomenté et **imposé** la guerre civile ; une tentative de briser la lutte des ouvriers, des paysans et des petits bourgeois, de les plier à un régime d'oppression et d'exploitation économique sans précédent, de détruire en la liquidant physiquement leur avant-garde militante, d'épurer et de renforcer l'appareil d'Etat et tout particulièrement d'équiper, selon la technique moderne, une armée de plusieurs centaines de milliers d'hommes afin de l'utiliser à la première occasion pour réaliser ses visées impérialistes secrètes.

L'impérialisme américain qui aide effectivement la bourgeoisie grecque dans la conduite de la guerre a pour buts : la destruction d'un mouvement de masse anti-capitaliste, anti-impérialiste et pro-soviétique, la soumission économique et politique totale d'un pays de grande importance stratégique, sa transformation en un bastion anti-soviétique dans les Balkans.

Enfin la bureaucratie « soviétique » qui **exploite** pour son propre compte la guerre des partisans et sous l'ordre de laquelle se trouvent aussi bien les gouvernements des « démocraties populaires » balkaniques (à l'exception de Tito) que la direction du P. C. grec et le gouvernement bureaucratique fictif des montagnes utilise l'indignation des masses et la résistance des militants contre l'offensive de la réaction pour affaiblir l'impérialisme américain, et le gouvernement d'Athènes et pour faire passer le pays dans la sphère d'influence soviétique par la victoire de la guerre des partisans. Mais, cette victoire devenant impossible sans risquer des complications plus générales, des buts plus modestes ont été poursuivis dès le début de 1949 : la séparation d'une partie de la Macédoine en vue de la création d'un « Etat macédonien unifié et indépendant » du type des « démocraties populaires » (parallèlement la bureaucratie soviétique n'a cessé de soutenir les visées bulgares relatives à un accès sur la mer Egée). Et dernièrement, cette revendication elle-même ne semblant pas réalisable, la bureaucratie séviétique s'est montrée disposée à liquider la guerre des partisans pour des concessions que les Américains pourraient faire dans d'autres secteurs.

Ainsi s'entrecroise l'antagonisme international U. R. S. S.-Amérique sur l'arène sanglante de la Grèce où « la guerre civile » des montagnes se poursuit toujours.

E) Etant donné le rapport de forces dans le pays (baisse continuelle du mouvement ouvrier dans les villes, absence de soulèvement de larges masses paysannes dans les campagnes, faiblesse interne du capitalisme grec, bien qu'effectivement soutenu par l'impérialisme américain), la guerre civile non seulement ne pourra pas bénéficier d'un mouvement anti-capitaliste plus ample des masses ouvrières et paysannes, ni se débarrasser de sa direction stalinienne, ni se réorganiser démocratiquement, ni trouver une orientation de classe, ni se lier au mouvement révolutionnaire. Sans renforts importants de l'intérieur et de l'extérieur (pratiquement elle a été abandonnée par l'U. R. S. S. et les « démocraties populaires » balkaniques), sans aucune trace de démocratie, sous un régime de terreur imposé par la bureaucratie stalinienne (interdiction de toute critique, même dans les sphères dirigeantes de la bureaucratie : épuration Markos-Chrysa), avec une politique ayant créé la plus grande confusion dans ses rangs (décisions du 5e Plenum du C. C. grec, du 2e Plenum du C. C. du M. O. F.), elle a subi des revers sanplants tant au Péloponnèse qu'en Roumélie et ailleurs, revers que n'ont pu éviter ni l'héroïsme désespéré des Andartes, ni l'absence d'ardeur guerrière des soldats de l'armée gouvernementale pressés de rentrer chez eux.

C'est à cette phase de dramatique désagrégation du mouvement des partisans que correspondent les récentes propositions du gouvernement des montagnes et les prises de contact de la bureaucratie soviétique en vue de terminer la guerre civile par un compromis. Mais ni le gouvernement d'Athènes ni les impérialistes américains ne se montrent disposés à accepter ces propositions. Ils veulent **continuer** coûte que coûte cette guerre civile qu'eux-mêmes ont imposée aux masses pour les raisons suivantes : a) liquider jusqu'au dernier, si possible, les militants qui, traqués après décembre, ont été obligés de défendre les armes à la main leur vie et leur liberté ; b) maintenir, sous le prétexte de la « guerre contre le banditisme », les masses prolétariennes des villes sous le joug d'une exploitation et d'une terreur sans précédent ; c) conserver une armée bien équipée de plusieurs centaines de milliers d'hommes, les corps militaires et les missions militaires étrangers comme une menace braquée au flanc sud des « démocraties populaires », visant toujours

à une pénétration économique et politique de l'impérialisme dans ces pays ; d) convertir la Grèce, dont l'importance stratégique est connue, en un bastion anti-soviétique.

Tout au contraire, la fin de la guerre et la pacification du pays sont aujourd'hui d'un intérêt vital et sont un devoir de classe pour le prolétariat et les autres exploités qui sont actuellement incapables de terminer la guerre des partisans par une offensive anticapitaliste et une victoire de la Révolution socialiste. Une hypothétique victoire, dans les conditions présentes, sous la direction stalinienne et avec l'intervention armée des pays du glacis soviétique, constituerait un pas en avant vers la guerre et instaurerait de toute façon dans le pays un régime d'oppression et d'exploitation des masses par tout un appareil inféodé à la bureaucratie soviétique, ce serait une « solution » servant les intérêts de l'U. R. S. S. aux dépens des masses et non la révolution socialiste. Ce n'est pas par hasard qu'actuellement chaque ouvrier, chaque paysan pauvre, chaque petit bourgeois ruiné, chaque ménagère pauvre, chaque sinistré « victime des Andartes » selon la propagande réactionnaire, chaque soldat aspire à une cessation immédiate de la boucherie, à une fin de la guerre, à la démobilisation, au retour aux villages et aux champs, à la suppression des mesures exceptionnelles, aux libertés politiques syndicales, à une amnistie générale pour les emprisonnés, déportés et Andartes, à un niveau de vie plus humain. Ainsi la **cessation de la boucherie et la pacification du pays deviennent une revendication anti-capitaliste et anti-impérialiste** des masses, des mobilisés et des civils, des ouvriers, des paysans pauvres et des petits bourgeois ; une revendication qui peut être imposée **malgré et contre** la volonté de l'oligarchie capitaliste et des impérialistes étrangers, par la mobilisation de larges masses à l'intérieur du pays et par la pression du prolétariat mondial, et surtout des ouvriers américains et anglais sur leurs gouvernements impérialistes respectifs.

F) La politique stalinienne place ses espoirs sur un compromis dans les pourparlers des « Grands » et dans les conversations diplomatiques des « pacificateurs » de l'O. N. U. Cette politique qui découle de la nature même du stalinisme est une politique de tromperie. Il n'y a en réalité pas de possibilité de conciliation car la réaction victorieuse veut la continuation de la guerre jusqu'à la destruction totale des Andartes, ou, ce qui revient au même, leur reddition sans conditions. La pacification du pays (qui constituerait une victoire anti-capitaliste du prolétariat et des autres exploités plutôt qu'un « compromis ») peut être imposée par la pression et l'action des masses dans le pays et à l'étranger. Il est indubitable qu'une déclaration de la diplomatie soviétique et des gouvernements balkaniques affirmant qu'ils respecteraient « l'indépendance » et « l'intégrité territoriale » de la Grèce et une déclaration correspondante de la diplomatie américaine et du gouvernement grec d'Athènes affirmant qu'ils respecteraient « l'indépendance » et « l'intégrité territoriale » des pays balkaniques (Albanie, Bulgarie, Yougoslavie) atténueraient la tension internationale sur la question grecque. Mais ce qui garantirait vraiment la fin de la guerre et la pacification du pays, c'est la conquête des libertés démocratiques, politiques et syndicales (de parole et de presse, etc.) pour les individus, les partis et les masses ; la suppression de toutes les mesures exceptionnelles et la fin des interventions de l'Etat dans les affaires des syndicats ; une amnistie générale et la libération immédiate des emprisonnés et déportés pour leur action syndicale, politique et de guerillas ; la démission du gouvernement actuel de guerre civile et la proclamation d'élections ; la démobilisation des réservistes et le départ des unités et des missions militaires étrangères ; le retour des victimes de guerre à leurs villages et la distribution des vivres qui pourrissent dans les entrepôts d'Etat, par des Comités populaires de contrôle élus par des assemblées populaires ; l'augmentation des traitements et des salaires en rapport avec le coût de la vie et l'égalisation du salaire des femmes à celui des hommes ; le contrôle de la réalisation des revendications ci-dessus devant être exercé par des comités ouvriers de l'étranger composés de représentants de toutes les tendances du mouvement ouvrier et élus par des assemblées de travailleurs de tous les centres industriels importants d'Europe, d'Amérique et d'U. R. S. S. C'est ainsi seulement que les Andartes (qui eux aussi désirent la paix mais sont **obligés** de combattre) pourraient avoir assez de confiance pour rentrer dans leurs villes et leurs villages, à leurs foyers, et reprendre leurs occupations auprès de leurs frères de classe, sûrs d'être à l'abri du couteau des fascistes ou des mandats d'arrêt des gendarmes. C'est seulement ainsi que le mouvement ouvrier politique et syndical pourrait se réorganiser et être propulsé afin de remplir sa mission historique. C'est ainsi seulement que les masses pourraient confronter leurs expériences, isoler les cliques bureaucratiques (qui travaillent l'une pour la bourgeoisie indigène et l'impérialisme étranger et l'autre pour la bureaucratie soviétique et qui les ont plusieurs fois trahies) et faire sortir de leurs propres rangs une nouvelle direction révolutionnaire loyale et anti-bureaucratique.

Mener une propagande quotidienne opiniâtre en faveur de cette politique dans les villes et les villages, démasquer devant les masses les responsables de la guerre civile de décembre et d'après décembre qui sont ceux mêmes qui dé-

sirent aujourd'hui aussi sa continuation, dévoiler la duperie réactionnaire de la propagande gouvernementale invitant les Andartes à déposer les armes les premiers, ce qui serait se livrer sans défense à la fureur de la réaction capitaliste gouvernementale ou para-gouvernementale, organiser la propagande défaitiste chez les soldats de l'armée gouvernementale qui, de tout cœur, désirent la fin de la guerre et le retour à leur foyer, les inciter à suivre l'exemple de la 567e compagnie (qui tout entière refusa de se battre et demanda la paix) et à fraterniser avec les Andartes ; mener une propagande anti-bureaucratique parmi les Andartes pour les exhorter à désavouer leur direction bureaucratique et à former des comités démocratiquement élus — telles sont les tâches lourdes et difficiles qui incombent à l'avant-garde révolutionnaire.

G) Ce serait — répétons-le — une dangereuse illusion de croire qu'après sa victoire militaire sur les « rebelles » le gouvernement de la réaction capitaliste et l'impérialisme américain, son allié, accorderaient volontiers et de plein gré des libertés politiques et syndicales aux masses et procéderaient à des « élections libres ». Pas le moins du monde. Incapables de faire la moindre concession économique susceptible d'améliorer un peu le niveau de vie des masses, l'oligarchie capitaliste et l'impérialisme américain derrière elle sont obligés d'étouffer les libertés les plus élémentaires qui permettraient aux masses de défendre leurs intérêts de classe et leurs revendications économiques contre le capital. Chacune de ces luttes des masses, s'amplifiant et s'exaspérant, ferait courir un danger mortel au régime de domination politique sur le terrain social, saturé de sang. C'est pour cela que la bourgeoisie projette de conserver coûte que coûte le régime actuel de dictature sanglante revêtu de l'habit maculé et usé jusqu'à la corde du parlementarisme dont elle se passerait volontiers s'il ne servait à duper les larges masses ouvrières en Angleterre et en Amérique au moyen de leurs gouvernements respectifs. C'est pour cela que les libertés politiques et syndicales, l'amnistie générale, la pacification du pays et les autres revendications du programme de classe ci-dessus ne seront jamais accordées par la classe dominante (même au cas hypothétique d'une solution générale des antagonismes internationaux) mais doivent être conquises par les masses exploitées du pays avec le soutien effectif de la solidarité prolétarienne mondiale et doivent être arrachées à la réaction. Ainsi même les élections qui doivent avoir lieu et dont le système est actuellement discuté ne sauraient dans les conditions présentes être autre chose que des élections de terreur, de duperie, de falsifications et de violence, pareilles à celles du 31 mars 1946. Seule une lutte anti-capitaliste des masses inexorable et dépourvue d'illusions, qui débutera par les revendications les plus immédiates pour s'élever dans sa marche ascendante jusqu'à son but historique, sous une nouvelle direction de classe, éclairée, loyale et anti-bureaucratique peut réduire à néant ces projets de la réaction.

Cependant cette lutte ne peut se borner aux revendications économiques immédiates des ouvriers et des fonctionnaires (adaptation des salaires au coût de la vie, égalisation du salaire des femmes à celui des hommes, etc.), elle doit comprendre les mots d'ordre fondamentaux suivants d'un programme politique immédiat de lutte :

Libertés politiques et syndicales pour les individus, les partis, les masses.

Amnistie générale aux prisonniers, aux déportés et aux Andartes.

Fin immédiate de la guerre civile. Pacification du pays par l'action des masses, avec garantie des libertés démocratiques et sous contrôle ouvrier international.

Les victimes de guerre à leurs champs, les soldats à leurs foyers.

Départ des missions et des unités militaires étrangères.

A bas le gouvernement de la guerre civile. Elections proportionnelles avec plein droit de vote pour les femmes et pour les hommes sans limitation ni discrimination.

A bas la politique stalinienne et la bureaucratie stalinienne, principales responsables de la défaite du mouvement des masses.

A bas l'intervention étrangère dans le pays, qui étrangle le mouvement des masses et la politique expansionniste soviétique qui le trahit et le soumet aux buts contre-révolutionnaires d'une bureaucratie privilégiée absolutiste — responsable tous deux d'une guerre funeste.

Juillet 1949.

S. MUNIR

Le Moyen-Orient depuis la guerre de Palestine

RECUL DU MOUVEMENT OUVRIER

Il serait vain de nier que la période comprise entre mai 1948 et mai 1949 a été une période de stagnation du mouvement ouvrier dans l'Orient arabe, sauf peut-être pour quelques pays à la périphérie des Etats arabes, comme le Soudan (où sont nés quelques syndicats puissants qui ont pris part à la lutte politique du mouvement antiimpérialiste soudanais) ou Chypre (qui avait peu de liens avec les pays arabes et moins encore avec la guerre palestinienne). Cette stagnation était évidemment naturelle en présence de la création d'Israël, de la guerre et de l'atmosphère chauvine due à celle-ci. Cependant la classe ouvrière arabe au Moyen-Orient n'a pas été vaincue dans une lutte décisive, et par conséquent elle est capable de tirer les leçons des événements de l'an dernier.

Mais des changements comparables à une grande défaite de la classe ouvrière se sont produits dans un endroit du Moyen-Orient, en Palestine même. La fuite massive des Arabes de Haïfa, centre de la classe ouvrière palestinienne (raffineries de pétrole, ateliers de chemins de fer...), de Jaffa et du reste de la plaine côtière entraîne l'annihilation complète de la classe ouvrière arabe de Palestine (ainsi que, soit dit en passant, l'annihilation de tout le développement capitaliste progressif de parties de la société arabe de Palestine). La coopération des ouvriers arabes et juifs à Haïfa dans les grandes grèves d'ouvriers et d'employés d'Etat au printemps de 1946 ou dans la grève des raffineries de pétrole au début de 1947 avait une importance dépassant le cadre local. La barrière entre ouvriers arabes et juifs qui avait été construite par l'impérialisme, le sionisme et la réaction arabe et qui avait été rompue à diverses reprises — par exemple au cour des grèves mentionnées ci-dessus — a maintenant été renforcée par des frontières politiques entre Etats belligérants ou du moins rivaux, éliminant un contact physique entre ouvriers arabes et juifs.

Dans les autres pays du Moyen-Orient, la guerre de Palestine a laissé des traces. En Egypte le mouvement ouvrier n'est jamais revenu au point culminant de février 1946 lorsque, pendant quelques jours, le Comité des Ouvriers et des Etudiants était maître des rues du Caire et d'Alexandrie. Cependant il allait y avoir encore de nouvelles grandes luttes, des grèves. En septembre 1947, par exemple, une grève éclata à l'usine de textile de Mehella-al-Kubra où sont employés environ 30.000 travailleurs. La grève aboutit à des conflits armés avec la police. Le 5 avril 1948, c'est la police elle-même qui se mit en grève pour revendiquer de meilleures conditions de travail. Dans la grève d'Alexandrie, des milliers de travailleurs abandonnèrent les usines et organisèrent une énorme démonstration qui fut accompagnée par les policiers en grève dont une partie était armée. Il fallut deux jours à l'armée égyptienne pour parvenir à rétablir l'ordre après que la loi martiale eut été proclamée. Il faut souligner que cette grève n'était que le point culminant de toute une série de grèves et de conflits dans les compagnies pétrolières, les usines de textile, les sucreries et les compagnies de transport (dont le Canal de Suez) qui éclatèrent en mars et en avril 1948.

Mais un mois plus tard, en mai 1948, commença l'invasion de la Palestine et l'état de siège fut proclamé. Une nouvelle offensive fut déclenchée contre toute activité indépendante des syndicats, des arrestations de travailleurs et d'intellectuels de gauche furent opérées. De vastes camps de concentration furent établis pour tous ceux qui étaient catalogués communistes, l'un de ces camps étant fixé à al-Tor, un lieu d'exil pour les criminels renommé pour sa mortalité élevée ! Ainsi la guerre palestinienne entraîna un ralentissement de l'activité ouvrière politique et syndicale en raison de la répression policière et de l'état de siège qui fut maintenu en mai 1949 pour toute une année après la cessation des hostilités. En outre, le gouvernement et les classes dirigeantes égyptiennes, qui ont toujours tenté de convaincre les masses égyptiennes que le communisme est un mouvement de minorités non-égyptiennes vivant en Egypte, s'efforcent maintenant de relier celui-ci à l'espionnage israëlien et sioniste.

Cependant en Egypte, à la différence de certains autres pays, les efforts pour tourner l'attention des masses sur la guerre palestinienne et le danger sio-

(*) Voir le début de cette étude dans notre numéro d'octobre-novembre 1949.

niste ont échoué dans une grande mesure. Si heureux que ce soit pour les futures luttes de la classe ouvrière égyptienne, cela provenait en partie d'une certaine apathie de la part des travailleurs organisés en Egypte à l'égard du mouvement ouvrier des autres pays arabes par suite de l'incapacité des dirigeants syndicaux staliniens à coordonner l'organisation et les luttes des travailleurs organisés dans tout le Moyen-Orient.

La croisade contre la classe ouvrière et le mouvement ouvrier déferla sur la Syrie et l'Irak Tous les syndicats qui n'étaient pas liés au gouvernement furent brutalement interdits et nombre de leurs dirigeants arrêtés. Deux semaines après la résolution de l'O. N. U. divisant la Palestine, le P. C. de Syrie était mis hors la loi. En Irak, une série de dirigeants et de membres de l'organisation stalinienne illégale fut exécutée. Même au Liban où les communistes disposaient d'une liberté plus grande, Mustafa al-Aris, l'un de leurs dirigeants et le représentant des syndicats du Moyen-Orient à la F. S. M., fut arrêté le 19 novembre 1948.

Mais tandis que l'activité de la classe ouvrière égyptienne ne connut qu'une certaine stagnation en raison de la répression policière, le mouvement ouvrier de Syrie et d'Irak a subi une défaite morale considérable. Une des principales raisons en fut l'appui que la bureaucratie soviétique donna à la partition de la Palestine par l'O. N. U. Les classes dirigeantes syriennes ont réussi à inciter ceux qui, le 1er décembre 1947, manifestaient contre la partition à attaquer le siège stalinien à Damas. Les staliniens syriens et irakiens qui avaient toujours été d'ardents adversaires de la partition, la reliant à juste titre au plan impérialiste d'asservissement du Moyen-Orient (soulignant le fait que la partition concordait avec le plan d'une Grande Syrie) du jour au lendemain cessèrent toute opposition en raison de la position des Russes et firent un de leurs fameux tournants à 180°. Quelques années auparavant, les staliniens avaient été occupés à former des comités communs avec des partis féodaux et chauvins en Irak, en Syrie et en Palestine pour combattre la partition et le sionisme. Les gouvernements réactionnaires de Syrie et d'Irak n'eurent donc pas de mal à identifier le communisme au sionisme aux yeux des masses, ce qui ajouta une défaite morale à la répression policière. Le stalinisme fut abandonné par plusieurs de ses principaux dirigeants en Syrie, au Liban, en Irak et dans les parties arabes de la Palestine, ceux-ci passant au camp de la réaction.

En outre, en Syrie et en Irak, les agents féodaux de l'impérialisme dans une certaine mesure parvinrent à infecter de leur poison chauvin les masses politiquement conscientes des villes. Par exemples les manifestations de Bagdad qui dénoncèrent la rentrée des politiciens probritanniques dans le cabinet irakien n'exprimèrent aucune opposition à l'aventure palestinienne de l'armée irakienne, au contraire elles demandèrent la poursuite de la guerre contre les Juifs. Ce courant chauvin fut fortifié par le fait que, contrairement à l'armée égyptienne, ni l'armée syrienne ni l'armée irakienne ne subirent de grandes défaites sur le champ de bataille palestinien. Aussi les mouvements ouvriers de Syrie et d'Irak pourront se montrer plus difficile et plus pénible à relever que celui d'Egypte.

FAILLITE TOTALE DE LA POLITIQUE STALINIENNE

Les événements des deux dernières années au Moyen-Orient, le sort des partis staliniens dans cette partie du monde, et le tournant politique de ces partis qui se produisit après que la Russie eut changé son attitude dans la politique du Moyen-Orient, ne font que prouver trop clairement la faillite totale du programme stalinien développé pendant plus d'une décade et demie dans les pays arabes. Conformément à leur politique mondiale, les staliniens se sont abstenus dans le Moyen-Orient de toute politique ouvrière indépendante, ils ont flatté les leaders nationalistes féodaux et bourgeois, ont tenté de former avec ceux-ci des « fronts populaires » et ont prêché « l'unité nationale ». On pourrait remplir un livre d'exemples de la manière dont les staliniens arabes ont omis le socialisme de leur programme, dont ils ont même renoncé à la revendication du partage des propriétés féodales, dont ils se sont opposés aux grèves dans les « établissements nationaux » et dont « l'unité nationale » est devenue leur but principal. Nous nous limiterons à l'attitude des staliniens arabes envers les deux forces qui eurent le rôle principal dans l'Orient arabe dans la réalisation du plan impérialiste d'incitation à la guerre palestinienne : les dirigeants des Arabes de Palestine et la Ligue arabe.

Les staliniens arabes de Palestine avaient pour ligne politique fondamentale d'amener la direction féodale réactionnaire des Arabes de Palestine à une alliance « d'unité nationale » avec l'organisation stalinienne, la « Ligue pour la libération nationale ». En même temps les staliniens juifs conservaient leur propre organisation distincte, le « P. C. de Palestine », (avec la bannière bleue et blanche du sionisme) Lorsque le parti du Mufti, le soi-disant « parti arabe », reprit officiellement son activité après la guerre, le secrétaire de la « Ligue » stalinienne lui adressa le télégramme suivant : « **La LIGUE POUR LA LIBERATION NATIONALE de Palestine vous envoie ses félicitations pour la décision de votre parti national de reprendre son activité et nous pensons**

que cette décision nous aidera tous à unir nos efforts pour servir notre chère patrie. » (al-Ittihad, n° 1).

Mais, pour ne pas être injuste à leur égard, nous devons rapporter que les staliniens ont soutenu d'autres gens que le plus réactionnaire représentant des intérêts féodaux en Palestine, le parti du Mufti. Quand Mussa-al-Alami — qui, plus tard, devint le dirigeant d'une opposition quelque peu urbaine au parti du Mufti — fut nommé représentant des Arabes palestiniens aux pourparlers pour la formation de la ligue arabe, l'organe stalinien écrivit : « **Le peuple arabe en Palestine voit dans l'élection de Mussa al-Alami comme représentant à ces pourparlers un premier pas, et un grand pas dans la direction de l'unité nationale en Palestine.** » (al-Ittihad, n° 1). Aujourd'hui al-Alami est le porte-parole de l'Angleterre et du roi Abdullah.

L'attitude stalinienne envers la Ligue arabe ne fut guère meilleure. Après sa formation, les staliniens égyptiens écrivirent dans leur journal **al-Fagr al-Gadid** (16 mai 1945) :

« La Ligue arabe... constitue un soutien de la tendance mondiale dominante de cette époque, la lutte contre l'impérialisme fasciste... La Ligue arabe ne restreint pas les droits nationaux souverains de ses membres. Elle garantit ces droits, les renforce et les défend contre toute violation. Bien plus, elle œuvre à la réalisation des droits nationaux des nations qui en sont membres et les remplit d'espoirs, de liberté et d'indépendance. Il n'y a pas de doute que la Ligue arabe réussira à atteindre ce but aussi longtemps que sa politique restera basée sur une liaison de la cause nationale arabe à la situation générale internationale et aussi longtemps qu'elle croira que l'histoire tend énergiquement au renforcement des libertés des peuples et de leurs droits nationaux... »

Avec cette politique, il n'y a pas de doute que les staliniens du Moyen-Orient contribuèrent à renforcer le prestige des leaders arabes chargés de réaliser le plan impérialiste de guerre raciale et d'écrasement de la classe ouvrière dans le Moyen-Orient.

Les staliniens arabes s'alignèrent immédiatement sur le changement de la politique étrangère russe. Un tract publié au début d'avril 1949 et signé des partis staliniens de plusieurs pays du Moyen-Orient déclarait : « La guerre palestinienne a prouvé de façon indiscutable que la Ligue arabe n'est qu'un instrument aux mains de l'impérialisme, un antre d'intrigues et de trahisons contre les peuples arabes. » Il semble que la Ligue arabe ait surtout trahi les illusions staliniennes. Mais le même tract parle encore d' « unité nationale » et de « front populaire », bien qu'on n'y ait pas encore désigné le nouveau partenaire destiné à trahir les nouvelles illusions.

Sur l'arène palestinienne le tournant fut même plus accusé. Les mêmes staliniens arabes qui avaient salué le parti du Mufti et Mussa al-Alami ont maintenant — dans l'Etat d'Israël — fusionné avec le parti stalinien juif et rejoint les staliniens juifs dans leurs louanges pour la création de cet Etat. Leur programme commun pour les élections au Parlement juif commençait par les mots : « De l'interdiction nous sommes passés à la liberté ! » Il ne manquait qu'une répudiation de leur politique antérieure. Mais on y obvia rapidement dans une brochure en arabe publiée en septembre 1948 sous le titre : « **Pourquoi nous devons combattre pour un Etat arabe en Palestine** » (conformément à la résolution des Nations Unies sur la partition).

« Nous-même partageons la responsabilité (de la catastrophe de la société arabe en Palestine) à cause de la faute commise dans notre politique d'unité nationale. Notre revendication d'une unité nationale totale, y compris la direction du mouvement national avec des éléments nationaux sincères, était en réalité une couverture pour la trahison de cette direction. Notre devoir aurait dû être de démasquer le véritable caractère de celle-ci devant les masses, d'une manière explicite et courageuse afin de l'empêcher de diriger le peuple et de poursuivre ses abominables crimes. »

Combien juste, mais combien tard. Cependant l'ancien amour n'était terminé que pour en commencer un nouveau — dont on peut déjà discerner les signes. Quand l'armée d'Israël s'empara du village égyptien d'Abu-Ageila en décembre 1948, elle trouva un camp de concentration égyptien plein de staliniens arabes de Hebron, Gaza et autres lieux qui avaient été occupés par l'armée égyptienne. Bien qu'ils aient été internés pour leur opposition à la guerre, ils n'ont pas été libérés mais transférés immédiatement dans un camp de concentration israëlien où ils sont restés internés jusqu'à ce jour.

ET MAINTENANT ?

Comme nous l'avons vu, la guerre palestinienne a fait un pas de plus dans la balkanisation du Moyen-Orient. L'impérialisme anglo-américain est parvenu à créer une situation dans laquelle il est capable de traiter séparément avec chaque Etat de la façon la plus commode pour la réalisation de ses plans économiques et politiques. La guerre a fourni l'occasion de réprimer la classe ouvrière dans l'Orient arabe, et la politique stalinienne a eu sa part dans la démoralisation du mouvement ouvrier. La question est maintenant de savoir quelles sont les perspectives de la classe ouvrière du Moyen-Orient pour le proche avenir.

Comme tout processus historique, les

récents développements dans le Moyen-Orient ne manqueront pas d'avoir des effets dialectiquement opposés. Le rétablissement après la guerre des liaisons du Moyen-Orient avec l'Amérique et l'Europe a provoqué une grave crise dans les industries indigènes qui s'étaient développées pendant la guerre. La Syrie a souffert d'un chômage grave et l'industrie égyptienne, notamment le textile, menacée par l'absence de marché intérieur, ressent la nécessité d'exporter et de concurrencer les produits étrangers.

Toutefois les plus fortes concentrations ouvrières sur cette partie du globe ont toujours été effectuées par des capitaux étrangers. Les nouveaux investissements de capitaux étrangers, notamment de capitaux américains (pétrole, plans de développement, etc.) entraîneront de nouvelles grandes concentrations d'ouvriers et d'organisations ouvrières. En outre, ces investissements et ces plans s'effectuant sur l'échelle du Moyen-Orient, la classe ouvrière arabe sera confrontée par l'urgente nécessité de coordonner ses luttes des différents pays de l'Orient arabe. Il y a lieu de noter que la seule grève dans ces pays qui dépassa les frontières fixées par l'impérialisme, se produisit à l'**Iraq Petroleum Co,** qui opère sur tout le Moyen-Orient.

En même temps, les difficultés des pays du Moyen-Orient à s'approvisionner et à trouver des marchés feront connaître les souffrances extrêmes que les masses du Moyen-Orient subissent en raison des divisions introduites par l'impérialisme. Il va sans dire qu'en cas de nouvelle crise économique mondiale, ces souffrances se transformeront en une catastrophe pour les masses du Moyen-Orient.

Politiquement, la guerre palestinienne n'aura pas que les conséquences immédiates décrites ci-dessus. Il est bien vrai que le chauvinisme a été nourri, qu'un état de tension permanente a été créé, que le Moyen-Orient est plus divisé qu'il ne l'a jamais été. Mais la guerre palestinienne a aussi prouvé une chose, à savoir la dépendance totale de la bourgeoisie et des chefs féodaux du Moyen-Orient envers l'impérialisme, leur impuissance à diriger même la moindre lutte contre l'impérialisme et leur incapacité totale à surmonter le particularisme et l'esprit de clocher. Bien plus, la défaite militaire et la responsabilité de la création d'un demi-million de réfugiés arabes (responsabilité partagée bien entendu par l'impérialisme britannique et les massacres sionistes, comme à Deir Yassin, Lyddâ, Galilée et autres lieux) ont, dans une grande mesure, miné le prestige et l'influence politique de la direction féodale et bourgeoise arabe.

Mais cela ne signifie pas une radicalisation automatique des masses arabes. Tant qu'il n'y aura pas une direction communiste révolutionnaire capable de diriger les désillusions des masses sur des voies de classe progressives, des fanatiques religieux ou des « héros » militaires les tourneront vers la haine raciale et des émeutes communalistes, en entraînant la petite bourgeoisie urbaine et le lumpenproletariat des énormes taudis du Caire, d'Alexandrie, d'Alep, de Beirouth et de Bagdad. Mais une chose est claire : la marge de manœuvres staliniennes dans les questions de « l'unité nationale » et du « front populaire » a considérablement été réduite.

La classe ouvrière du Moyen-Orient aujourd'hui a pour tâche première de revendiquer la légalisation des syndicats et des organisations ouvrières. Mais l'objectif principal vers lequel doivent tendre les groupes trotskystes du Moyen-Orient, c'est l'unification des travailleurs par-dessus les frontières impérialistes. Notre ancien mot d'ordre — un Congrès des syndicats de tout le Moyen-Orient — non seulement reste encore valable, mais a acquis plus d'importance dans la nouvelle situation.

Aujourd'hui, après l'expérience de la guerre palestinienne, les dirigeants staliniens de quelques syndicats du Moyen-Orient auront plus de difficulté pour saboter cette unification, comme ils le firent dans le passé afin d'éviter de nuire à leurs rapports avec la classe ouvrière. (Interrogé pour savoir les raisons de son opposition à un Congrès des travailleurs du Moyen-Orient dans le cadre de la F. S. M., Mustafa al-Aris, représentant stalinien de la F. S. M., répondit un jour que, dans ce cas, il serait obligé d'inviter également l'Histadrut juif, ce qu'il désirait éviter.)

Un Congrès des travailleurs du Moyen-Orient serait le meilleur moyen pour éliminer l'esprit de clocher et le chauvinisme, et pour coordonner la lutte dans les différents pays. Basé sur une politique internationaliste, il pourrait faire appel aux ouvriers appartenant aux minorités nationales, y compris aux ouvriers juifs. Il pourrait devenir le noyau des Etats-Unis socialistes du Moyen-Orient.

La lutte des travailleurs du Moyen-Orient peut avoir à faire face prochainement à une répression sévère. Ni les classes dirigeantes locales dont la position est devenue très précaire, ni l'impérialisme pour lequel le Moyen-Orient a acquis une importance économique et stratégique essentielle ne peuvent se permettre une politique libérale à l'égard des travailleurs et du mouvement ouvrier. Seule l'action concertée et l'organisation commune des travailleurs d'Egypte, des deux parties de la Palestine, de la Syrie, du Liban et de l'Irak peuvent réussir à surmonter cette répression, à libérer les masses laborieuses des ouvriers et des pauvres fellahs du joug étranger et indigène et à construire une société nouvelle.

Mai 1949.

Th. Van der KOLK

"L'indépendance" de l'Indonésie

La Chambre des Représentants des Pays-Bas et le K. N. I. P. (Parlement républicain provisoire de Djokjakarta) viennent d'accepter les décisions de la Conférence de La Haye. Aux Pays-Bas, les représentants des organisations de droite (Parti anti-révolutionnaire, etc...) et les staliniens votèrent contre la ratification de l'accord. A Djokjakarta, le Partai Murba (Parti Prolétarien, fondé par Tan Malakka) et le P. C. indonésien (stalinien) ainsi qu'un certain nombre d'autres députés, rompant la discipline de leurs groupes respectifs, se prononcèrent contre une acceptation des accords de La Haye. Les socialistes déposèrent des bulletins blancs.

Pour comprendre la signification des accords, il faut mentionner que le ministre de la Justice de la République indonésienne déclara au K. N. I. P. que son gouvernement poursuivra tous ceux qui se trouvaient impliqués dans le soulèvement communiste de septembre 1948. L'aventure stalinienne criminelle qu'était le putsch de Madioun a déjà affaibli considérablement le mouvement ouvrier. La bourgeoisie indonésienne exploite maintenant à fond cette situation contre tous les militants prolétariens. Ainsi s'impose une comparaison entre l'accord d'aujourd'hui et celui conclu il y a deux ans entre la bourgeoisie indonésienne et l'impérialisme néerlandais à la fin de la première guerre coloniale, accord qui fut suivi immédiatement par une déclaration du premier ministre Sjariffoudun au sujet des poursuites contre Tan Malakka.

UN PEU D'HISTOIRE

L'accord de La Haye sera certainement suivi par une répression du mouvement ouvrier. Mais la bourgeoisie indonésienne sur laquelle s'appuye le régime Hatta-Soukarno ne dispose pas d'une force importante en raison de ses positions dans l'appareil de production. Avant l'invasion japonaise, il n'y avait aucun capital indigène, si ce n'est du capital commercial ou usurier, et encore celui-ci se trouvait en grande partie entre des mains chinoises ou arabes. A la suite de l'invasion japonaise, la bourgeoisie indigène montante commença à fonder des entreprises ; mais dans les conditions de guerre et de révolution, elle ne put le faire que sur une échelle relativement restreinte. La position économique de la bourgeoisie indonésienne serait absolument insuffisante, pour donner un rôle politiquement dirigeant aux Hatta et Soukarno. Ceux-ci qui possèdent une conscience claire des rapports de forces sociaux sont en réalité républicains malgré eux. Deux incidents caractéristiques illustrent nettement cette thèse.

Le 17 août 1945, Soukarno et Hatta lancèrent une proclamation fort modérée et vague, annonçant la proclamation de la République d'Indonésie. Ils appelèrent les masses à un meeting au cours duquel cette proclamation devait être confirmée. Des tracts convoquant à ce meeting furent distribués par les *Pemoudas* (groupes de jeunes nationalistes, ayant eu une certaine instruction militaire avec l'aide japonaise). Les autorités japonaises qui avaient été chargées par les Alliés du maintien de l'ordre, interdirent le meeting et firent placer des détachements de mitrailleurs sur le terrain. Soukarno recula rapidement. Il fit imprimer de nouveaux tracts annonçant que le meeting n'aurait pas lieu en raison de l'interdiction. Les *Pemoudas* rayèrent sur le tract la phrase disant que le meeting ne se tiendrait pas ; et malgré la présence des détachements des mitrailleurs japonais, une foule considérable se rendit au lieu indiqué. Des groupes de *Pemoudas* allèrent chercher Soukarno et Hatta chez eux et les obligèrent à prendre la parole. Ainsi fut proclamée la République indonésienne.

En décembre 1948, des détache-

ments de parachutistes néerlandais occupèrent la capitale républicaine, Djokjakarta. Alors qu'une résistance s'organisait qui devait assurer la défaite militaire de l'impérialisme néerlandais — défaite voilée par l'intervention de l'O. N. U. — Hatta et Soukarno se laissèrent arrêter dans leur demeure. Ils furent déportés et internés hors du territoire de la République, sur l'île de Banka. Les yeux du monde entier étaient fixés sur eux. Montreraient-ils, par la grève de la faim ou une résistance passive, qu'ils désiraient appuyer la lutte des masses laborieuses ? Leur seule action fut de mentionner le bon traitement et l'excellente nourriture qu'ils reçurent des impérialistes, alors qu'une lutte sanglante des partisans se déroulait dans les îles de Java et de Sumatra...

LE ROLE DE L'IMPERIALISME AMERICAIN

La prospérité et l'indépendance de l'impérialisme néerlandais avaient été basées uniquement sur l'exploitation de possessions coloniales 60 fois plus grandes que la métropole, c'est-à-dire d'un empire aussi vaste que toute la partie de l'Europe qui se trouve en-deça du rideau de fer. Cet empire risquait de disparaître définitivement au moment où un homme d'affaires américain entreprenant Matthew Fox, obtint en juin 1948 du gouvernement républicain le droit exclusif de vendre tous les produits d'exportation des îles principales Java et Sumatra. Le caractère monopoleur de l'accord Fox fut dénoncé par le gouvernement Truman ; l'impérialisme néerlandais considérant que tous les produits d'exportation étaient propriété des plantations néerlandaises, enferma le territoire de la République dans l'étau d'un blocus rigoureux. Mais l'accord Fox resta en vigueur, et la formulation du fameux « point quatre » du programme Truman (développement des régions arriérées par des investissements de capitaux américains) était une menace directe à la position dominante que l'impérialisme néerlandais possédait jadis dans cette partie du monde. La guerre coloniale déclenchée par la bourgeoisie des Pays-Bas en décembre 1948 n'était donc pas seulement dirigée contre la révolution indonésienne. Elle était également une révolte du capital colonial néerlandais contre le dollar. Cette révolte échoua, ainsi que chacun pouvait le prévoir. Grâce à l'action de l'O. N. U. et de l'U. N. C. I. (commission des Nations Unies pour l'Indonésie dirigée incontestablement par l'Américain Merle Cochran, Soukarno et Hatta furent ramenés de leur exil temporaire à leur capitale Djokjakarta. Et l'O. N. U. évita en même temps que Djokjakarta ne fut occupée par les partisans...

L'accord de La Haye porte donc nettement la marque commerciale : *Made in U. S. A.* Le délégué indonésien à Lake Success, Palar, pour cette raison refusa même de faire une déclaration commune avec la délégation néerlandaise sur le caractère satisfaisant de l'accord. Il dit que l'Indonésie n'avait pas conclu un accord mais qu'on lui en avait imposé un, et il précisa immédiatement sa pensée en insistant sur le fait que l'Indonésie n'avait nul besoin d'entrer en contact commercial avec le reste du monde par l'intermédiaire de la Bourse d'Amsterdam, et en ajoutant qu'il invitait le capital américain à faire de larges investissements dans son pays. De son côté, le sieur Stikker, exportateur de bière et ministre des affaires étrangères des Pays-Bas, expliqua la nature de la pression que l'impérialisme américain avait exercée sur son gouvernement. Celui-ci avait été menacé continuellement d'un arrêt de l'aide Marshall aux Pays-Bas, et l'aide Marshall à l'Indonésie fut effectivement arrêtée. Si les Etats-Unis n'organisèrent pas le boycott des navires hollandais, c'est seulement en raison de l'intervention d'un secrétaire du mouvement syndical néerlandais qui parvint à expliquer aux dirigeants syndicalistes américains les « motifs » de l'action gouvernementale de son pays. Le président du parti travailliste néerlandais, Vorrink, pour sa part contribua à améliorer la position internationale de son pays en prenant l'avion pour Oslo afin d'expliquer au gouvernement social-démocrate norvégien, nouveau membre du Conseil de Sécurité, le bon droit de « son » colonialisme national. Le ministre Stikker a ainsi mis à nu le caractère particulier de l'internationalisme social-démocrate, qui trouvera sans aucun doute son expression dans la nouvelle Fédération Syndicale Mondiale « Libre », fondée à Londres, et où un réformiste néerlandais, Vermeulen, fut élu comme secrétaire.

LES TERMES DE L'ACCORD

Les résultats de la Conférence de La Haye sont les suivants :

1. — Les Pays-Bas transfèrent la souveraineté complète aux « Etats-Unis d'Indonésie », ceux-ci étant constitués par les territoires de la République et des Etats vassaux séparatistes constitués par l'impérialisme néerlandais.

2. — Entre le royaume des Pays-Bas et les Etats-Unis d'Indonésie est établie une « Union libre et durable » à la tête de laquelle se trouve Sa Majesté la Reine des Pays-Bas, et ses héritiers légitimes. (« Libre » et « durable » sont des termes contradictoires : si l'Union doit être durable, l'Indonésie n'est pas libre de s'en séparer ! L'accord est plein de contradictions de ce genre, qui indiquent seulement que l'Indonésie ne se trouve nullement détachée des Pays-Bas).

3. — Toutes les propriétés qui appartiennent à des personnes néerlandaises et étrangères seront rendues à leurs « propriétaires légaux » (à une exception très importante près, sur laquelle nous reviendrons plus loin).

4. — Les directeurs de la Banque monétaire indonésienne ne pourront être nommés qu'après accord avec les Pays-Bas. Les Pays-Bas maintiennent leur contrôle sur les finances indonésiennes. L'Indonésie reconnaît une dette de 4,5 milliards de florins envers les Pays-Bas.

5. — Une collaboration sera assurée dans l'établissement des rapports avec d'autres Etats. Cette collaboration est obligatoire en ce qui concerne les rapports avec d'autres pays européens.

6. — La base navale de Sourabaya sera mise à la disposition de la marine de guerre néerlandaise qui restera la seule marine de guerre importante dans les eaux indonésiennes. Les troupes néerlandaises seront retirées du territoire indonésien dans un délai de six mois, dans la mesure où les bateaux disponibles permettront cette évacuation. Une mission militaire néerlandaise assistera à la construction de l'armée indonésienne.

7. — La partie néerlandaise de l'île de la Nouvelle-Guinée restera propriété néerlandaise pour une durée d'un an. La commission indonésienne de l'O. N. U. décidera pendant ce temps du statut de cette île. Diverses parties distinctes de l'Indonésie pourront entrer en relations particulières avec les Pays-Bas et l'Indonésie, si un plébiscite sous contrôle de l'U. N. C. I. le décide.

8. — Les divergences de vue entre les partenaires de « l'Union » pourront être tranchées par une puissance étrangère impartiale, nommée comme arbitre par l'U. N. C. I.

On peut dire que cet accord donne à la République indonésienne un degré d'indépendance supérieur à celui qu'elle obtenait dans l'accord de Linggadjati, en décembre 1946. On peut même dire que la bourgeoisie indonésienne montante a aujourd'hui beaucoup plus « d'indépendance » qu'elle n'est une « bourgeoisie ». Cette contradiction s'explique par le fait que les masses populaires qui appuyaient le mouvement des partisans n'auraient en aucun cas accepté un accord, même temporaire, sur une base moins favorable que celle fixée à La Haye, ainsi que par le fait que derrière les dirigeants républicains impuissants, Soukarno et Hatta, se profile l'ombre protectrice des Etats-Unis. Sans l'intervention américaine, cette bourgeoisie impuissante aurait été écrasée depuis longtemps entre l'impérialisme néerlandais et le mouvement des masses.

Mais les Etats-Unis eux-mêmes sont impuissants à enrayer le développement des rapports sociaux en Indonésie. Leur tentative d'arrêter au moins la révolution comporte déjà l'acceptation de certains résultats obtenus par le mouvement agraire. L'accord de La Haye inclut en effet une clause qui stipule que les plantations sur lesquelles ont été construites des demeures, ou sur lesquelles depuis l'occupation japonaise des cultures de produits de consommation indigène ont été commencées, ne seront pas rendues à leurs anciens propriétaires « afin de ne pas provoquer des troubles ». Dans ce cas les anciens propriétaires seront indemnisés.

UN ACCORD ELASTIQUE

L'exécution de l'accord, surtout en ce qui concerne le retour des entrepreneurs coloniaux à leurs anciennes plantations, ne sera pas facile. La bourgeoisie indonésienne, arrivée au pouvoir sans efforts et

sans force propre, ne pourra s'y maintenir qu'en usant constamment de la violence contre les ouvriers et les paysans pauvres. Elle ne pourra le faire sans une aide active de l'étranger. Il lui sera impossible de réaliser ses tâches. Ainsi, après le retrait des troupes néerlandaises, ses propres troupes devront maintenir l'intégrité des Etats vassaux dont la population voudra se joindre à la République. L'existence même de ces Etats vassaux devient de ce fait de plus en plus problématique. Contre la volonté des dirigeants républicains, la population laborieuse de ces Etats ne pourra rejoindre la République et transformer les Etats-Unis Indonésiens en un Etat Indonésien Unifié, qu'en écartant Soukarno et Hatta.

Il est impossible de déterminer la force exacte des partis intransigeants, comme le Parti Murba, et celles importantes des partisans du Darul Islam. Il est même impossible de savoir exactement les noms des dirigeants révolutionnaires ou staliniens qui sont encore en vie. Aussi longtemps que « le manque de bateaux disponibles » — notion fort élastique ! — maintiendra des troupes néerlandaises sur le sol indonésien, le gouvernement se sentira assez fort pour essayer de liquider toutes les forces « extrémistes ». Toute la question est là : en aura-t-il la force ? Des luttes sociales et politiques violentes sont à l'ordre du jour en Indonésie. C'est le devoir du mouvement ouvrier du monde entier d'intervenir activement dans cette lutte en exigeant la rupture de l'Union néerlandaise-indonésienne, l'expropriation sans indemnisation de toutes les propriété coloniales, la suppression des bases navales, etc... Le mouvement révolutionnaire indonésien, de son côté, fera encore parler de lui.

Amsterdam, le 14 décembre 1949.

Dans une lettre au P. C. Yougoslave

Le Secrétariat de la IVe INTERNATIONALE répond aux déclarations de VLAHOVITCH

LE Jour de la République (29 novembre), à Belgrade, Veljko Vlahovitch, membre du C. C. du P. C. Y., a fait deux déclarations qui revêtent un caractère officiel, engageant la ligne de votre Parti, ce qui, par conséquent, les rend d'autant plus graves.

La première de ces déclarations concerne la question de l'Internationale. Reprenant les propos que Djilas a déjà tenus aux Etats-Unis sur l'opposition de votre Parti à la reconstruction d'une Internationale communiste, Vlahovitch considère à son tour « comme pleines de ridicule les diverses nouvelles répandues à l'étranger disant que le P. C. Y. travaille à la création d'une nouvelle Internationale, une prétendue Internationale « titiste ». Pour justifier cette position, il affirme que votre Parti considère « que la constatation faite dans la décision prise lors de la dissolution du Komintern était parfaitement juste », à savoir : que la forme « d'organisation de l'unification ouvrière choisie par le premier Congrès de l'Internationale communiste et qui répondit aux besoins de la période du début de la renaissance du mouvement ouvrier, perdait de plus en plus de sa valeur ».

La deuxième déclaration de Vlahovitch concerne la IVe Internationale. Vlahovitch fait la distinction entre « de nombreux communistes et travailleurs progressistes » qui défendent la Yougoslavie contre la campagne calomnieuse du Kremlin, et « cette autre catégorie d'hommes qui désirent aujourd'hui se faire passer pour « amis », ces divers types suspects qui se rassemblent autour d'une IVe Internationale, divers espions impérialistes, etc... ».

Si ces deux déclarations provenaient de staliniens orthodoxes, d'un de ceux que vous appelez à juste titre « les menteurs, les calomniateurs kominformistes », nous nous dispenserions volontiers d'y répondre, car notre expérience de plus de 25 années de lutte contre la bureaucratie soviétique dégénérée et les agents qu'elle dirige dans le monde, nous a appris que les calomnies perfides et abjectes sont les seules armes dont disposent ces méprisables exploiteurs du mouvement ouvrier révolutionnaire pour combattre nos idées et notre programme invincibles.

Mais ces déclarations proviennent d'un des vôtres qui parle au nom de votre Parti, organisation que nous considérons comme un courant révolutionnaire qui s'est libéré pour des raisons justes et progressives du contrôle contre-révolutionnaire du Kremlin, et qui a hissé avec sincérité le drapeau de la lutte contre l'opportunisme, les calomnies, les mensonges et les amalgames répugnants au moyen desquels le Kremlin et ses agents ont largement pourri le mouvement révolutionnaire international.

Voyez-vous, c'est creuser le tombeau de toutes les chances que peut avoir votre combat dans le mouvement ouvrier international si, pour diverses considérations tactiques ou autres, vous commencez à employer les méthodes pourries du stalinisme à propos de questions vitales de la Révolution socialiste mondiale et de militants du mouvement ouvrier avec lesquels vous avez des divergences idéologiques.

Parce que nous avons dès le début, spontanément et sincèrement, défendu votre cause contre le Kremlin, et parce que nous la défendrons indépendamment de votre attitude à notre égard aussi longtemps que vous ne capitulerez pas devant les exigences de l'impérialisme et de la bureaucratie soviétique, nous croyons aujourd'hui devoir répondre aux déclarations de Vlahovitch, sans amertume, mais aussi sans diplomatie inutile et indigne de révolutionnaires.

LA DISSOLUTION DU KOMINTERN

Quand en 1943, en pleine guerre impérialiste, Staline a dissous la IIIe Internationale — à l'aide d'arguments ridicules et contradictoires que vous répétez actuellement — le sens de cette opération était clair pour tous les révolutionnaires conscients :

Il s'agissait d'une double capitulation devant les exigences de l'impérialisme et celles de la bureaucratie soviétique.

L'impérialisme et la bureaucratie de Moscou craignaient tous deux les luttes révolutionnaires du prolétariat international et des masses coloniales, luttes inévitables à la suite de la guerre et de ses conséquences désagrégatrices pour les régimes capitalistes. L'impérialisme était soucieux du maintien du système capitaliste dans le monde. La bureaucratie de Moscou, soucieuse du maintien de ses privilèges, craignait tout mouvement de masses qui échappe à son contrôle ; tout mouvement de masses qui aurait troublé sa politique d'accords et de par-

tage de zones d'influence avec l'impérialisme (comme vous-mêmes l'avez compris notamment dans le cas de la Grèce) et qui aurait mis fin à son régime despotique sur une grande partie du mouvement ouvrier mondial et sur les masses travailleuses de l'U. R. S. S. même.

Cette crainte commune des impérialistes et de la bureaucratie moscovite les fit s'entendre sur la dissolution de l'I. C. Certes, la dégénérescence de celle-ci était profonde, et nul — pas même Churchill, Roosevelt et Staline, qui s'entendirent à Yalta et à Téhéran — ne pouvaient envisager qu'elle redevienne l'instrument révolutionnaire du prolétariat qui avait été constitué sous la direction de Lénine et Trotsky. Mais ce qu'ils craignaient, c'est que son nom même et l'idée que pouvaient s'en faire les masses, stimulent des éléments révolutionnaires, et que certains de ceux-ci s'efforcent de l'utiliser pour propager le programme de la révolution mondiale. Staline pouvait craindre également que des organismes et même des partis ayant, pour diverses raisons, échappé au cours de la guerre au contrôle du Guépéou, et ayant acquis une force propre dans la lutte, se servent du nom de l'I. C. pour mener une politique qui ne soit pas strictement alignée sur les besoins diplomatiques du Kremlin.

La dissolution de l'I. C. fut accomplie au moment où le Kremlin menait la politique la plus opportuniste. Loin d'être le fruit d'une progression révolutionnaire du prolétariat, loin d'être une sage application du marxisme-léninisme, cette décision cadrait avec la politique de collaboration de classes des P. C. de France, d'Italie, de Grèce, etc., qui a mené le prolétariat à de graves défaites.

A ce propos, permettez-nous de vous faire observer que quelques-uns des P. C. les plus importants qui, paraît-il, avaient tant mûri politiquement qu'en 1943 on pouvait supprimer l'I. C., se sont retrouvés dans le Kominform ; parmi eux se trouvaient les P. C. de France et d'Italie qui ont failli à la lutte pour le pouvoir dans leurs pays, et tous ces partis, si développés politiquement en 1943, ont — sur l'ordre de Moscou — commencé à vous calomnier et à vous attaquer honteusement.

POURQUOI L'INTERNATIONALE ?

Pour des raisons opportunistes, Staline a dissous l'Internationale Communiste. Quant aux arguments « théoriques » qui ont couvert cette opération capitularde et opportuniste, il est indigne de révolutionnaires se réclamant du marxisme-léninisme de leur accorder même un grain de sérieux. Car qu'y a-t-il de fondamentalement changé du point de vue des arguments que Lénine mettait en avant avec tant d'insistance et de passion, quand il invitait en 1919 les différentes tendances révolutionnaires à se grouper dans une puissante « Internationale Communiste » et des arguments qui figuraient dans les Statuts de cette Internationale ?

« **Le mouvement ascendant extrêmement rapide de la Révolution mondiale** — déclarait la lettre d'invitation accompagnant la convocation du Congrès de la IIIe Internationale — **posant constamment de nouveaux problèmes, le danger d'étouffement de cette révolution par l'alliance des Etats capitalistes s'unissant contre la révolution sous le drapeau hypocrite de la « Société des Nations »** (Lire aujourd'hui « O.N.U. »), **les tentatives des partis social-traîtres de s'unir et d'aider leurs gouvernements et leurs bourgeoisies à trahir la classe ouvrière après s'être accordé une « amnistie » réciproque ; enfin l'expérience révolutionnaire extrêmement riche déjà acquise et l'internationalisation de tout le mouvement révolutionnaire — toutes ces circonstances nous obligent à prendre l'initiative de mettre à l'ordre du jour de la discussion la question de la convocation d'un Congrès international des partis prolétariens révolutionnaires. »**

Selon l'article premier des Statuts de la IIIe Internationale :

« **La nouvelle Association Internationale des Travailleurs est fondée dans le but d'organiser une action d'ensemble du prolétariat des différents pays, tendant à une seule et même fin, à savoir : le renversement du capitalisme, l'établissement de la dictature du prolétariat et d'une république internationale des soviets qui permettront d'abolir totalement les classes et de réaliser le socialisme, premier degré de la société communiste.** »

Que Vlahovitch prenne la peine d'expliquer aux révolutionnaires pour quelles raisons ces arguments ne seraient plus valables aujourd'hui. La Révolution communiste mondiale est-elle réalisée ? Le capitalisme ne la menace-t-il pas, encore plus mortellement qu'en 1919, dans les pays où elle a commencé ? N'y a-t-il plus de problèmes nouveaux qui exigent une élaboration collective au moyen d'une organisation collective du mouvement révolutionnaire ? L'internationalisation du mouvement ouvrier, dont parlait Lénine, est-elle moindre qu'en 1919 ? La coordination, la propulsion, la direction des luttes ouvrières sont-elles moins nécessaires qu'au temps de Lénine ?

On pourrait allonger à l'infini la liste des questions qui militent toutes pour l'existence d'une Internationale révolutionnaire du prolétariat.

Le mouvement ouvrier ne peut se satisfaire de liens clandestins entre des partis nationaux, mais a besoin d'avoir — au vu et au su de tout le prolétariat — un organisme international.

C'est un besoin compris par les

masses travailleuses même les moins développées politiquement ; ainsi, les sociaux-démocrates eux-mêmes s'efforcent de donner à leur mouvement une apparence d'organisation internationale. Les communistes n'ont-ils pas, pendant de longues années, dénoncé une des manifestations les plus grossières de l'opportunisme social-démocrate dans l'attitude des partis socialistes sur la question de l'Internationale ? Plus encore, au lendemain de la guerre, un certain nombre de P. C. — dont le vôtre — ont constitué le « Bureau d'Information » (Kominform) qui était plus ou moins une sorte d'organisme international — avec, bien entendu, des fonctions et un régime tout à fait appropriés aux nécessités du Kremlin.

La lutte de classe n'est pas formée par la somme des luttes indépendantes de prolétariats nationaux ; il y a une lutte de classe internationale qui ne peut pas être menée efficacement jusqu'à la victoire finale sur le vieux monde capitaliste sans une organisation internationale de l'avant-garde prolétarienne.

En réalité, l'attitude que Djilas et Vlahovitch déclarent être celle de votre Parti tout entier sur la question de l'Internationale, ne signifie objectivement qu'une tendance à la capitulation devant la double pression de l'impérialisme et du Kremlin. Peut-être justifiez-vous cette attitude par des considérations « tactiques », pensant qu'il est inutile de provoquer l'impérialisme et le Kremlin et qu'il est préférable de travailler sur ce plan clandestinement dans chaque pays séparément ? Peut-être vous abritez-vous derrière l'argument que votre expérience avec le Kremlin et son Kominform fut néfaste, et vous plaisez-vous à confondre l'Internationale avec le contrôle centraliste policier et bureaucratique du Kremlin ?

Mais si de tels arguments existent chez vous, ce ne seraient que de pauvres excuses opportunistes héritées du stalinisme qui a pris pour habitude de remplacer les principes du marxisme-léninisme par de soi-disant manœuvres « tactiques », « habiles » et « astucieuses », qui ne trompent que le prolétariat.

REORIENTER LE PROLETARIAT

La question de l'Internationale n'est pas du reste simplement organisationnelle. Car, avant tout, pour former une organisation internationale, il faut d'abord avoir un programme international valable pour tout le prolétariat international et les masses coloniales. Le regroupement organisationnel et les formes organisationnelles concrètes à l'échelle internationale, ne peuvent être envisagées que sur la base d'un tel programme.

Or, quel message auriez-vous à adresser au prolétariat mondial ? Défendre la Yougoslavie contre le Kremlin, revendiquer des rapports égaux entre Etats socialistes et entre Partis communistes ? Si justes et nécessaires que soient ces objectifs, ils ne constituent pas encore un programme de valeur international capable de réorganiser et de réorienter le prolétariat et les masses coloniales démoralisées par les pratiques du Kremlin.

Du reste, comment défendre la Yougoslavie ? La meilleure façon de la défendre et de lui permettre de surmonter les difficultés dans l'édification du socialisme, difficultés inévitables aussi longtemps qu'elle reste isolée, n'est-elle pas précisément de fournir aux ouvriers des autres pays les armes idéologiques et l'aide politique nécessaire pour qu'ils puissent eux-mêmes aussi faire la Révolution et l'étendre au monde entier ? Ou bien confiez-vous ces tâches aux dirigeants dégénérés de l'U. R. S. S. et aux directions kominformistes des Partis communistes ? Des délégations ouvrières se rendent et se rendront dans votre pays. Des ouvriers veulent et voudront défendre votre mouvement comme UNE PARTIE DU MOUVEMENT REVOLUTIONNAIRE MONDIAL. Mais que leur répondrez-vous quand ils vous diront : Que devons-nous faire pour mener la lutte de classe dans notre pays ? Obéir à Thorez, Togliatti, etc., ou créer un nouveau parti révolutionnaire, une nouvelle Internationale révolutionnaire ? C'est une question que la lutte de classe elle-même vous posera.

Aussi longtemps que vous conserverez sur la question de l'Internationale une attitude négative ou même vague, les révolutionnaires conscients vous jugeront avec les plus grandes réserves : ils ne vous feront jamais entièrement confiance malgré tous les autres aspects progressifs de votre évolution ; ils verront dans votre refus de vous intégrer totalement et loyalement dans le mouvement révolutionnaire mondial un signe grave qui, jusqu'à présent, a annoncé l'évolution rétrograde, nationaliste et bureaucratique d'autres courants du mouvement ouvrier.

LA IV^e INTERNATIONALE EST UN PARTI MONDIAL

Quant à la déclaration de Vlahovitch qui nous concerne directement en tant que IV^e Internationale, nous vous faisons grâce de la manière nuancée avec laquelle vous enveloppez les calomnies du Kremlin et de ses agents contre notre mouvement. Vlahovitch parle en effet des « types suspects qui se rassemblent autour d'une IV^e Internationale ».

Sachez que la IV^e Internationale est un Parti mondial, ayant des sections nationales dans plus de 35 pays, sur les

cinq continents, et qu'elle est la seule organisation du mouvement ouvrier qui défende, poursuive et développe l'œuvre de Léon Trotsky et la plate-forme de l'Opposition de Gauche du Parti bolchevik russe, opposition qui, depuis la mort de Lénine, a combattu contre la dégénérescence de ce Parti et de la IIIe Internationale tout entière.

Les trotskystes authentiques, les vrais et les seuls trotskystes, ce sont nos membres, militant dans le mouvement organisé de la IVe Internationale.

Pour brouiller les cartes, pour écarter les larges masses ouvrières de nos idées, de notre programme et de notre organisation, le Kremlin et son appareil de propagande, aussi puissant que corrompu, depuis plus de 20 ans déjà, qualifient de « trotskystes » la plupart de ses adversaires et notamment toutes sortes d'éléments, parmi lesquels souvent des types suspects, des aventuriers, des espions et ses propres bureaucrates en disgrâce.

Des camarades dirigeants de votre Parti ont déjà compris la pratique des amalgames staliniens et ils l'ont dénoncée comme incompatible avec la moralité du mouvement ouvrier. N'est-ce pas le camarade M. Pijade qui a écrit au sujet du procès monté de Budapest qu'il a été orchestré par les mêmes hommes qui ont monté les infâmes procès de Moscou de 1936-1938 durant lesquels furent exterminés, après avoir été salis comme espions, assassins, etc., ceux qui avaient été les meilleurs hommes du Parti bolchevik russe et de l'Internationale Communiste ? N'est-ce pas le camarade Pijade encore une fois qui a dit que la dégénérescence des Partis communistes a commencé :

« Depuis le jour même où on a proclamé que le trotskysme a cessé d'être un courant dans le mouvement ouvrier et qu'il est devenu l'agent du fascisme, depuis ce jour-là et particulièrement après la deuxième guerre mondiale, toute pensée qui n'est pas en accord avec les pensées des dirigeants soviétiques est déclarée trotskyste sous forme d'agence fasciste. De cette façon, il ne reste que l'extermination physique et le bûcher pour les sorciers, toute discussion étant exclue. »

Vos violons ne sont pas accordés. Ne donnez pas l'impression pénible que les préjugés et les pratiques pourries du Kremlin sont en train de prendre le dessus dans votre organisation et que vous êtes prêts à employer envers une tendance du mouvement ouvrier, son aile marxiste et révolutionnaire par excellence, les mêmes méthodes que le Kremlin emploie à votre égard.

Nous sommes fiers de notre organisation, de notre programme, de notre drapeau, sous lequel ont combattu les meilleurs militants de la Révolution d'Octobre, du Parti bolchevik russe et de l'Internationale avant qu'ils soient exterminés par les bourreaux de Staline. Les « types suspects » abondent dans les partis dirigés par le Kremlin et surtout dans leurs sphères dirigeantes, car ces partis sont complètement bureaucratisés, et la sélection des cadres ne s'y fait pas sur la base de critères et d'aptitudes idéologiques, mais sur la base de la servilité des fonctionnaires bureaucrates.

Malgré l'isolement auquel nous a acculés, à la faveur de conditions objectives défavorables à la révolution mondiale, la propagande calomnieuse du monstrueux appareil stalinien dirigé par Moscou, notre mouvement est vivant dans tous les pays où il existe, lié à sa classe, participant à ses luttes, prêt à tous les sacrifices pour le triomphe des idées invincibles de Marx, de Lénine et de Trotsky.

Vous osez appeler « types suspects » les trotskystes qui, au cours de la dernière guerre, ont perdu dans les camps d'extermination en Allemagne et devant les pelotons d'exécution de la réaction impérialiste, des centaines de militants, révolutionnaires conscients et intègres. Le Secrétaire de notre Section française Marcel Hic et des dizaines de ses compagnons ; en Belgique nos deux secrétaires successifs, Léon Lesoil et Léon ; en Hollande, une pléiade de dirigeants révolutionnaires, dont Sneevliet (ex-représentant de la IIIe Internationale en Chine) ; en Grèce, l'ancien secrétaire du P. C. grec, P. Pouliopoulos et deux cents autres militants trotskystes, assassinés par les occupants allemands, italiens et bulgares ; en Chine, des dizaines de nos cadres et de membres tombés dans la lutte contre l'impérialisme japonais et la réaction du Kuo-Min-Tang ; en Indochine, d'innombrables victimes, etc — voilà nos « types suspects » Vous osez aussi appeler « suspects » les militants trotskystes emprisonnés actuellement en Bolivie pour avoir dirigé la lutte des mineurs boliviens contre le régime féodo-bourgeois ; les militants grecs dont nos dirigeants emprisonnés actuellement dans le camp de concentration de Makronissos.

C'est naturellement votre droit de ne pas partager nos idées et de les combattre, si vous le jugez nécessaire. Mais ce qui est de toute façon inadmissible, c'est de lancer sur notre mouvement le discrédit et les soupçons au lieu de mener une discussion politique, comme s'il y avait des éléments qui craignent une telle confrontation idéologique et veulent l'escamoter à la manière stalinienne. Sinon, comment expliquer par exemple qu'en France les éléments qui partagent votre point de vue sur le conflit avec le Kremlin, constitués en fraction dans le P. C. F. et éditant un Bulletin, « La Lutte », croient nécessaire de se différencier calomnieusement des trotskystes français, et en même temps répètent dans leurs articles une série d'idées et de critiques que seuls les trotskystes ont défendues ouvertement jusqu'à présent dans le mouvement ouvrier français et internationalement ?

Nous ne resterons pas passifs devant ces procédés. Nous relèverons chaque fois tout défi lancé directement ou indirectement à notre mouvement. Nous dé-

fendrons avec opiniâtreté nos idées, notre programme, l'intégrité révolutionnaire de notre mouvement, de nos militants, de nos organisations. Nous mettons à l'index de toute l'avant-garde révolutionnaire mondiale et de tous les éléments avancés à qui nous faisons actuellement appel pour aider la cause yougoslave, tout écart de la vérité que certains de vos dirigeants auront tendance à commettre, toute position erronée et toute méthode de lutte empruntée à l'arsenal pourri des dirigeants du Kremlin.

Ne sous-estimez pas la faculté critique des éléments de l'avant-garde révolutionnaire mondiale dont vous demandez le soutien. Ils vous jugeront sur vos actes, sur toute votre ligne et non pas sur la seule partie juste de votre lutte contre le Kremlin.

Vous-mêmes dites que la vérité doit vaincre et qu'elle vaincra. Oui, elle vaincra.

1er décembre 1949.

LE SECRETARIAT INTERNATIONAL DE LA IVe INTERNATIONALE.

COURRIER DE L'ADMINISTRATION

« **QUATRIEME INTERNATIONALE** », comme nous l'avions promis dans notre précédent numéro, a repris sa parution régulière tous les 2 mois ; et nous avons même pu, cette fois-ci, porter le nombre de pages à 56 au lieu de 48 initialement prévues.

Pour pouvoir paraître régulièrement, nous avions demandé le concours régulier, le soutien financier, de nos amis. Notre appel a déjà été entendu. Nous avons reçu certaines souscriptions et nous tenons à remercier ici-même ceux qui nous les ont adressées. Mais « Quatrième Internationale » a encore nombre d'amis qui n'ont pas bougé et c'est à eux que nous nous adressons pour ne pas attendre plus longtemps.

Aidez-nous à diffuser notre revue. Abonnez-vous et trouvez-lui des abonnés nouveaux.

Enfin et surtout, souscrivez. Et inscrivez-vous à la **PHALANGE DE « QUATRIEME INTERNATIONALE »** pour lui permettre de remplir son rôle d'éducateur de cadres révolutionnaires et de défenseur du marxisme révolutionnaire.

Mlle J. Weill, Boîte postale n° 124, Paris (15e). C. C. P. 5672-07 Paris.

Livres et Revues

« Le parti communiste de Grèce dans la lutte de libération nationale »

LES articles que Tempo, membre suppléant au B. P. du Parti communiste yougoslave, et chargé de liaisons avec le Parti communiste grec pendant la guerre, a consacrés à la politique suivie par celui-ci depuis 1940, viennent de paraître en brochure (1).

Les critiques de Tempo contre la politique opportuniste des staliniens grecs qui n'ont pas voulu mener la lutte révolutionnaire pour la prise du pouvoir en Grèce, considérant que celle-ci appartenait à la zone d'influence anglo-américaine, sont en général justes et illustrées par de nombreux documents du P. C. G., dont certains de nature intérieure sont révélés pour la première fois par les Yougoslaves. Les critiques de Tempo rejoignent dans leurs grandes lignes celles des trotskystes grecs et de notre mouvement international. Tempo comprend du reste que l'opportunisme « pourri » du P. C. G. n'est pas une caractéristique de ce parti seulement, mais que d'autres partis, ceux de France et d'Italie en particulier, et le parti bolchevik russe, ont été contaminés par le même mal, le même « opportunisme » et les mêmes « illusions social-démocrates ». Mais Tempo n'arrive pas à établir clairement l'ordre des responsabilités, car il a tendance à mettre tous les partis sur le même plan et à oublier (par incompréhension ou volontairement) que le Parti communiste grec, comme tout parti stalinien, n'appliquait en Grèce que la ligne du Kremlin, et que c'était avant tout ce dernier qui « élaborait » et imposait cette ligne.

Les pirouettes de Zachariadès, les tournants et les « erreurs » de sa ligne ne sont pas dues à son « incapacité » de « comprendre » ou de « corriger » mais au fait qu'il fut toujours l'instrument aveugle de la politique du Kremlin en Grèce. Entre 1940-1944, en décembre et depuis, cette politique ne visait pas à la révolution prolétarienne ; la Grèce était cédée par les accords passés entre Moscou et les impérialistes à l'influence de ceux-ci. Et Tempo a tort (en contradiction d'ailleurs avec d'autres passages de ses articles) d'expliquer finalement la politique de trahison de la direction du P. C. G. par l'influence prépondérante exercée par les agents de l'impérialisme anglais. L' « influence prépondérante » fut celle exercée par Moscou, allié à Londres.

Une autre conception de Tempo nous paraît plutôt étrange. Tempo reproche aux staliniens grecs d'avoir négligé, après la reprise de la guerre des partisans en 1946, d'incorporer les ouvriers dans leurs armées et de les avoir laissés dans les villes « combattre les monarcho-fascistes par des grèves et des manifestations ». Un exode général des ouvriers des villes est impossible à réaliser et même à imaginer. Ce qui est à reprocher, c'est plutôt la non-coordination du mouvement des partisans, à base paysanne, avec la lutte ouvrière dans les villes qui, à un moment donné, devait naturellement se transformer en lutte armée et se lier sur ce plan directement à celle des partisans. Les staliniens ont laissé dans les villes les ouvriers désorganisés et désorientés, et ne s'intéressèrent qu'à la lutte des partisans. A aucun moment ils n'ont su et n'ont voulu coordonner l'action des ouvriers à cette lutte. Cette attitude tient à leur ligne générale capitularde et de direction bureaucratique du mouvement.

Il y a enfin un passage où Tempo ne peut résister à la tentation de prouver son érudition sur l'histoire de la Révolution russe et l'évolution de l'U. R. S. S.

Les manuels staliniens édités par les superfaussaires de Moscou et qu'il a étudiés lui permettent une sortie ironique contre « les dirigeants du P. C. G. » qui — en confiant les postes de commandement dans les unités de l'armée « principalement aux officiers de l'ancienne armée » — auraient oublié « les leçons de l'expérience acquise par Lénine au cours de sa lutte contre Trotsky et contre ses spécialistes militaires ». « A moins, **ajoute Tempo persifleur**, qu'ils n'aient cherché à utiliser, au contraire, l'expérience de Trotsky afin de désagréger l'armée de libération nationale ». Un jour prochain peut-être, si Tempo reste un militant révolutionnaire

(1) Au « Livre Yougoslave », 30, rue Louis-le-Grand, à Paris.

sincère et honnête comme nous le souhaitons, il éprouvera quelque honte de son ignorance en cette matière et de ses ironies déplacées.

Le rôle dirigeant de Trotsky, qui a créé l'Armée Rouge « du néant » selon l'expression de Radek et l'a dirigée pendant les années de la guerre civile, n'a été jamais mis en question pendant les douze premières années de la Révolution, pour la simple raison qu'à cette époque existaient encore des millions d'hommes qui savaient ce qui s'était réellement passé.

Même dans le numéro anniversaire de l'Armée Rouge de **la Pravda** pour 1931, on ne prétendait pas encore que Staline (au lieu de Trotsky) avait été l'organisateur principal de l'Armée rouge, mais seulement l'organisateur de la cavalerie rouge.

Huit ans plus tôt, le 3 février 1922, la même **Pravda** avait un autre avis même sur ce point. Elle écrivait : « Prolétaires à cheval ! » Ce mot d'ordre du camarade Trotsky pour la formation d'unités montées fut accueilli avec enthousiasme, et dès le 19 octobre l'armée de Boudienny assénait de rudes coups aux forces de Mamontov, sous Voroneje. »

Quant à la question des « spécialistes » il s'agit de racontars qui abondent dans les manuels staliniens écrits en général depuis 1933, comme ceux sur la trahison pendant la guerre civile de « généraux nommés par Trotsky », etc., etc.

Il est vrai que Trotsky a combattu une assez large opposition dans le P. C. russe pendant la guerre civile, pour transformer les détachements armés dispersés des guérillas en une armée centralisée, ayant une charpente de spécialistes militaires, c'est-à-dire de vrais connaisseurs de l'art militaire moderne. Dans la réalisation de cette tâche, la majorité du parti et du C. C. ont toujours donné en définitive leur appui à la direction militaire assumée par Trotsky.

Au 8e Congrès du P. C. russe qui siégea à Moscou du 18 au 23 mars 1919, cette question des spécialistes militaires et l'ensemble de la politique militaire suivie par Trotsky, furent débattus à fond. La thèse de Trotsky, approuvée préalablement par le C. C., fut défendue à ce Congrès par Sokolnikov (Trotsky s'étant rendu sur le front oriental). Le rapport de l'opposition, camouflant des tendances pro-guérillas contre la formation d'une armée régulière et centralisée, impossible sans spécialistes militaires, fut présenté par Smirnov. Sur la question des spécialistes militaires, celui-ci déclara qu' « il n'y avait pas de désaccord entre nous sur le caractère essentiel de notre politique militaire.

A l'unanimité moins une abstention, le 8e Congrès décida de poursuivre le recrutement des spécialistes militaires, tout en soulignant fortement la nécessité de préparer de nouveaux états-majors qui seraient absolument dévoués au régime soviétique.

Les « spécialistes militaires » de l'ancien régime entrèrent nombreux dans l'Armée rouge et au cours de la guerre civile il y eut des défections parmi eux, mais dans une proportion extrêmement faible. Leur utilisation surveillée (un commissaire, habituellement un ouvrier bolchevik ayant l'expérience de la guerre mondiale, était attaché à chaque commandant) permit la défense de la Révolution par une armée centralisée qui combattait des ennemis puissants sur un front circulaire d'environ 8.000 kms, ainsi que la création de nouveaux cadres militaires prolétariens instruits et capables. Sans cette **phase de transition** il eut été impossible d'accomplir **à la fois** ces deux tâches vitales de la révolution.

Les conceptions militaires de Trotsky, soutenues à cette époque par Lénine, le C. C. et le Parti (sinon il ne serait pas resté Commissaire du peuple à la guerre et à la tête de la direction militaire) ne furent jamais mécaniques ou bureaucratiques. Plus que n'importe quel autre, Trotsky comprenait l'intérêt des guérillas et la façon de les utiliser aussi bien pendant l'insurrection que dans le passage (après la prise du pouvoir) à la formation d'une armée régulière et centralisée.

Que Tempo médite un peu le texte suivant de Trotsky extrait de sa conférence faite en juillet 1924 à la Société des Sciences Militaires de Moscou, où il traita des « Problèmes de la guerre civile » :

« Un camarade a contesté la remarque que j'avais faite au sujet de l'évolution de l'organisation militaire du parti en période de préparation révolutionnaire, pendant l'insurrection et après la prise du pouvoir. Selon ce camarade, l'existence de détachements de partisans ne devrait pas être tolérée, seules des formations militaires régulières seraient nécessaires. Les détachements de partisans, nous a-t-il dit, sont des organisations chaotiques... En écoutant ces propos, j'étais bien près de désespérer. En effet, à quoi rime cette détestable arrogance doctrinale ? Si les détachements de partisans sont des organisations chaotiques, il faut alors reconnaître que, de ce point de vue purement formel, la révolution est aussi un chaos. Or, dans la première période de la révolution, on est bel et bien obligé de s'appuyer exclusivement sur des détachements de ce genre. On nous objecte que ces détachements doivent être constitués sur le même type. Si l'on veut dire par là que, dans la guerre des partisans, on ne doit négliger aucun des éléments d'ordre et de méthode accessibles à ce genre de guerre, nous sommes tout à fait d'accord. Mais si vous rêvez d'une organisation militaire hiérarchisée, centralisée et constituée avant que l'insurrection ait eu lieu, c'est là une utopie qui, au cas où l'on voudrait lui donner corps dans la vie, risquerait d'être fatale. Si, à l'aide d'une organisation militaire clandestine, j'ai à m'emparer d'une ville (but partiel de l'ensemble d'un plan pour la prise du pouvoir dans le

pays), je répartis ma tâche en objectifs particuliers (occupation des édifices gouvernementaux, des gares, de la poste, du télégraphe, des imprimeries) et je confie l'exécution de chacune de ces missions aux chefs de petits détachements initiés d'avance aux buts qui leur sont assignés. Chaque détachement ne doit compter que sur lui-même ; il doit posséder sa propre intendance, sinon il se pourrait qu'après s'être emparé de l'hôtel des postes, par exemple, il manque totalement de vivres. Toute tentative de centraliser et de hiérarchiser ces détachements mènerait inéluctablement à la bureaucratisation, qui, en temps de guerre, est doublement redoutable : 1° parce qu'elle ferait croire faussement aux chefs de détachements que quelqu'un doit forcément les commander, alors qu'il faut au contraire leur inculquer l'assurance qu'ils disposent de la plus large liberté de mouvement et de la plus grande initiative ; 2° parce que la bureaucratisation, liée au système hiérarchique, enlèverait aux détachements leurs meilleurs éléments pour les besoins de toutes sortes d'états-majors. Dès le premier moment de l'insurrection, ces états-majors resteraient suspendus entre ciel et terre, tandis que les détachements, dans l'attente d'ordres supérieurs, se verraient voués à l'inaction et à des pertes de temps qui rendraient certain l'échec de l'insurrection. Telles sont les raisons pour lesquelles le dédain des militaires professionnels pour les organisations « chaotiques » de partisans doit être condamné comme un préjugé antiréaliste, antiscientifique et antimarxiste.

« De même, après la prise du pouvoir dans les principaux centres du pays, les détachements de partisans peuvent jouer en rase campagne un rôle extrêmement efficace. Il suffit de rappeler l'appui que les détachements de partisans apportèrent à l'armée rouge et à la Révolution, en opérant à l'arrière des troupes allemandes en Ukraine et à l'arrière des troupes de Koltchak en Sibérie. Néanmoins, il reste définitivement acquis comme règle que le pouvoir révolutionnaire se met aussitôt à l'œuvre pour incorporer les meilleurs détachements de partisans et leurs éléments les plus sûrs dans le système d'une organisation militaire régulière. Autrement, ces détachements de partisans deviendraient indubitablement des facteurs de désordre susceptibles de dégénérer en bandes armées au service des éléments petits-bourgeois anarchisants insurgés contre l'Etat prolétarien. Nous en avons pas mal d'exemple. Il est vrai que, parmi les partisans rebelles à l'organisation militaire régulière, il y eut aussi des héros. On a cité les noms de Siverss et de Kikvidsé. Je pourrais en nommer beaucoup d'autres. Siverss et Kikvidsé combattirent et moururent en héros. Et aujourd'hui, dans la lumière de leurs immenses mérites, au regard de la Révolution, pâlissent au point de disparaître tels ou tels côtés négatifs de leur action de partisans. Mais à ce moment, il était indispensable de combattre tout ce qu'il y avait en eux de négatif. A ce prix seulement, nous pouvions arriver à organiser l'armée rouge et à la mettre à même de remporter des victoires décisives. »

M. P.

D'autres que nous

DEUX écrivains, pourvus d'éloquents titres de lutte, viennent d'élever la voix. Jean Cassou (1) a vu de ses propres yeux en Yougoslavie « un peuple qui sait ce qu'il a fait naître et qui, capable d'avoir accompli ses destinées, prétend en rester maître ». Edith Thomas (2) constate que « l'affaire Rajk, telle qu'elle nous est livrée, est impensable ».

Aucun des deux n'a fait part de ces réflexions aux journaux vertueux selon lesquels s'émanciper de Moscou est pour les peuples un devoir qui n'a d'égal que celui de plier devant Washington, qui ne jugent les brutalités policières détestables qu'à l'Est de l'Europe et les comédies judiciaires révoltantes qu'au loin de Madagascar.

Ils ont choisi d'autres tribunes, car leurs conclusions sont de celles dont seule la cause révolutionnaire peut tirer profit.

Par la bouche de Laurent Casanova (3), les dirigeants du parti communiste français brouillent donc, une fois de plus, les cartes en feignant de demander à ces écrivains absurdement : Est-ce donc sous la contrainte du Kominform et de Moscou que les peuples et vous-mêmes avez lutté pour la paix, au lieu de répondre à la seule accusation qu'ils aient formulée : C'est Moscou, c'est le Kominform qui font à tous les communistes du monde une obligation disciplinaire de salir la Yougoslavie et ses chefs, d'accabler d'injures les opposants victimes de procès truqués et, plus généralement, d'accepter comme un article de foi la justesse d'une ligne politique imposée d'en haut sans discussion. Insinuer que Jean

(1) « La révolution et la vérité », *Esprit*, n° de décembre 1949.

(2) « Critique et autocritique », *Combat*, 16 et 17 décembre 1949.

(3) *L'Humanité*, 17 et 19 décembre 1949.

Cassou et Edith Thomas glissent sur la pente au bas de laquelle se trouvent les Mauriac et les Rousset (ce qui, soit dit entre parenthèses, est courtois en comparaison des attaques qui les attendent s'ils persévèrent dans leurs « erreurs ») convient certes mieux à ces dirigeants que de s'expliquer sur des problèmes dont désormais tous les travailleurs sentent le poids.

Ces problèmes, les écrivains dont il s'agit les ont au contraire abordés de front, et les réponses qu'ils y font montrent que les temps sont venus où le stalinisme reçoit de certains intellectuels des leçons révolutionnaires que, depuis des années, il n'a ni su ni voulu donner à d'autres.

Il faut tout d'abord, disent-ils, restaurer la vérité dans les rangs de la classe ouvrière. Et il est remarquable qu'ils ne prétendent pas la restaurer par delà l'histoire et la lutte, dans la brumeuse métaphysique. C'est justement parce qu'elle est pratique qu'on ne saurait en aucun cas invoquer contre la vérité les exigences de l'action. « Un Etat-Major juste et véridique, écrit avec raison Cassou, est plus sûr, plus fort, réellement, militairement plus efficace qu'un Etat-Major qui ment ». Ainsi se trouve rétablie dans sa signification véritable la dialectique matérialiste, au lieu que le stalinisme, dans ses efforts pour élever des mythes au rang de faits d'histoire, professe implicitement une singulière philosophie à laquelle conviendrait assez bien le nom d'idéalisme cynique. Et Edith Thomas : « Le capitalisme mourant, le fascisme n'ont pas d'autres armes que le mensonge politique, mais le communisme qui va dans le sens de l'histoire a l'histoire, la vérité historique pour lui. Il déclare se baser sur le marxisme qui est une méthode de recherche et d'application de la vérité dans tous les domaines. Alors, au nom de quoi ces subterfuges ?... Recourir au mythe et finalement au mensonge, c'est là le contraire du marxisme qui a pour but de délivrer l'homme de toutes ses mythologies ». Il y a là comme une réponse anticipée aux arguments réactionnaires : le marxisme, le communisme, le mouvement ouvrier ne sont nullement compromis par les mensonges staliniens. Par contre ces mensonges sont empruntés à l'arsenal de la bourgeoisie décadente, qui se condamne en les soulignant complaisamment. Pourquoi cet emprunt ? Selon nous, parce que le stalinisme lui-même est en définitive un produit de la pression du monde capitaliste sur la révolution russe isolée. Comment s'est exercée cette pression, quelle forme politique elle a trouvée dans la bureaucratie soviétique et, par voie de conséquence, dans l'Internationale communiste tout entière ; comment elle se reflète aujourd'hui encore dans les relations entre l'U. R. S. S. et les démocraties populaires, et, enfin, quelles sont ses limites, ce sont là des problèmes fondamentaux sur lesquels l'honneur du trotskysme est d'avoir apporté, depuis vingt années, des plus importants éclaircissements. Mais ce sont problèmes de théoriciens politiques, et l'on ne saurait demander autre chose à des écrivains, pour l'instant, que de les saisir au niveau de leurs conséquences. C'est ce que font Jean Cassou et Edith Thomas avec une grande perspicacité. Ils ont su toucher du doigt l'un des aspects les plus néfastes du stalinisme : l'étouffement de l'initiative des masses. « Les actes d'un peuple, écrit Cassou, doivent être mûs avant toute chose par sa conviction profonde et raisonnée, par sa conscience... Ce peuple, on se rend digne de prendre son parti en s'efforçant de connaître ses besoins, de comprendre ses élans, de s'y associer, de partager ses convictions, d'assurer leurs fondements, de les exprimer clairement et droitement, mais non en substituant à celles-ci des slogans élaborés dans des officines de propagande, non en le mécanisant et en l'astreignant à des disciplines et à des manœuvres dont le sens est incontrôlable ».

A tous ceux qui souvent isolés, leurs morts méconnus par ceux-là même pour lesquels ils étaient tombés, payés de calomnies, ont su maintenir cette idée, l'une des plus profondes du communisme, que l'émancipation des travailleurs ne peut être l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes, ces paroles si passionnées donneront un élan nouveau. Car elles ne témoignent pas seulement, comme le veut leur auteur, pour la géniale intuition historique du peuple français : elles prouvent aussi que leurs récentes déceptions n'ont pas éloigné mais rapproché Cassou et ses semblables de la voie qui conduit à la régénération du communisme. Gagner de manière durable les intellectuels à un parti prolétarien, les associer dans le combat à la création continue de nouvelles formes de pensée et d'action n'est jamais chose facile. Mais il est en tous

cas impossible d'y parvenir en substituant les moyens de la flagornerie aux franches déclarations de principe. On peut tenir qu'un tel parti, s'il cherche à séduire les hommes de pensée, a perdu ce pouvoir de les convaincre que lui donnerait pleinement le marxisme s'il ne s'en était lui-même écarté. Pour avoir pris tour à tour en France, selon ceux à qui il s'adressait, les masques de Jeanne d'Arc ou de Descartes, de Robespierre ou de Claude Bernard dont aucun — loin de là — ne sied à son visage, le stalinisme ne doit donc s'en prendre qu'à lui-même de la suspicion qu'il a fini par inspirer.

D'autres que nous prononcent aujourd'hui les premiers mots de notre langage. La Quatrième Internationale ne tient pas boutique et ne commettra pas l'inconvenance de leur tendre des cartes d'adhésion. Elle ne veut leur offrir qu'un dialogue. Celui qu'ils ont eux-mêmes ouvert.

Anne BRUCKNER.

Un témoignage sur le procès Rajk

DANS son numéro de novembre 1949, la revue *Esprit*, que les exégètes staliniens auront quelque mal à classer parmi les publications réactionnaires, publie une très longue et très importante analyse de François Fetjö sur le procès Rajk. Fetjö a appartenu pendant de longues années au parti communiste hongrois, a lui-même participé aux épisodes de la vie du parti évoqués dans l'acte d'accusation et a connu personnellement Rajk, tant en Hongrie qu'en émigration. Depuis lors, il s'est séparé volontairement du parti, mais sans passer à la bourgeoisie. C'est un témoin de premier plan.

Fejtö établit d'abord que l'acte d'accusation de Budapest — et donc les aveux de Rajk qui s'y conformaient — sont mensongers sur tous leurs points essentiels. Il nous apprend par exemple que ce n'est pas Rajk mais une jeune fille de Nagykanizsa qui dénonça à la police, en 1932, les étudiants communistes. Cela pourrait presque suffire, l'accusation faisant sortir de cette dénonciation toute la carrière ultérieure de l' « espion Rajk ». Il établit également par le témoignage de ses compagnons d'armes en Espagne que Rajk, trois fois blessé n'a pas déserté le front catalan mais l'a quitté sur l'ordre exprès de ses supérieurs. Passons sur l'épisode du camp de Vernet où Rajk aurait comploté avec des volontaires yougoslaves qui ont prouvé qu'à l'époque ils étaient ailleurs. C'est pourtant là, selon l'accusation, que l'espionnage américain, connaissant Rajk comme policier, l'aurait embauché. Mais l'accusation se contredit puisqu'elle prétend par ailleurs que les archives de la police hongroise ne sont tombées entre les mains des Américains qu'en 1945, en Allemagne, c'est-à-dire 6 ans plus tard. Et, comble de malchance ! Même cela est faux, car la presse bourgeoise elle-même annonça que les archives avaient été trouvées à Prague et remises par le gouvernement tchèque au ministère hongrois de l'intérieur, que dirigeait alors Rajk. Et ainsi de suite. Après la critique serrée de Fejtö, rien ne subsiste de la matérialité des faits avoués.

Reste à situer psychologiquement et politiquement le personnage de Rajk et à montrer la signification véritable du procès. Là encore, Fejtö analyse la conjoncture qui, en Hongrie comme ailleurs, a poussé inévitablement certains dirigeants des partis communistes dans la voie d'une résistance, même élémentaire, à la russification complète. Rajk était l'un de ces dirigeants. Et cela explique en grande partie son attitude au procès : « Les accusés de Budapest, écrit très justement Fejtö, ont succombé à la violence policière de leurs adversaires d'autant plus facilement qu'ils croyaient tous et avec vénération être des staliniens.. Aucun d'eux ne possédait à la fois ces deux vertus : la profondeur intellectuelle et le courage indomptable sans l'association desquels il ne leur était pas possible d'aller jusqu'au bout de leur propre pensée, de deviner la machination et de la dénoncer ».

C'est là une leçon essentielle, Seule une claire compréhension de la nature du stalinisme peut protéger les communistes authentiques, accusés en puissance, d'une humiliation qui contribue à désorienter l'avant-garde des travailleurs tout entière. Déjà en U. R. S. S., les trotskystes véritables avaient dû être « liquidés » sans bruit. En forgeant des cadres politiques hautement éduqués, la IVe Internationale prépare la génération de ceux qui n'avoueront pas.

A. B.

NOUVELLES DU MOUVEMENT OUVRIER ET DE L'INTERNATIONALE

Canada

15.600 voix au candidat trotskyste

Aux élections municipales de Toronto, deuxième grande ville du Canada, située au cœur industriel du pays, le candidat du Revolutionary Workers Party (section canadienne de la IVe Internationale), Ross Dowson a reçu 15.600 votes. Ce résultat est d'autant plus remarquable qu'il fut obtenu par une organisation luttant ouvertement sur le terrain de classe avec un vrai programme prolétarien et dans une conjoncture du recul du mouvement ouvrier au Canada, qui entraîna une grande défaite du parti réformiste coopératif, le Commonwealth Federation, aux récentes élections parlementaires.

Malgré ses moyens limités, le R. W. P. a pu mener une splendide campagne, par son journal, par tracts, meetings et surtout par la radio et populariser sur une grande échelle le nom et les buts de l'organisation trotskyste.

Les camarades canadiens considèrent que, bien que ce vote représente un recul par rapport aux 23.600 voix recueillies il y a un an, son importance est plus significative, car il fut obtenu dans un moment de recul et sur une base programmatique plus claire, purement socialiste révolutionnaire.

Australie

Les élections générales

Aux élections générales qui ont eu lieu récemment, le poids de la petite bourgeoisie a pesé en faveur des partis capitalistes. C'est le résultat de la déception engendrée par le gouvernement Chifley, qui a remplacé une véritable politique socialiste par une série de mesures propres à enrayer le désordre du capitalisme décadent (dirigisme, restrictions, impôts élevés, etc...).

Nos camarades australiens, analysant sur cette base les causes de la défaite des travaillistes de ce pays, sont en train d'élaborer un programme capable de réactiver les forces socialistes et de ressouder le front dans le Parti Travailliste et dans les syndicats, contre l'offensive de la réaction.

France

Le 6e Congrès national du P. C. I.

Du 14 au 17 janvier se tiendra le 6e Congrès du P. C. I. (section française de la IVe Internationale). Plusieurs délégués d'autres sections y assisteront.

Nous reviendrons dans le prochain numéro de notre Revue sur ce Congrès qui, par le sujet et la qualité de ses débats, par l'intérêt qu'il suscite dans l'avant-garde révolutionnaire en France et par le moment où il se tient, caractérisé par une amplification de la crise du stalinisme en France, acquiert une importance toute particulière.

Allemagne

L'épuration des « titistes »

Walter Fish, ancien président du Parti Communiste de l'Allemagne Occidentale et député à l'Assemblée Fédérale, vient d'être relevé de sa fonction de dirigeant responsable de l'éducation des cadres du Parti. Il est accusé de « manque de vigilance » pour avoir laissé se glisser dans l'organe du Parti « Freies Volk » deux articles sur le « titisme ». Hugo Paul, membre du C. C. du même Parti, a été lui aussi relevé de ses fonctions pour des raisons semblables, ainsi que Joseph Schape, rédacteur en chef de l'organe central du Parti.

En outre, 80 fonctionnaires importants du Parti ont été exclus ou suspendus. Le président du groupe communiste de Basse-Saxe, Helmuth Schmalz, a été obligé de donner sa démission de président du Parti. Toute la direction de l'organisation du Parti du district de Kiel avec son président Lucke, fut en partie exclue, en partie relevée de ses fonctions.

L'épuration des « titistes » s'étend aussi en Allemagne Orientale.

Grèce

Le camp d'extermination de Makronissos

L'organe clandestin des trotskistes grecs, **Lutte Ouvrière,** publie un appel décrivant les conditions terribles dans le camp de Makronissos où sont en train de mourir martyrisés environ 30.000 ouvriers, paysans et soldats.

L'appel se termine ainsi :

« Notre Parti, comme toujours, paie actuellement aussi son tribut à la lutte révolutionnaire. Nos camarades continuent leur combat héroïque sur les rochers de Makronissos. De jeunes camarades à côté de vieux révolutionnaires trotskystes, luttent ensemble contre l'horrible oppression capitaliste. Des militants qui ont passé trente ans dans le mouvement ouvrier et de simples membres et sympathisants, subissent une double oppression : non seulement celle de la réaction capitaliste, mais aussi celle qui provient de la bureaucratie stalinienne du camp et de ses sbires, chargés de rendre impossible leur vie.

Mais nos camarades ont consacré leur vie à la cause du prolétariat. Ils travaillent dans la masse des déportés et de nombreux prolétaires qui se détachent de la bureaucratie les suivent. Ils souffrent, ils meurent, mais jamais de leur bouche n'est sortie une plainte. Ils n'ont jamais demandé l'aide de notre parti parce qu'ils savent qu'il est pauvre et que la clandestinité lui a créé des besoins encore plus grands.

Mais nous qui connaissons leurs supplices, faisons appel à toutes les organisations de la IV^e^ Internationale et au prolétariat mondial :

Aidez les héros de Makronissos !

Aidez moralement et matériellement ceux qui donnent leur vie pour la Révolution socialiste ; ceux qui restent et resteront les symboles de la force révolutionnaire de la IV^e^ Internationale.

Organisez une campagne dans la presse et des meetings de solidarité prolétarienne en exigeant :

LA SUPPRESSION DES CAMPS D'EXTERMINATION GRECS DE MAKRONISSOS ET DE TRIKERI !

L'AMNISTIE GENERALE A TOUS LES MILITANTS GRECS EMPRISONNES ET DEPORTES !

Ceylan

Gains trotskystes

Aux récentes élections municipales l'organisation trotskyste officielle, le B. S. P., a gagné 6 sièges et n'en a pas perdu aucun. L'organisation trotskyste dissidente, le L. S. S. P., a gagné 1 siège et en a perdu 1. Le Parti Communiste a gagné 3 sièges et en a perdu 1.

SOUSCRIVEZ DES ABONNEMENTS A « QUATRIEME INTERNATIONALE » ET FAITES SOUSCRIRE VOS AMIS.

INTERESSEZ-VOUS A SA DIFFUSION ET A SA CIRCULATION.

INSCRIVEZ-VOUS A LA PHALANGE DE « QUATRIEME INTERNATIONALE ».

ABONNEMENTS

Les six numéros :

350 francs français — 15 francs suisses — 75 francs belges

CORRESPONDANCE

Mademoiselle Weill, Boîte postale 124 - PARIS-15^e^

Mlle Weill, Boîte postale 124, C.C.P. N° 5672-07 **PARIS**

Le Directeur-Gérant : Pierre FRANK.

Imprimerie Spéciale de la Quatrième Internationale.

PRIX : 60 Fr.

Imprimé en France